



Organisation de la coopération islamique
Centre de recherches statistiques, économiques
et sociales et de formation pour les pays islamiques



PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI 2025

*Les voies vers la stabilité en dépit
des répercussions tarifaires*



© Octobre 2025 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatic Site, 06450 Oran, Ankara - Türkiye

Téléphone +90-312-468 6172

Internet www.sesric.org

E-mail pubs@sesric.org

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs autorisent de visionner, copier, télécharger et imprimer les données fournies par ce rapport tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Le présent rapport est un produit du personnel du SESRIC. La responsabilité concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les opinions du SESRIC ou de ses États membres, des ses partenaires ou de l'OCI. Les frontières, couleurs et toutes autres informations illustrées sur n'importe quelle carte n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC quant au statut juridique d'un territoire ou de la reconnaissance de ses frontières. La version finale du rapport est disponible sur le site web du SESRIC.

Veuillez citer cette publication comme suit : SESRIC (2025). *Perspectives économiques de l'OCI 2025: Les voies vers la stabilité en dépit des répercussions tarifaires* Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques. Ankara.

Ce rapport a été préparé sous la direction de S.E. Mme Zehra Zümrüt Selçuk, Directrice Générale du SESRIC, et la supervision de M. Mazhar Hussain, Directeur du département de recherche économique et sociale. La préparation générale a été dirigée par le Dr Esat Bakımlı, qui est également l'auteur du chapitre 3, avec la contribution du Dr Momodou Lamin Joof. Le chapitre 1 a été préparé par le Dr M. İpek Dedeoğlu, tandis que le chapitre 2 a été préparé par le Dr Davron Ishnazarov, M. Muzamil Edema et Mme Fatma Sayar.

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

ISBN: 978-625-7162-24-1

La traduction de ce rapport a été faite par M. Denis Rmouch et la Conception de la couverture par Savas Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département des recherches, SESRIC au courriel suivant: research@sesric.org

Photo de la couverture intérieure : eduser.com.tr

Table des matières

Acronymes	ii
Avant-propos	iii
Résumé analytique	1
1 Développements récents dans l'économie mondiale: Tendances et perspectives	11
CROISSANCE ÉCONOMIQUE.....	12
CHOMAGE	19
PRIX ET INFLATION	22
COMMERCE INTERNATIONAL.....	25
BALANCE DES COMTES COURANTS.....	28
INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS.....	30
SOLDE BUDGÉTAIRE.....	34
2 Développements économiques récents dans les pays de l'OCI	39
PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE.....	40
CHOMAGE.....	50
INFLATION	52
COMMERCE INTERNATIONAL.....	53
BALANCE DES COMTES COURANTS.....	59
SOLDE BUDGÉTAIRE.....	60
FINANCE INTERNATIONALE.....	62
COUVERTURE SPECIALE: VOIES VERS LA STABILITE EN DEPIT DES REPERCUSSIONS TARIFAIRES.....	73
3 Impact des nouveaux droits de douane américains sur les économies mondiales et les pays de l'OCI 74	
3.1 Introduction.....	75
3.2 Impact macroéconomique mondial des droits de douane.....	77
3.3 Exposition commerciale des pays membres de l'OCI aux États-Unis.....	80
3.4 Impact sur les économies de l'OCI via la Chine et les chaînes d'approvisionnement mondiales 90	
3.5 Canaux macroéconomiques et impacts sectoriels pour les PM de l'OCI	92
3.6 Implications politiques et réponses stratégiques	95
3.7 Conclusion.....	96
Annexe: Classifications des pays	97
Références.....	99

Acronymes

CPI	Indice des prix à la consommation
EPR	Ratio emploi-population
UE	Union européenne
IDE	Investissements directs étrangers
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
GCF	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
GEPU	Incertitude relative à la politique économique mondiale
RNB	Revenu national brut
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
IPF	Financement de projets internationaux
CITI	Classification internationale type, par industrie
ITC	Centre du commerce international
ALC	Amérique latine et les Caraïbes
PMA	Pays les moins avancés
TPPA	Taux de participation à la population active
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MMBTu	Millions d'unités thermiques britanniques
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la coopération islamique
OPEC	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PPA	Parité de pouvoir d'achat
PTA	Accord commercial préférentiel
ODD	Objectifs du développement durables
SESRIC	Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques
TPU	Incertitude en matière de politique commerciale
U.S.	États-Unis
EAU	Émirats Arabes Unis
U.K.	Royaume-Uni
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DSNU	Division de statistique de l'ONU
suit:	Dollars des États-Unis
WEO	Perspectives de l'économie mondiale
WTO	Organisation mondiale du commerce



Avant-propos

C'est avec grand plaisir que je vous présente le Rapport sur les *Perspectives économiques de l'OCI 2025 : Les voies vers la stabilité en dépit des répercussions tarifaires*. Ce rapport arrive à un moment crucial, alors que l'économie mondiale est confrontée à des incertitudes sans précédent. La montée des tensions commerciales, en particulier après l'imposition de nouveaux droits de douane américains pouvant atteindre 145 %, a bouleversé les chaînes d'approvisionnement mondiales et accru la volatilité sur les marchés financiers et des matières premières. Pour les États membres de l'OCI, ces changements ont amplifié à la fois les risques et les opportunités liés à l'intégration dans l'économie mondiale.

Malgré ces difficultés, les économies des pays de l'OCI ont fait preuve d'une résilience considérable. Leur PIB collectif a atteint 920 milliards de dollars en 2024, représentant 8,3 % de l'économie mondiale, tandis qu'en termes de parité de pouvoir d'achat, leur part est encore plus importante, atteignant 14,3 %. La croissance a atteint en moyenne 3,5 %, dépassant la moyenne mondiale et plaçant plusieurs pays de l'OCI parmi les économies les plus dynamiques au monde. Le Guyana, avec un taux de croissance remarquable de 43,6 %, et le Niger, avec 10,3 %, figuraient parmi les pays les plus performants au niveau mondial. Le Kirghizistan et le Tadjikistan ont également enregistré une croissance robuste, soulignant le dynamisme des différentes régions de l'OCI.

Les tendances en matière de commerce et d'investissement illustrent également ce dynamisme. Les exportations de marchandises ont atteint 2 600 milliards de dollars en 2024, tandis que les importations ont augmenté plus fortement pour atteindre 2 700 milliards de dollars. Les exportations intra-OCI ont atteint 491 milliards de dollars, représentant près d'un cinquième des exportations totales du groupe. Les flux d'investissements directs étrangers ont augmenté de 27 %, atteignant 210 milliards de dollars, ce qui a porté la part de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE à un niveau record de 13,9 %. Ces réalisations témoignent de l'attractivité des marchés de l'OCI, même dans un contexte d'incertitude mondiale croissante.

Le numéro de cette année accorde une attention particulière aux nouveaux droits de douane américains, qui représentent l'un des changements les plus importants en matière de politique commerciale depuis des décennies. Bien que l'exposition directe au marché américain soit limitée à quelques États membres, les répercussions indirectes sont généralisées. Le renforcement du dollar américain a entraîné une augmentation des coûts d'importation dans de nombreuses économies, tout en ouvrant des opportunités de détournement des échanges commerciaux dans des secteurs tels que le textile, l'électronique et les matières premières. Parallèlement, le commerce entre la Chine et l'OCI, qui dépassera 1000 milliards de dollars en 2024, amplifie à la fois les risques de propagation et les perspectives de diversification. L'augmentation de l'incertitude commerciale et politique a compliqué les décisions d'investissement, rendant les réponses coordonnées encore plus urgentes.

Les directives politiques énoncées dans ce registre indiquent la voie à suivre : diversifier les exportations et progresser dans la chaîne de valeur ; préserver la marge de manœuvre budgétaire pour amortir les chocs ; attirer les investissements dans la chaîne d'approvisionnement grâce à des cadres prévisibles et transparents ; et approfondir la coopération intra-OCI afin de renforcer la résilience et le pouvoir de négociation. Ces mesures sont essentielles pour garantir que les pays de l'OCI puissent non seulement résister aux chocs externes, mais aussi tirer parti des nouvelles opportunités découlant des transitions économiques mondiales.

Dans l'avenir, la résilience des économies de l'OCI dépendra de leur capacité à tirer parti des progrès récents tout en s'attaquant aux disparités persistantes. Le taux de chômage élevé, l'inflation importante, les contraintes budgétaires et la dépendance structurelle vis-à-vis des matières premières constituent toujours des défis majeurs. Cependant, les atouts collectifs de l'OCI – potentiel démographique, ressources abondantes et marchés en expansion – constituent une base solide pour une croissance durable, à condition d'être soutenus par une collaboration plus étroite et des stratégies communes.

Dans l'islam, l'activité économique n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'assurer la justice, l'équité et la prospérité partagée. L'équité, l'honnêteté et la coopération sont des valeurs fondamentales qui doivent guider notre avenir économique collectif. Dans cet esprit, j'invite les décideurs politiques, les universitaires et les chefs d'entreprise de l'OCI à réfléchir aux idées présentées ici et à collaborer afin de construire un avenir économique plus résilient, plus inclusif et plus dynamique pour nos nations et nos peuples.

Zehra Zümrüt SELÇUK
Directrice générale
SESRIC



Résumé analytique

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DANS L'ÉCONOMIE MONDIAL

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Les hausses tarifaires sans précédent imposées par les États-Unis, atteignant jusqu'à 145 % et touchant presque tous les partenaires commerciaux, y compris les pays de l'OCI, ont amplifié l'incertitude mondiale, perturbé les flux commerciaux et ralenti la croissance économique. La croissance mondiale s'est modérée à 3,6 % en 2022 et a légèrement reculé à 3,5 % en 2023 dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, notamment la guerre entre la Russie et l'Ukraine et l'occupation brutale de Gaza, ainsi que de fragilités dans le secteur financier. En 2024, la croissance mondiale a encore ralenti pour s'établir à 3,3 %. Compte tenu des nouveaux droits de douane imposés par les États-Unis, des tensions commerciales accrues et des incertitudes mondiales persistantes, elle devrait reculer à 3,0 % en 2025 avant de se redresser légèrement à 3,1 % en 2026.

CHOMAGE

Le taux de chômage mondial a diminué, passant de 5,3 % en 2022 à 5,0 % en 2023, s'est maintenu à ce niveau en 2024 et devrait rester stable jusqu'en 2025. Le chômage des jeunes (âgés de 15 à 24 ans), bien qu'il reste élevé, affiche également une tendance à la baisse, passant de 14,2 % en 2021 à 12,6 % en 2024, et devrait encore diminuer pour atteindre 12,5 % en 2025. Bien que les taux de chômage des hommes et des femmes aient diminué au fil du temps, les femmes continuent de faire face à un taux de chômage légèrement plus élevé dans de nombreuses régions, en particulier dans les économies en développement. Dans l'ensemble, les marchés du travail ont fait preuve de résilience malgré les incertitudes mondiales, mais des efforts soutenus sont nécessaires pour garantir une reprise inclusive, surtout pour les femmes et les jeunes.

PRIX ET INFLATION

Les prix des matières premières ont augmenté de 33,7 % en 2022, en raison des perturbations de l'approvisionnement post-pandémie et des tensions géopolitiques. Toutefois, cette hausse a été suivie d'une forte baisse de 23,3 % en 2023, puis d'une baisse plus modérée de 0,5 % en 2024. Les prix des matières premières devraient baisser de 1,1 % en 2025 et de 2,3 % en 2026. Alors que les nouvelles mesures tarifaires et les incertitudes géopolitiques ont ravivé la volatilité des marchés, l'inflation continue de baisser de manière stable. L'inflation mondiale a diminué pour atteindre 5,6 % en 2024, contre 6,6 % en 2023, et devrait encore ralentir pour s'établir à 4,2 % en 2025 et 3,6 % en 2026. Dans les pays en développement, l'inflation a diminué de 8,0 % à 7,7 % en 2024, tandis que les économies développées ont connu une baisse plus prononcée, passant de 4,6 % à 2,6 %. Dans le futur, l'inflation mondiale devrait poursuivre sa trajectoire à la baisse, soutenue par une demande modérée et des mesures politiques plus agressives de la part des banques centrales.



COMMERCE INTERNATIONAL

Le volume du commerce mondial s'est affaibli en 2023, avec une contraction de 0,8 % du commerce des marchandises et une croissance de seulement 1,0 % du commerce total des biens et services. Malgré cet environnement incertain, le commerce devrait progressivement se redresser, avec une croissance prévue de 2,9 % en 2024 et de 1,1 % en 2025 pour le commerce des marchandises, tandis que le commerce combiné des marchandises et des services devrait augmenter de 3,8 % en 2024 et de 1,7 % en 2025. Bien qu'un accord temporaire sur les nouveaux taux tarifaires ait été conclu entre la Chine et les États-Unis en mai 2025 à la suite de l'escalade d'avril, avec un report de 90 jours jusqu'en août des hausses tarifaires plus importantes, cela continue de présenter des risques baissiers importants. Ces mesures concernent presque tous les partenaires commerciaux, y compris les pays de l'OCI, tandis que les récentes mises en garde de l'administration américaine et les contestations judiciaires en cours témoignent d'une incertitude persistante dans la dynamique du commerce mondial.

BALANCE DES COMPTES COURANTS

En 2024, la balance courante mondiale s'élevait à 518,6 milliards de dollars. Les pays développés ont enregistré un excédent de 102,9 milliards de dollars, tandis que les pays en développement ont affiché un excédent de 415,7 milliards de dollars. D'ici 2025, la balance courante mondiale devrait tomber à 53,8 milliards de dollars, les pays développés affichant un déficit de 71,1 milliards de dollars et les pays en développement voyant leur excédent diminuer à 124,9 milliards de dollars. Les projections pour 2026 indiquent une augmentation du solde courant mondial à 96 milliards de dollars, les pays développés (56,8 milliards de dollars) et les pays en développement (39,2 milliards de dollars) enregistrant chacun un excédent. En pourcentage du PIB, les pays développés devraient afficher un déficit de 0,1 % en 2025, contre un excédent de 0,2 % en 2024, tandis que le ratio excédent/PIB des pays en développement devrait passer de 0,9 % en 2024 à 0,3 % en 2025, puis à 0,1 % en 2026.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

En 2024, les investissements directs étrangers (IDE) mondiaux ont légèrement augmenté d'environ 4 %, atteignant 1,51 milliards de dollars, contre 1,45 milliards en 2023. Malgré cette croissance modeste, les flux d'IDE sont restés volatils, en particulier dans les économies en développement, qui ont représenté 42 % du total des flux, contre 55,5 % en 2020. Les tendances en matière d'IDE ont montré d'importantes disparités régionales. Les économies développées ont enregistré une augmentation de 12,1 % des flux entrants, tandis que les pays en développement ont connu une baisse de 6,1 %. La Chine a connu une forte baisse de 29 % des IDE, tandis que l'Amérique du Nord, menée par les États-Unis, a enregistré une augmentation de 22,6 %, stimulée par les fusions, les acquisitions et les investissements dans les hautes technologies. Les États-Unis sont restés la première destination mondiale des IDE, attirant 278,8 milliards de dollars, suivis par Singapour et Hong Kong. Les modèles d'investissement ont mis en évidence une divergence entre l'investissement industriel et le développement des infrastructures. Les investissements dans de nouveaux projets ont été importants en Inde et aux Émirats arabes unis, tandis que le financement de projets internationaux s'est concentré sur les marchés matures et certains marchés émergents.



SOLDE BUDGÉTAIRE

Les déficits budgétaires des pays développés ont été enregistrés à 4,7% du PIB en 2024. Ils devraient légèrement diminuer pour atteindre 4,3 % en 2025, puis 3,9 % en 2026. En revanche, les déficits budgétaires des pays en développement devraient s'aggraver, passant de 5,5 % du PIB en 2024 à 6,1 % en 2025, avant de s'améliorer légèrement pour atteindre 5,9 % en 2026. Ces défis budgétaires persistants sont principalement dus à l'augmentation des dépenses liées aux retraites, aux soins de santé, à la défense et à l'atténuation du changement climatique. Ces pressions structurelles sur les dépenses compliquent les efforts visant à assurer la viabilité budgétaire à long terme, en particulier dans le contexte d'une croissance modérée des recettes dans de nombreuses économies en développement.

DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

PRODUCTION ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

À prix courants, le PIB total des pays de l'OCI s'élevait à 9,2 billions de dollars en 2024, soit une légère hausse de 3,3% par rapport à l'année précédente. Avec cette taille économique, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 8,3 % du PIB mondial en 2024, soit le même pourcentage que l'année précédente. Cette part devrait diminuer pour atteindre 8,2% en 2025. En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), exprimée en dollars internationaux, le PIB total des pays de l'OCI a atteint 28,1 billions de dollars en 2024 et devrait atteindre 29,8 billions de dollars en 2025. Avec ces montants, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 14,3% du PIB mondial en 2024, également comme l'année précédente.

PIB par habitant

Compte tenu de la croissance continue de la production, les valeurs du PIB par habitant à prix courants ont continué à augmenter dans le monde entier en 2024. Cependant, l'augmentation dans le groupe de l'OCI a été plutôt faible en raison d'une croissance limitée de la production. En dollars américains, la moyenne mondiale a augmenté de 3,9 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 13 941 dollars, principalement dans les pays développés où le PIB par habitant a augmenté de 3,5% pour atteindre 58 626 dollars. Les pays de l'OCI ont enregistré une croissance de 3,5%, avec un PIB par habitant s'élevant en moyenne à 4 624 dollars en 2024, contre 4 469 dollars en 2023. Les pays en développement non membres de l'OCI ont enregistré un PIB par habitant de 7 564 dollars américains, soit une augmentation de 3,0 % par rapport à la même période. Ainsi, le PIB par habitant est resté inférieur dans les pays de l'OCI, et l'écart s'est quelque peu creusé en 2024.

Croissance économique

En 2024, le taux de croissance moyen du groupe de l'OCI s'est établi à 3,5 %, soit le même niveau que l'année précédente. Il devrait légèrement baisser pour atteindre 3,4 % en 2025, avant de rebondir pour atteindre 4,0 % en 2026. Toutefois, la moyenne du groupe OCI reste inférieure à la moyenne annuelle de 4,4 % enregistrée entre 2010 et 2019, avant la pandémie de COVID-19. Il convient de noter que le taux de croissance moyen enregistré par les pays de l'OCI en 2024 était

supérieur à la moyenne mondiale. Avec un taux de croissance de 43,6 %, le Guyana était en effet l'économie la plus performante au monde en 2024. Le Niger, qui a enregistré un taux de croissance à deux chiffres de 10,3 %, s'est classé deuxième au niveau mondial. Le Kirghizistan et le Tadjikistan, avec des taux de croissance respectifs de 9,0 % et 8,4 %, figuraient également parmi les dix économies les plus dynamiques au monde cette année-là.

Structure du PIB : Valeur ajoutée par secteur

Les dernières données disponibles pour 2023 montrent que les activités agricoles, qui ne constituent que 1,3% de la valeur ajoutée totale dans les pays développés, ont une part élevée de 10,0% de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, ce qui est encore plus élevé que dans les pays en développement non membres de l'OCI (8,3%). La part de l'industrie non-manufacturière est beaucoup plus élevée dans le groupe des pays de l'OCI par rapport au reste du monde, en grande partie en raison des industries d'extraction de combustibles fossiles substantielles dans de nombreux pays de l'OCI. L'industrie non manufacturière dans les pays de l'OCI a atteint en moyenne 23,3 % en 2023, après avoir chuté de 27,4 % en 2010 à un niveau historiquement bas de 19,5 % en 2020. En 2023, le secteur manufacturier représentait 16,4 % de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, soit un pourcentage supérieur à celui des pays développés (13,0 %), mais nettement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (21,7 %). Le secteur des services continue de jouer un rôle clé dans la majorité des économies de l'OCI, contribuant en moyenne 50,2% de la valeur ajoutée totale dans le groupe de l'OCI. Cette part est pourtant encore basse, si l'on considère que le secteur représente les trois quarts (76,5 %) de la valeur ajoutée totale dans les pays développés et 57,0% dans les pays en développement non membres de l'OCI, la moyenne mondiale étant de 67,8%.

Structure du PIB : Dépenses

En 2023, les dépenses de consommation finale des ménages continuent de représenter la part la plus importante du PIB dans les pays de l'OCI ainsi que dans le reste du monde. La consommation des ménages représentait 55,3% du PIB dans les pays de l'OCI, ce qui est plus élevé que dans les pays en développement non membres de l'OCI (50,6%) mais plus bas que dans les pays développés (59,9%). La part des dépenses générales de consommation finale du gouvernement dans le PIB était faible dans les pays de l'OCI (13,2%) par rapport aux pays développés et en développement non-membres de l'OCI. La part de la formation brute de capital a atteint en moyenne 28,1% pour les pays de l'OCI, ce qui est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI mais supérieur à la moyenne des pays développés. Le commerce international de biens et de services a continué à représenter une part plus importante du PIB dans les pays de l'OCI que dans les pays développés et en développement. Pour les pays de l'OCI, la part des exportations et des importations dans le PIB était en moyenne de 36,3% et 34,2%, respectivement.



MARCHÉ DU TRAVAIL

En 2024, le ratio emploi-population (EPR) dans les pays de l'OCI est resté nettement inférieur à celui du reste du monde, soulignant la sous-utilisation persistante de la main-d'œuvre dans ce groupe. Le REP dans les pays de l'OCI a légèrement augmenté, passant de 55,5 % en 2023 à 55,6 % en 2024. Les projections indiquent qu'il restera globalement stable jusqu'en 2025-2026, se maintenant au-dessus des niveaux d'avant la pandémie, mais en dessous du graphique de 2024. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre de personnes sans emploi dans les pays de l'OCI a augmenté d'environ 300 000 (0,7 %) pour atteindre 42,3 millions. Malgré cette augmentation, la part du groupe dans le monde a diminué, passant de 22,9 % en 2023 à 22,8 % en 2024. Alors que les estimations pour 2025 indiquent une nouvelle augmentation, bien que modeste (0,8 %), du chômage mondial, le groupe de l'OCI devrait connaître une hausse de 2,3 %, le nombre de chômeurs atteignant 43,3 millions, soit 23,1 % du total mondial. Le taux de chômage dans le groupe de l'OCI s'est récemment stabilisé autour de 5,3 % après avoir atteint un pic de 6,7 % en 2020, restant ainsi supérieur aux moyennes mondiales.

INFLATION

L'inflation des prix à la consommation a diminué dans le monde en 2024 après avoir atteint des niveaux record en 2022. L'inflation dans les pays de l'OCI n'a que légèrement diminué, passant de 16,6 % en 2023 à 16,4 % en 2024. Si l'on considère que le taux d'inflation a baissé à 2,6% dans les pays développés et à 5,3 % dans les pays en développement non membres de l'OCI - avec une moyenne mondiale de 5,7% - les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à avoir un taux d'inflation beaucoup plus élevé en 2024. Cette tendance devrait également se poursuivre en 2025. Parmi les pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation annuel le plus élevé, soit 176,8% en 2024, ce qui le place au troisième rang mondial. Après le Soudan, on retrouve Türkiye (58,5 %), la Palestine (52,9 %), le Liban (45,2 %) et le Yémen (33,9 %). L'Égypte, le Nigeria, l'Iran, la Sierra Leone et le Pakistan sont les dix premiers pays de l'OCI qui ont ainsi complété la liste du classement.

COMMERCE INTERNATIONAL

Commerce des marchandises

En 2024, les exportations et les importations des pays de l'OCI ont augmenté par rapport à l'année précédente. Les exportations ont légèrement augmenté de 3,1 %, passant de 2,5 billion de dollars en 2023 à 2,6 billion de dollars en 2024. De plus, la part des pays de l'OCI dans les exportations mondiales a légèrement augmenté, passant de 10,5 % à 10,6 % au cours de ces mêmes années. En revanche, les importations de marchandises ont augmenté de 9,0 %, atteignant 2 700 milliards de dollars en 2024, contre 2 500 milliards en 2023. Cela a contribué à une augmentation de la part dans les importations mondiales, qui est passée de 10,3 % en 2023 à 11,0 % en 2024. Une tendance similaire a été observée dans la part des pays de l'OCI dans le commerce des marchandises des pays en développement : leur part dans les exportations a légèrement diminué, passant de 24,6 % en 2023 à 24,5 % en 2024, tandis que leur part dans les importations a augmenté, passant de 26,0 % à 27,0 % au cours de la même période.

Commerce des services

Au cours des cinq dernières années, la valeur des échanges de services des pays de l'OCI n'a cessé d'augmenter. En 2024, leurs exportations de services ont atteint 689 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,6 % par rapport aux 635 milliards de dollars enregistrés en 2023. Cependant, leur part dans les exportations mondiales de services a légèrement diminué de 0,1 point de pourcentage, passant de 8,0 % en 2023 à 7,9 % en 2024, malgré des augmentations régulières entre 2020 et 2023. En ce qui concerne les importations, les importations de services des pays de l'OCI ont augmenté de 5,2 %, passant de 675 milliards de dollars en 2023 à 712 milliards de dollars en 2024, tandis que leur part dans les importations mondiales de services a diminué de 9,1 % à 8,9 % au cours de la même période.

Commerce des marchandises au niveau intra-OCI

Les exportations intra-OCI de marchandises ont augmenté de 5,2 %, passant de 467 milliards en 2023 à 491 milliards en 2024. Malgré une légère augmentation de 0,1 point de pourcentage des exportations de l'OCI vers le reste du monde, la part des exportations intra-OCI a augmenté de manière plus significative, de 0,4 point de pourcentage, passant de 18,8 % en 2023 à 19,2 % en 2024. Parmi les pays de l'OCI, les Émirats arabes unis ont été le premier exportateur vers les autres pays de l'OCI en 2024, avec 85 milliards de dollars, soit 17,3 % du total des exportations intra-OCI. Elle était suivie par l'Arabie saoudite (82,1 milliards de dollars, soit 16,7 %), Türkiye (69,9 milliards de dollars, soit 14,2 %), l'Indonésie (33,4 milliards de dollars, soit 6,8 %) et la Malaisie (32,5 milliards de dollars, soit 6,6 %). Les trois premiers pays représentaient à eux seuls près de la moitié (48,3%) du total des exportations intra-OCI, tandis que ce ratio atteignait 78,3% pour les 10 premiers pays, dont le Nigeria, l'Égypte, le Qatar, Oman et l'Irak.. En ce qui concerne les importations intra-OCI, les Émirats arabes unis étaient le plus grand importateur des pays de l'OCI en 2024. Leurs importations totales en provenance des autres pays membres se sont élevées à 99,1 milliards de dollars, soit 18,9% des importations totales intra-OCI. Il a été suivi par la Türkiye (42,8 milliards de dollars, 8,2%), l'Arabie saoudite (40,9 milliards de dollars, 7,8%), la Malaisie (37,9 milliards de dollars, 7,2%) et l'Indonésie (25,9 milliards de dollars, 4,9%).

BALANCE DES COMPTES COURANTS

En 2024, les pays de l'OCI ont enregistré un excédent du compte courant de 82 milliards de dollars, contre 119 milliards de dollars l'année précédente. L'excédent en pourcentage du PIB a également diminué, passant de 1,3% en 2023 à 0,9% en 2024. Les projections du FMI indiquent un déficit de 43 milliards de dollars, soit 0,5 % du PIB, en 2025. Parmi les pays de l'OCI, les Émirats arabes unis ont enregistré le plus important excédent courant en valeur nominale en 2024 (49 milliards de dollars), tandis que l'Égypte a enregistré le plus important déficit (20,8 milliards de dollars). En pourcentage du PIB, l'excédent a atteint 29,5% au Koweït, tandis que le déficit a atteint 31,1% au Kirghizstan.



SOLDE BUDGÉTAIRE

Les déficits publics des pays de l'OCI ont augmenté en moyenne pour atteindre 2,8 % du PIB en 2024, contre 2,1 % en 2023. Cette augmentation a été principalement due à une légère hausse des dépenses en pourcentage du PIB, tandis que les recettes sont restées inchangées. Les projections actuelles pour 2025 indiquent une poursuite de cette tendance, avec des dépenses en hausse, des recettes en baisse et des déficits qui se creusent encore pour atteindre 3,5% du PIB. Au niveau national, 24 des 54 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles ont enregistré une amélioration de leur solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2024 par rapport à l'année précédente. De plus, le nombre de pays enregistrant un excédent est passé de neuf en 2023 à dix en 2024.

FINANCE INTERNATIONALE

Les flux et stocks d'IDE

Les entrées nettes d'IDE dans les pays de l'OCI se sont élevées à 210 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 27,3 % par rapport aux 165 milliards de dollars enregistrés en 2023. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE est passée de 11,3 % en 2023 à 13,9 % en 2024. De même, leur part dans le total des flux vers les pays en développement est passée de 24,5 % en 2023 à 33,2 % en 2024. Au cours de la période de 5 ans allant de 2020 à 2024, les stocks d'IDE ont augmenté de 21,9% à 2,6 billions de dollars dans les pays de l'OCI, tandis qu'ils ont augmenté de 39,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 20% dans les pays développés. Ainsi, les pays de l'OCI ont accueilli une part légèrement inférieure des stocks mondiaux d'IDE entrants en 2024 (5,1%) qu'en 2020 (5,2%). Les pays développés continuent d'accueillir la majeure partie des stocks mondiaux, avec une part de 76,2% en 2024.

Dettes extérieures

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 98,7 milliards de dollars, soit 4,6%, pour atteindre 2 235 milliards de dollars en 2023, contre 2 136 milliards de dollars en 2022. Cette augmentation a été alimentée par une hausse de toutes les composantes de l'encours total de la dette extérieure, à l'exception de l'utilisation du crédit du FMI. La dette à court terme a atteint 413 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 31 milliards de dollars ou 8,1% par rapport à l'année précédente, et sa part dans l'encours total de la dette extérieure est donc passée de 17,9% à 18,5% au cours de cette période. La dette à long terme, qui comprend la dette publique, la dette garantie par l'État et la dette privée non garantie, s'élevait à 1 705,4 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 68,3 milliards de dollars ou 4,2 % par rapport à 2022, représentant 76,3 % de la dette extérieure totale, en légère baisse par rapport aux 76,6 % de l'année précédente. L'utilisation des crédits du FMI a diminué de 610 millions de dollar, soit 0,5 %, pour atteindre 116,3 milliards de dollars, et a continué de représenter la plus petite composante de la dette extérieure totale des pays de l'OCI.

Réserves internationales

Après avoir augmenté de 4,8 % pour atteindre 14 700 milliards de dollars en 2023, le total des réserves internationales mondiales a tombé pour s'établir à 14 200 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de 558 milliards de dollars ou 3,8 % par rapport à l'année précédente. Les pays en développement ont représenté plus des quatre cinquièmes (82,6 %) de la baisse totale des réserves mondiales, qui ont diminué de 460,8 milliards de dollars, soit 5,5 %, pour atteindre 8 000 milliards de dollars en 2024. Dans les pays développés, les réserves ont diminué de 97,2 milliards de dollars, soit 1,5%, pour atteindre 6,2 billions de dollars. Les données disponibles pour 2024 concernant un ensemble de 33 pays de l'OCI qui représentent ensemble 89,2 % du PIB total de l'OCI indiquent une augmentation de 7 % des réserves internationales, qui passent de 1,77 billion de dollars en 2023 à 1,88 billion de dollars.

Aide publique au développement (APD)

Les dernières données disponibles montrent que les flux nets d'APD reçus par les pays en développement ont atteint 243 milliards de dollars en 2023, le niveau le plus élevé jamais enregistré, avec une augmentation notable de 13,4 milliards de dollars, soit 5,9%, par rapport à l'année précédente. Les flux qui ont été déclarés au niveau de chaque pays ont augmenté de 11,1% et se sont élevés à 168,1 milliards de dollars en 2023, soit 69,2% du total des flux d'APD. Cependant, les flux d'APD vers les pays de l'OCI ont augmenté de 4,3% pour atteindre 72,3 milliards de dollars en 2023, contre 69,3 milliards de dollars en 2022. Les pays de l'OCI ont eu une part plus élevée des flux totaux d'APD destinés aux pays en développement individuels en 2023 (43%) par rapport à l'année précédente (45,8%).

Envoi de fonds personnels

Au niveau mondial, les flux de transferts de fonds officiels ont atteint 823 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de 3,6% par rapport aux 794 milliards de dollars de l'année précédente. Les flux entrants vers les pays de l'OCI ont toutefois diminué de 7,4 %, soit 15 milliards de dollars, pour s'établir à 184 milliards de dollars, réduisant ainsi leur part dans le total mondial des flux de transferts de fonds à 22,4 % en 2023, alors qu'elle s'était maintenue autour de 25 % au cours des quatre années précédentes.

IMPACT DES NOUVEAUX DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS SUR LES ÉCONOMIES MONDIALES ET LES PAYS MEMBRES DE L'OCI

Impact macroéconomique mondial des droits de douane

Les changements apportés aux politiques commerciales et tarifaires du gouvernement américain au début de l'année 2025 ont constitué l'intervention la plus importante dans le commerce international depuis des décennies, entraînant une reconfiguration des partenariats commerciaux mondiaux. Les droits de douane imposés devraient avoir des répercussions importantes sur les indicateurs économiques mondiaux et nationaux, notamment le PIB, le commerce et l'inflation, en affectant la demande, les prix, la valeur des devises et les investissements.



Exposition commerciale des pays membres de l'OCI aux États-Unis

Les États-Unis entretiennent des relations commerciales modérées mais croissantes avec les pays de l'OCI, les exportations ayant augmenté régulièrement au cours des trois dernières années, tandis que les importations ont connu une certaine volatilité, ce qui pourrait créer une nouvelle dynamique dans les négociations commerciales bilatérales, en particulier dans le cadre du nouveau régime tarifaire américain. Cette relation commerciale se caractérise également par des déséquilibres importants, tant en termes de déficits que d'excédents, concentrés dans un sous-ensemble de pays. Outre l'exposition commerciale des pays fortement dépendants du marché américain, l'exposition sectorielle et celle des produits sont également préoccupantes. L'application par les États-Unis de droits de douane supérieurs à 10 % sur les importations en provenance de plusieurs États membres présente des risques ciblés mais importants, compte tenu de la forte concentration des produits et des dépendances stratégiques en matière d'exportation que bon nombre de ces pays entretiennent avec le marché américain. Les secteurs clés sont fortement concentrés, quelques catégories seulement, telles que les équipements électriques, les minéraux, les combustibles et le pétrole, ainsi que les vêtements et l'habillement, représentant la majeure partie des échanges commerciaux, ce qui indique une grande vulnérabilité aux droits de douane.

Impact sur les économies de l'OCI via la Chine et les chaînes d'approvisionnement mondiales

L'augmentation des droits de douane sur la Chine présente également à la fois des risques et des opportunités pour les États membres de l'OCI, car il s'agit du plus grand partenaire commercial du bloc. L'économie de l'OCI pourrait bénéficier d'un détournement des échanges commerciaux, les importateurs américains se tournant vers d'autres marchés pour remplacer les produits chinois soumis à des droits de douane plus élevés. Les exportateurs de textiles, de produits électroniques et de matières premières pourraient gagner des parts de marché à condition de satisfaire aux exigences en matière de qualité et de coût. Cependant, l'augmentation des droits de douane américains pourrait inciter les exportateurs chinois à réorienter leurs marchandises vers d'autres marchés. Cela intensifie la concurrence pour les fabricants locaux, ce qui menace l'emploi dans les usines à forte intensité de main-d'œuvre des pays membres.

Canaux macroéconomiques et impacts sectoriels pour les pays membres de l'OCI

Le choc tarifaire a renforcé le dollar américain, affaibli les devises et augmenté les prix à l'importation. Les économies dépendantes des importations sont confrontées à des pressions inflationnistes qui pourraient éroder le pouvoir d'achat et déclencher une spirale des salaires et des prix, tandis que la baisse des exportations et les pressions sur les prix mettront à rude épreuve les finances publiques, en particulier dans les pays fortement endettés qui doivent protéger les populations vulnérables. La reconfiguration du commerce mondial pourrait procurer un avantage concurrentiel à certaines économies grâce aux flux d'IDE, les investisseurs recherchant d'autres options pour s'approvisionner et implanter de nouvelles installations de production. La demande en ressources essentielles, stimulée par la forte demande en énergies renouvelables, pourrait entraîner une augmentation significative des flux d'investissements directs étrangers dans les

pays disposant d'importants gisements de ces ressources. Les annonces tarifaires et leur mise en œuvre subséquente ont créé un climat d'incertitude dans le commerce mondial et la politique économique. Les répercussions de cette incertitude sur les prévisions des entreprises et les décisions d'investissement sont souvent négligées. L'indice d'incertitude en matière de politique commerciale (TPU) et l'indice d'incertitude en matière de politique économique mondiale (GEPU) ont connu une forte hausse à la suite de l'annonce des droits de douane en avril 2025.

Implications politiques et réponses stratégiques

Pour faire face aux incertitudes et aux répercussions des droits de douane américains, il est essentiel de mettre en place une réponse politique coordonnée et tournée vers l'avenir, fondée sur la diversification, les réformes structurelles et la coopération régionale, afin d'atténuer ces risques et de garantir des gains économiques durables. En outre, pour attirer les IDE dans les secteurs manufacturier et des minéraux critiques, les gouvernements devraient proposer des incitations transparentes, investir dans les infrastructures et le développement des compétences, et garantir la stabilité des politiques. Enfin, une action conjointe au sein de l'OCI peut renforcer le pouvoir de négociation et renforcer la résilience.





CHAPITRE 1

Développements récents dans l'économie mondiale: Tendances et perspectives



Le monde est actuellement confronté à un environnement caractérisé par la volatilité, l'incertitude, la complexité et l'ambiguïté. Depuis février 2025, les droits de douane américains, destinés à réduire le déficit commercial du pays, ont introduit une nouvelle incertitude dans le paysage commercial mondial. Bien que ces droits de douane visent principalement la Chine, et malgré l'accord temporaire conclu entre la Chine et les États-Unis sur les droits de douane, leurs répercussions devraient se faire sentir dans le monde entier, y compris dans les économies des États membres de l'OCI. Les droits de douane, qui varient de 10 % à 145 %, affectent les importations de marchandises provenant de presque tous les pays et territoires, ce qui souligne l'ampleur potentielle de l'exposition. En avril 2025, l'indice mondial d'incertitude a quadruplé par rapport à avril 2024, soulignant l'augmentation sans précédent de l'incertitude liée au commerce.

Ces développements ont abouti à une série de mesures réactives et à de nouveaux changements dans la politique commerciale. Le 12 mai, la Chine et les États-Unis ont convenu d'une réduction temporaire de 90 jours des droits de douane imposés après l'escalade du 2 avril. Les États-Unis ont également reporté au 1er août la date limite pour l'augmentation générale des droits de douane. Cependant, les récentes annonces de l'administration américaine ont averti certains partenaires commerciaux de la possibilité de droits de douane encore plus élevés que ceux proposés en avril. Des contestations judiciaires sont en cours concernant l'utilisation de la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux pour justifier ces droits de douane. Par ailleurs, l'adoption en juillet de la loi One Big Beautiful Bill Act (OBBBA) a clarifié la politique budgétaire américaine à court terme, mais a suscité des inquiétudes quant à la viabilité budgétaire à long terme (IMF, 2025d).

Dans ce contexte, ce chapitre propose un examen approfondi des principaux indicateurs économiques mondiaux, en s'appuyant sur les observations d'organisations internationales de premier plan telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation internationale du travail (OIT).

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Un ralentissement de la croissance économique mondiale après la reprise post-pandémique

Plusieurs défis continuent d'assombrir les perspectives économiques mondiales. Les incertitudes politiques et les différends tarifaires en cours, notamment entre les États-Unis et la Chine, ont contribué à un ralentissement de la dynamique économique en 2025. Les conflits géopolitiques, tels que la guerre entre la Russie et l'Ukraine et les attaques d'Israël contre Gaza et l'Iran, ainsi que leurs répercussions régionales plus larges, devraient avoir un impact significatif sur la reprise économique mondiale post-pandémique, introduisant une instabilité supplémentaire. Dans la région de l'OCI, les tensions persistantes, telles que celles entre le Pakistan et l'Afghanistan, et entre le Pakistan et l'Inde, ainsi que les conflits en cours au Soudan, en Palestine, en Iran, en Syrie,

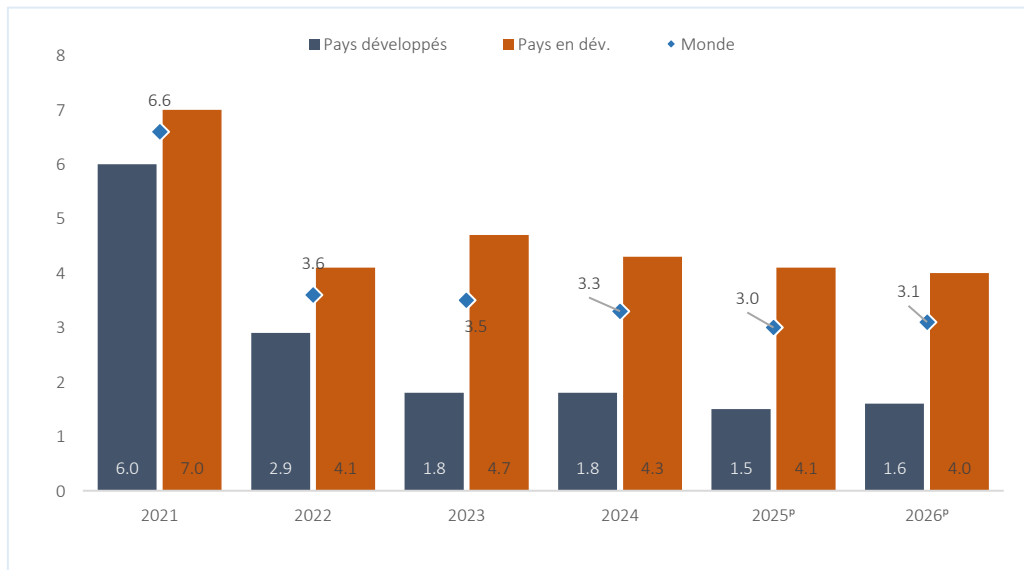


en Irak, au Yémen et au Liban, continuent de représenter des menaces importantes pour la stabilité régionale.

De plus, le resserrement monétaire opéré par les banques centrales pourrait freiner la croissance du secteur financier, ce qui pourrait exacerber les vulnérabilités du secteur bancaire en 2023-2024 (IMF, 2023a; IMF, 2023b). En outre, le niveau toujours élevé de la dette souveraine reste une préoccupation majeure, notamment en raison de son interaction complexe avec les déséquilibres du secteur financier, interaction qui peut amplifier les effets des chocs économiques. Cette pression s'ajoute à la flambée mondiale de l'inflation qui a débuté en 2021 et continue de se répercuter sur les marchés financiers, aggravant les vulnérabilités existantes (IMF, 2025b).

À la suite de la reprise économique mondiale qui a débuté en 2021 après l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19, le monde a connu un fort rebond, avec une croissance du PIB réel atteignant 6,6 %. Toutefois, cette reprise rapide doit être interprétée avec prudence, principalement en raison de l'effet de base. Les fortes contractions de la production observées à l'échelle mondiale en 2020 ont entraîné une faible base de comparaison et un report statistique important, ce qui a gonflé les taux de croissance d'une année sur l'autre en 2021 (United Nations, 2021). Avec la normalisation de l'effet de base en 2022, les taux de croissance du PIB réel sont revenus aux niveaux d'avant la pandémie. Un taux de croissance modéré de 3,6 % a été enregistré en 2022, suivi d'un léger ralentissement à 3,5 % en 2023 et 3,3 % en 2024. Selon la mise à jour de juillet 2025 du FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,0 % en 2025 et 3,1 % en 2026. Les prévisions pour 2025 sont supérieures de 0,2 point de pourcentage à celles des prévisions de référence des Perspectives économiques mondiales d'avril 2025 et de 0,1 point de pourcentage pour 2026. (IMF, 2025d) (*graphique 1.1*).

Graphique 1.1: Croissance du PIB réel (%)



Source: FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales (WEO), avril 2025 ; Mise à jour des WEO, juillet 2025.

Note: P= Projection

En 2023, un ralentissement significatif a été observé tant dans les économies développées que dans la zone euro. Le taux de croissance réel du PIB dans les économies développées a diminué, passant de 2,9 % en 2022 à 1,8 % en 2023, et est resté à 1,8 % en 2024. Dans les économies développées, la croissance devrait ralentir à 1,5 % en 2025 avant de remonter à 1,6 % en 2026. Dans la zone euro, la croissance a connu une baisse encore plus marquée, passant de 3,5 % en 2022 à seulement 0,5 % en 2023. Selon le FMI, les faiblesses persistantes du secteur manufacturier allemand ont notamment contribué à ce déclin (IMF, 2024). En 2024, une légère reprise s'est produite, avec une croissance du PIB réel atteignant 0,9 % dans la zone euro (IMF, 2025a).

La croissance dans la zone euro est prévue pour atteindre 1,0 % en 2025 et 1,2 % en 2026. Les prévisions pour 2025 ont été revues à la hausse de 0,2 point de pourcentage par le FMI, principalement en raison des bons résultats enregistrés par l'Irlande au premier trimestre, grâce à une forte augmentation des exportations pharmaceutiques vers les États-Unis et à la mise en service de nouvelles installations de production, bien que l'Irlande représente moins de 5 % de l'économie de la zone euro. Sans l'Irlande, la révision n'aurait été que de 0,1 point. Les prévisions pour 2026 restent inchangées, car les effets des exportations anticipées s'estompent et la croissance revient à son potentiel. L'augmentation des dépenses de défense devrait influencer la croissance dans les années à venir, à mesure que les pays s'approchent des niveaux cibles fixés pour 2035 (IMF, 2025d).

Selon le FMI (2025a), l'activité manufacturière continue de connaître des difficultés en raison du niveau élevé et soutenu des prix de l'énergie, tandis que le secteur des services est devenu le principal moteur de la croissance. Cela a contribué à une divergence des performances économiques entre les pays européens, en particulier entre ceux qui dépendent davantage de l'industrie manufacturière, comme l'Allemagne, et ceux dont le secteur des services est plus développé, comme l'Espagne. Au Japon, l'économie a continué de faire preuve de résilience malgré le resserrement des politiques budgétaires et monétaires (OECD, 2025a). Le taux de croissance devrait passer de 0,2 % en 2024 à 0,7 % en 2025 (IMF, 2025d).

Les pays en développement ont affiché des modèles de croissance variés. Le PIB réel de ces économies a augmenté de 4,7 % en 2023, mais a diminué à 4,3 % en 2024. La croissance dans les économies développées devrait continuer à ralentir pour atteindre 4,0 % d'ici 2026. L'économie chinoise a connu une croissance de 5 % en 2024, mais devrait ralentir à 4,8 % en 2025 et continuer à baisser pour atteindre 4,2 % en 2026. Selon la mise à jour actualisée du FMI pour juillet 2025, les prévisions de croissance de la Chine pour 2025 ont été revues à la hausse de 0,8 point de pourcentage, grâce à une activité plus forte que prévu au premier semestre et à une réduction significative des droits de douane entre les États-Unis et la Chine. Les prévisions de croissance de la Chine pour 2026 ont également été revues à la hausse de 0,2 point.

La croissance de l'Inde a diminué pour atteindre 6,5 % en 2024, contre 9,2 % en 2023. En Inde, la croissance devrait atteindre 6,4 % en 2025 et 2026, avec de légères révisions à la hausse en raison d'un environnement extérieur plus favorable que prévu précédemment (IMF, 2025a; IMF, 2025d). En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance économique a atteint 2,4 % en 2024. La croissance devrait ralentir à 2,2 % en 2025, puis remonter à 2,4 % en 2026 (IMF, 2025a & IMF, 2025d). Selon le FMI (2025a), alors que l'activité économique au Mexique a ralenti vers la fin de l'année, la croissance est restée robuste au Brésil et la profonde récession en Argentine a continué de s'atténuer. Selon la Banque mondiale, le PIB réel du Brésil a augmenté de 3,4 % en 2024, grâce



à une consommation solide, soutenue par un marché du travail dynamique et des transferts fiscaux, ainsi que par la reprise des investissements¹.

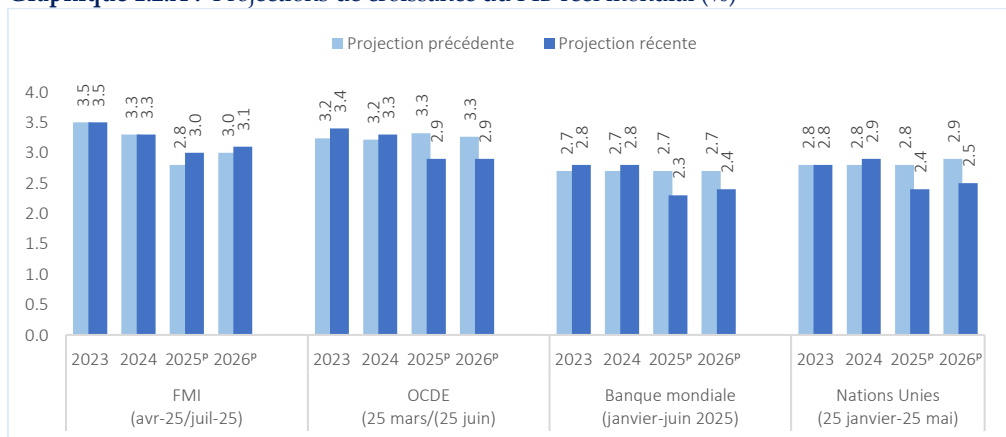
Au Moyen-Orient et en Asie centrale, les défis ont persisté en raison des réductions de la production pétrolière et des conflits régionaux en cours. Les prévisions de croissance de l'Arabie saoudite pour 2024 ont été revues à la baisse de 0,9 point de pourcentage par le FMI, principalement en raison de la prolongation des réductions de la production pétrolière. Cependant, la suppression progressive des réductions volontaires de production, qui débutera en avril 2025, devrait stimuler l'activité économique dans les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient. En conséquence, la croissance de l'Arabie saoudite devrait atteindre 3,6 % en 2025 et 3,9 % en 2026, contre 2 % en 2024. Dans l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, la croissance du PIB réel a été de 2,4 % en 2024 et devrait s'accélérer pour atteindre 3,4 % en 2025 et 3,5 % en 2026 (United Nations, 2025; IMF, 2025a; IMF, 2025d).

Les perspectives de croissance de l'Afrique restent incertaines, principalement en raison des conflits armés qui persistent en République démocratique du Congo et au Soudan, ainsi que des contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés les gouvernements. La croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne s'est établie à 4,0 % en 2024 et devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,3 % d'ici 2026. Selon les Perspectives économiques mondiales d'avril 2025 (IMF, 2025a), les prévisions de croissance pour certaines des plus grandes économies de la région ont été révisées. Les prévisions pour le Nigeria ont été revues à la baisse de 0,2 point de pourcentage pour 2025 et de 0,3 point de pourcentage pour 2026, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole. Cependant, la mise à jour de juillet indique une légère révision à la hausse de la croissance du Nigeria. L'économie du pays a connu une croissance de 3,4 % en 2024, mais devrait ralentir pour atteindre 3,2 % d'ici 2026. De même, les prévisions de croissance de l'Afrique du Sud ont été revues à la baisse de 0,5 point de pourcentage pour 2025 et de 0,3 point de pourcentage pour 2026 dans les Perspectives économiques mondiales d'avril. La mise à jour de juillet prévoit que la croissance de l'Afrique du Sud passera de 0,5 % en 2024 à 1,3 % d'ici 2026 (IMF, 2025d).

L'OCDE, Nations Unies et la Banque mondiale, à l'instar du FMI, ont révisé leurs prévisions de croissance économique mondiale. Ces révisions révèlent des tendances contrastées selon les établissements. Le FMI a légèrement relevé ses prévisions pour 2025 (de 0,2 point de pourcentage) et 2026 (de 0,1 point de pourcentage) par rapport à ses projections d'avril. En revanche, l'OCDE a revu à la baisse ses prévisions pour ces deux années de 0,4 point de pourcentage. La Banque mondiale et les Nations Unies ont également revu à la baisse leurs estimations pour 2025 et 2026, reflétant des perspectives plus prudentes pour la croissance mondiale à moyen terme. Plus précisément, la Banque mondiale a revu à la baisse ses prévisions pour 2025 et 2026, les ramenant respectivement de 2,7 % à 2,3 % et de 2,4 % dans son dernier Rapport sur les *perspectives économiques mondiales*. De même, la mise à jour de mai 2025 des Nations Unies (DAES) a révélé une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage pour les deux années par rapport à ses projections de janvier 2025 (*graphique 1.2*).

¹ <https://www.worldbank.org/en/country/brazil/overview>

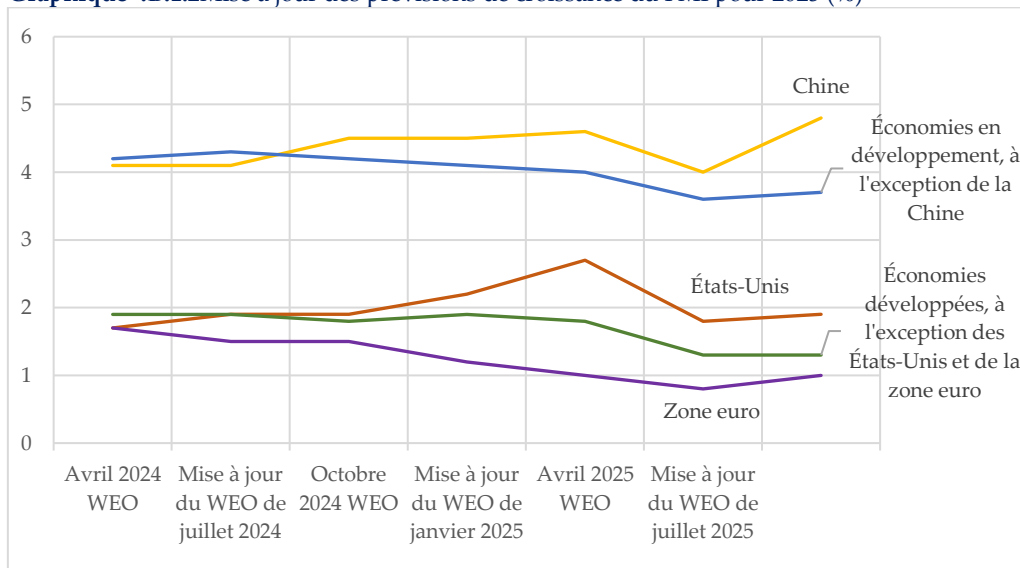
Graphique 1.2.A : Projections de croissance du PIB réel mondial (%)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, avril 2025 et mise à jour de juillet 2025 ; Banque mondiale, Perspectives économiques mondiales, janvier 2024 et juin 2024 ; OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, mars 2025 et juillet 2025 ; Nations Unies, Situation et perspectives économiques mondiales, janvier 2025 et mai 2025.

En examinant les groupes de pays, la mise à jour du rapport WEO de juillet 2025 du FMI révèle des perspectives Parmi les économies développées, les États-Unis ont connu une légère révision à la hausse à 1,9 %, se remettant ainsi d'une forte révision à la baisse en avril. En revanche, les prévisions pour la zone euro ne se sont que légèrement améliorées, passant à 1,0 % après avoir chuté à 0,8 %. Les autres économies développées sont restées stables à un taux modeste de 1,3 %. Par ailleurs, les perspectives de la Chine ont été considérablement revues à la hausse, passant de 4,0 % à 4,8 % parmi les principales économies. Cependant, les prévisions de croissance pour les économies en développement, à l'exception de la Chine, restent relativement faibles, avec une légère augmentation de 3,6 % à 3,7 % (graphique 1.2.B).

Graphique :B.1.2Mise à jour des prévisions de croissance du FMI pour 2025 (%)

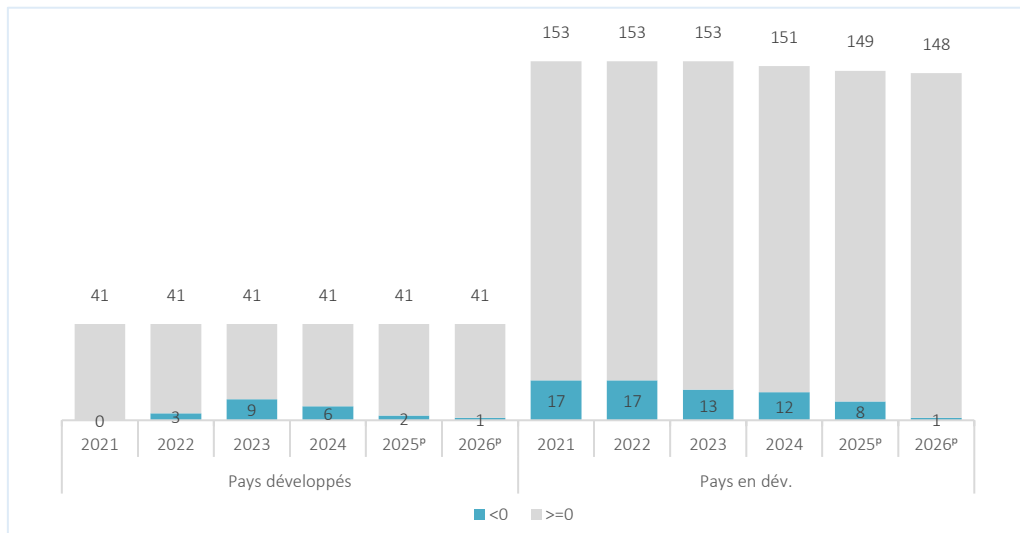


Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, mise à jour de juillet 2025.



Les données du FMI indiquent une forte tendance à la baisse du nombre d'économies dont le PIB réel se contractera entre 2023 et 2026. En 2023, des contractions ont été observées dans 9 économies développées et 13 économies en développement. Une amélioration a été observée en 2024, les chiffres ayant respectivement baissé à 6 et 12. Les projections indiquent que cette tendance devrait se poursuivre, avec une seule économie de chaque groupe qui devrait connaître une croissance négative d'ici 2026 (*graphique 1.3*).

Graphique 1.3: Nombre de pays ayant un taux de croissance négatif du PIB



Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, mise à jour en avril et WEO en juillet 2025. Note: P= Projection

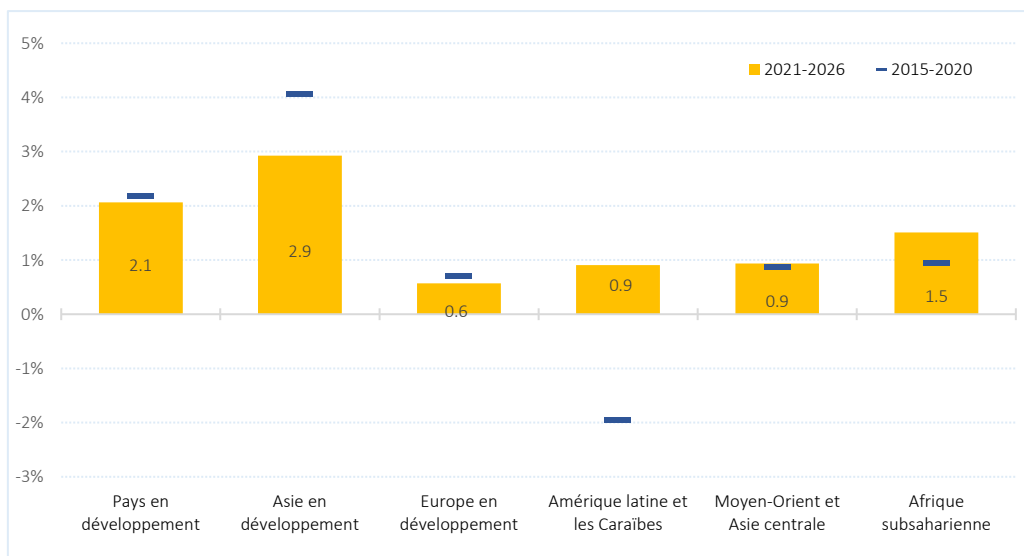
La convergence des revenus par habitant ralentit en Asie et en Europe

Avant le début de la pandémie, les pays en développement connaissaient une forte croissance de leur PIB par habitant par rapport aux pays développés, ce qui favorisait la convergence des niveaux de revenus. De 2015 à 2020, les pays en développement ont enregistré un écart de croissance moyen de 2,2 points de pourcentage supérieur à celui des économies développées, les pays en développement d'Asie arrivant en tête avec 4,1 points de pourcentage. En revanche, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) ont connu des difficultés, affichant un différentiel négatif de -1,9 point.

Cependant, depuis la pandémie, le rythme de convergence des revenus par habitant a ralenti. Selon le SESRIC (2022), cette perturbation a particulièrement affecté la trajectoire de la croissance de rattrapage. Pour la période 2021-2026, les écarts de croissance du PIB par habitant devraient se réduire dans la plupart des régions en développement. Dans l'ensemble, les pays en développement devraient conserver un écart positif de 2,1 points, légèrement inférieur au graphique enregistré avant la pandémie. Les pays en développement d'Asie continuent de mener le classement avec un écart prévu de 2,9 points, bien que cela marque un ralentissement par rapport à la période précédente.

Dans d'autres régions, les tendances sont contrastées. Le Moyen-Orient et l'Asie centrale devraient conserver leur écart précédent de 0,9 point, tandis que l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une légère amélioration pour atteindre 1,5 point. L'ALC devrait connaître une certaine reprise, passant d'un différentiel négatif à un différentiel positif modeste de 0,9 point. Dans le même temps, l'Europe en développement devrait connaître un léger recul, avec un écart qui passerait de 0,7 à 0,6 point (*graphique 1.4*).

Graphique 1.4: Croissance du revenu par habitant par rapport aux pays développés (points de pourcentage)*



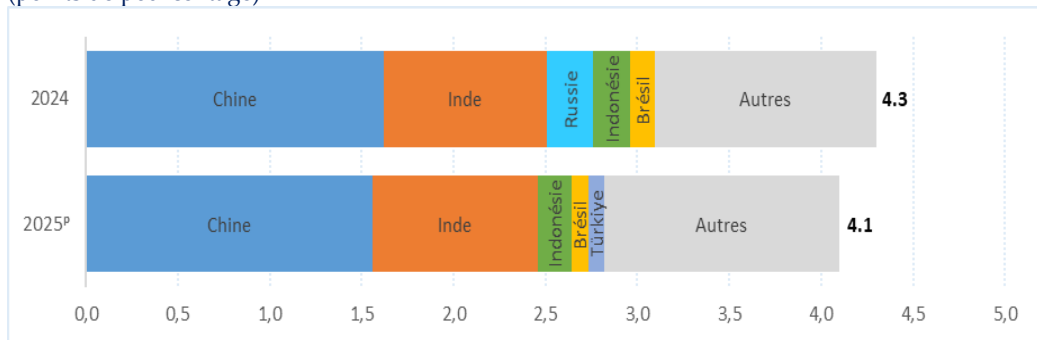
Source: Calcul effectué par le personnel du SESRIC sur la base des données du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2025.

* Différence moyenne annuelle du taux de croissance du PIB par habitant à prix constants entre les groupes de pays en développement et les pays développés

Les taux de croissance du revenu par habitant varient considérablement d'une économie en développement à l'autre, ce qui entraîne des rythmes de rattrapage économique divers, principalement dus aux différences de croissance du PIB réel. Au sein de ce groupe, certains pays jouent un rôle moteur dans le dynamisme économique, souvent qualifiés de « moteurs de croissance ». À l'avenir, l'expansion économique des pays en développement devrait être fortement influencée par un petit nombre de facteurs majeurs.

Bien que les performances économiques de la Chine aient été de plus en plus affectées par les tensions commerciales croissantes et les nouveaux droits de douane, la Chine et l'Inde ont représenté à elles plus de la moitié de la croissance économique totale des pays en développement en 2024 et 2025. Leur contribution combinée est estimée à 2,5 points de pourcentage pour les deux années, et ils devraient rester des acteurs dominants (IMF, 2025a). Outre la Chine et l'Inde, la Russie, l'Indonésie et le Brésil ont également apporté des contributions notables en 2024, tandis qu'en 2025, Türkiye devrait remplacer la Russie dans la liste des cinq pays contribuant le plus à la croissance dans les pays en développement (*graphique 1.5*).



Graphique 1.5: Principaux contributeurs à la croissance économique des pays en développement (points de pourcentage)

Source: FMI, base de données des perspectives de l'économie mondiale, mise à jour en avril et juillet 2025. Note: P= Projection

CHOMAGE

Le taux de chômage mondial restera stable en 2024

Les marchés mondiaux du travail connaissent actuellement de profondes transformations, influencées par les changements démographiques, les chocs économiques et les pressions migratoires. Ces défis mettent à l'épreuve la résilience des systèmes d'emploi et exigent des réponses politiques adaptatives et inclusives. Le vieillissement constitue l'un des défis les plus urgents auxquels sont confrontés tant les marchés du travail que les programmes de développement au sens large. Cette évolution démographique laisse présager une contraction future de la population en âge de travailler, ce qui soulève des préoccupations quant à l'offre de main-d'œuvre et à la croissance économique à long terme. De nombreux pays développés approchent de la fin de leur transition démographique et doivent désormais se préparer au vieillissement de leur population et à la diminution du ratio actifs/dépendants (Bloom, Canning et Sevilla, 2003). Un taux de dépendance plus élevé implique que moins de travailleurs devront subvenir aux besoins d'un plus grand nombre de retraités, ce qui exercera une pression accrue sur les systèmes de retraite et de sécurité sociale.

Bloom, Canning et Sevilla (2003) expliquent que les transitions démographiques influencent l'offre de main-d'œuvre de deux manières principales. Tout d'abord, lorsque des générations nombreuses telles que les baby-boomers atteignent l'âge actif (20-54 ans), la population en âge de travailler augmente, ce qui réduit le taux de dépendance et stimule le potentiel de production économique. Deuxièmement, la diminution de la taille des familles encourage souvent une plus grande participation des femmes au marché du travail, en particulier parmi les femmes diplômées, renforçant ainsi la tendance vers des ménages plus petits et plus actifs sur le plan économique.

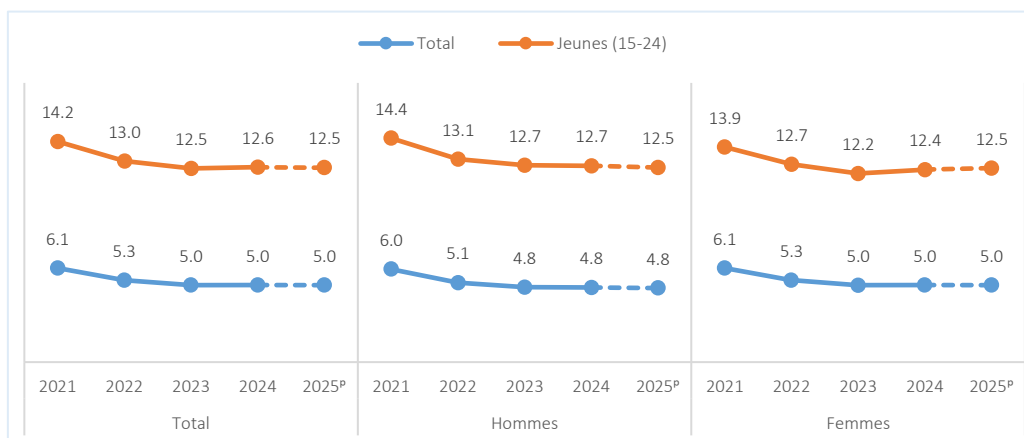
La transition démographique a également un impact significatif sur l'investissement dans le capital humain. L'augmentation de l'espérance de vie et l'amélioration de la santé modifient les attitudes de la société envers l'éducation, le travail et les rôles attribués à chaque sexe. Avec moins d'enfants et une vie professionnelle plus longue, les familles sont plus enclines à investir dans

l'éducation, ce qui se traduit par une main-d'œuvre plus qualifiée et plus productive. Bien que ces tendances entraînent un retard dans l'entrée sur le marché du travail, elles contribuent également à l'augmentation des salaires et du niveau de vie. Toutefois, ces avantages dépendent de politiques publiques favorables, notamment des marchés du travail flexibles, des systèmes financiers solides et des investissements dans des services de santé et d'éducation de qualité. Malgré la tendance au vieillissement de la population et les préoccupations liées à la diminution de la main-d'œuvre, le chômage des jeunes demeure un sujet de préoccupation majeur. Ce paradoxe met en évidence les défis structurels sous-jacents sur les marchés du travail, où même les cohortes plus jeunes rencontrent des difficultés pour trouver des opportunités d'emploi appropriées (World Bank, 2025a).

Outre les défis démographiques et générationnels, les migrations internationales et les déplacements de population sont devenus des enjeux majeurs. Selon le FMI (2025a), le nombre total de migrants légaux et de réfugiés dans le monde a atteint 304 millions en 2024, soit 3,7 % de la population mondiale, ce qui représente près du double des chiffres de 1995. Environ une personne sur six est réfugiée ou demandeur d'asile. Il convient de noter qu'environ 40 % des migrants et 75 % des réfugiés résident désormais dans les pays en développement, ce qui ajoute une pression considérable sur des marchés du travail et des systèmes sociaux déjà sous tension.

Le chômage des jeunes reste un défi majeur à travers le monde, avec des taux de chômage presque deux fois supérieurs à ceux des adultes. Cependant, une reprise progressive a été observée. Le taux de chômage des jeunes a diminué, passant de 14,2 % en 2021 à 13,0 % en 2022, puis à 12,5 % en 2023. Bien qu'il ait légèrement augmenté pour atteindre 12,6 % en 2024, il devrait redescendre à 12,5 % en 2025 (*graphique 1.6*).

Graphique 1.6: Taux de chômage mondial (%)



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2024.

Le taux de chômage mondial a connu une baisse significative de 1,3 point de pourcentage en 2022, passant de 6,6 % en 2020 (son niveau le plus élevé depuis 1991) à 5,3 %. Cette amélioration s'est poursuivie en 2023, le taux ayant encore baissé pour atteindre 5,0 %. Selon l'OIT (2024a), la plupart des pays, à l'exception des économies à faible revenu, ont enregistré des taux de chômage inférieurs aux niveaux de référence prépandémiques. Cette tendance favorable devrait se

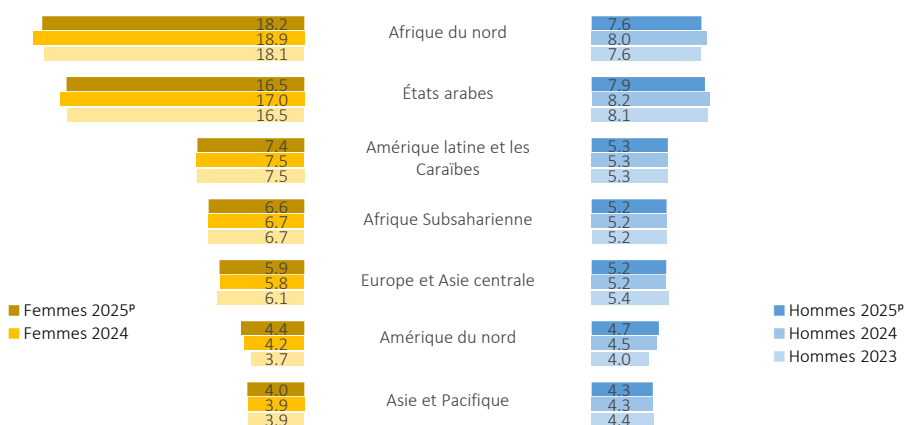


poursuivre jusqu'en 2025. Le taux de chômage total chez les hommes a diminué, passant de 6,0 % en 2021 à 4,8 % en 2024, et devrait se maintenir à ce niveau en 2025. De même, le taux de chômage des femmes a diminué, passant de 6,1 % en 2021 à 5,0 % en 2024, et devrait rester stable en 2025 (*graphique 1.6*).

Selon l'OIT (2025), le déficit mondial d'emplois s'élevait à environ 402,4 millions en 2024. Cela comprend 186 millions de chômeurs, 137 millions de personnes classées comme faisant partie de la population active potentielle (principalement des travailleurs découragés) et environ 79 millions de personnes qui souhaitent travailler mais qui sont confrontées à des contraintes, telles que des responsabilités familiales, qui les empêchent d'entrer sur le marché du travail. Bien que le déficit d'emplois ait poursuivi sa trajectoire descendante d'avant la pandémie, il devrait se stabiliser au cours des deux prochaines années dans un contexte de baisse progressive du taux d'activité.

La participation croissante des personnes âgées dans les économies développées a contribué à contrebalancer les effets du vieillissement. Dans ces pays, le taux de participation global a augmenté de près d'un point de pourcentage au cours de la dernière décennie, alors qu'il a diminué à l'échelle mondiale. Les estimations modélisées de l'OIT (novembre 2024) indiquent également que les taux de participation à la population active (TPPA) ont suivi des tendances similaires pour les hommes et les femmes, bien que le taux d'activité des femmes reste nettement inférieur. En 2024, le TPPA est tombé à 73,0 % pour les hommes et à 48,9 % pour les femmes. Les deux devraient encore baisser de 0,1 point de pourcentage en 2025.

Graphique 1.7: Taux de chômage par région et par sexe (%)



Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2024 (%). Note: La classification régionale est basée sur les Groupes de pays de l'OIT. Les régions sont classées en fonction de la différence entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes en 2024

Ajilore (2025) soutient que se fier uniquement au taux de chômage officiel ne permet pas de saisir pleinement la situation du marché du travail, en particulier parmi les différents groupes démographiques. Le taux de chômage standard ne prend en compte que les personnes qui recherchent activement un emploi, excluant les travailleurs découragés et les autres personnes sous-utilisées sur le marché du travail. La sous-utilisation de la main-d'œuvre offre une perspective plus complète, incluant les chômeurs, les personnes marginalement attachées à la

population active et les travailleurs à temps partiel à la recherche d'un emploi à temps plein. Cet indicateur plus large reflète mieux le ralentissement du marché du travail. L'écart croissant entre le chômage et la sous-utilisation de la main-d'œuvre indique des niveaux plus élevés de sous-emploi et de découragement, souvent concentrés dans des secteurs vulnérables tels que les loisirs, l'hôtellerie et la restauration, et le commerce de détail. Comme le souligne Ajilore, le suivi de la sous-utilisation de la main-d'œuvre parallèlement à la participation au marché du travail permet de mieux comprendre les ralentissements économiques, les processus de reprise et les obstacles persistants à l'emploi stable et à temps plein. Selon les estimations modélisées de l'OIT (novembre 2024), le taux mondial de la population active potentielle et des personnes non à la recherche d'un emploi mais disposées à travailler représentait 5,5 % de la population totale. Cependant, une disparité importante subsiste en défaveur des femmes, avec un taux de 8,0 % pour les femmes contre seulement 3,7 % pour les hommes.

Bien que les tendances mondiales indiquent une reprise progressive des taux de chômage, des disparités régionales persistent, certaines régions continuant à faire face à des défis accrus sur le marché du travail. En Afrique du Nord, le chômage des femmes a connu une augmentation notable en 2024, passant de 18,1 % en 2023 à 18,9 %. Le chômage masculin dans la région a connu une légère augmentation, passant de 7,6 % à 8,0 % au cours de la même période. De même, les États arabes ont connu une augmentation des taux de chômage tant chez les hommes que chez les femmes en 2024. Les projections de l'OIT pour 2025 indiquent des fluctuations mineures dans la région: Le taux de chômage des femmes devrait baisser à 16,5 %, tandis que celui des hommes devrait légèrement diminuer pour atteindre 7,9 %.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les taux de chômage des hommes et des femmes sont restés inchangés en 2024 par rapport à 2023. Pour 2025, le taux de chômage des femmes devrait légèrement diminuer pour atteindre 7,4 %, tandis que celui des hommes devrait rester au niveau de 2024. Dans les régions Asie-Pacifique et Afrique subsaharienne, les taux de chômage pour les deux sexes devraient rester globalement stables au cours de la période 2023-2025 (*graphique 1.7*).

PRIX ET INFLATION

Ralentissement de l'inflation mondiale et baisse progressive des prix des matières premières

Selon Kim (2025), la théorie du surinvestissement suggère que les récessions économiques ne résultent pas d'une insuffisance de la demande des consommateurs, mais d'une demande excessive causée par des investissements disproportionnés dans le secteur de la production. Ce surinvestissement stimule le revenu global, entraînant une augmentation de la demande en biens de consommation qui dépasse la capacité de la structure de production existante. En conséquence, les prix des matières premières et les salaires augmentent, ce qui génère des pressions inflationnistes. Pour y remédier, les banques centrales mettent en œuvre des politiques monétaires restrictives, qui non seulement freinent l'inflation, mais révèlent également la non-rentabilité des investissements excessifs antérieurs dans les biens d'équipement, déclenchant ainsi une récession. Kim soutient que ce surinvestissement est en partie dû aux politiques monétaires et budgétaires



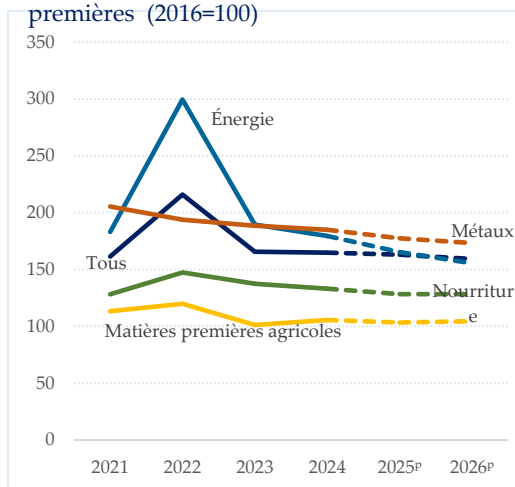
expansionnistes, qui jouent un rôle déterminant dans la préparation du terrain pour les ralentissements économiques. Kim (2025) a indiqué que la politique budgétaire du gouvernement américain était extrêmement expansionniste depuis 2008.

Selon la Banque mondiale, tout au long de l'année 2023, la plupart des prix des matières premières ont connu des baisses plus ou moins importantes, mais sont restés supérieurs aux niveaux d'avant la pandémie (Banque mondiale, 2024b). La Banque mondiale (2025a) prévoit que les prix des matières premières continueront de baisser au cours de la période de prévision, principalement en raison de l'amélioration des conditions d'approvisionnement en énergie et en denrées alimentaires, malgré l'intensification des tensions géopolitiques en 2024. Une nouvelle baisse significative des prix du pétrole est prévue pour 2025-2026, car la production augmentera tandis que la demande mondiale de pétrole ne progressera que modestement. Les prix des métaux de base devraient se stabiliser au cours de la période de prévision. Par ailleurs, les prix des cultures vivrières, qui ont connu une baisse notable en 2024, devraient encore diminuer légèrement.

Selon le FMI (2025a), entre août 2024 et mars 2025, les prix des matières premières ont connu une croissance modérée, avec une augmentation globale de 1,9 % tirée par les prix du gaz naturel, des métaux précieux (en particulier l'or) et des boissons. Cependant, le contexte a radicalement changé après l'annonce par les États-Unis, le 2 avril, de droits de douane supplémentaires, qui a entraîné une baisse sur la plupart des marchés des matières premières, notamment le pétrole, les métaux de base et les produits agricoles sensibles au commerce. Les prix du pétrole, qui avaient déjà chuté de 9,7 % en raison de la forte croissance de l'offre hors OPEC+ et de l'affaiblissement de la demande mondiale, en particulier en Chine, ont encore baissé en avril dans un contexte d'escalade des tensions commerciales. Les marchés à terme prévoient désormais une baisse de 15,5 % des prix du pétrole pour 2025. De même, les prix du gaz naturel, qui avaient augmenté en raison du temps froid et des perturbations de l'approvisionnement, ont commencé à baisser début avril, les prix européens TTF (Title Transfer Facility) devant s'établir en moyenne à 12,5 \$/MMBtu en 2025 avant de diminuer à plus long terme.

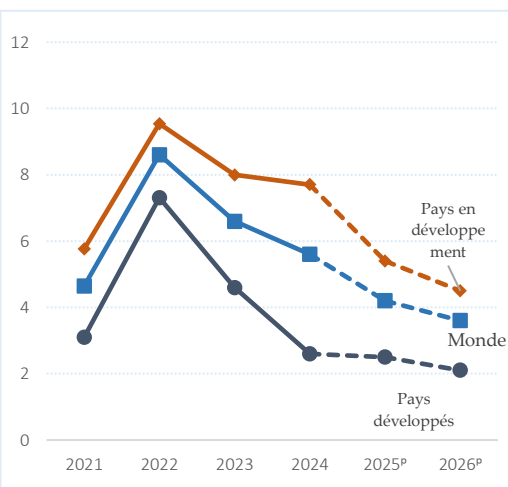
Les prix de l'énergie ont augmenté de 63,6 % en 2022. Cependant, ils ont commencé à diminuer de manière significative en 2023, enregistrant une baisse de 36,7 %, puis ont encore diminué de 5,3 % en 2024. Il est prévu qu'ils continuent à diminuer, avec une baisse de 7,9 % en 2025 et de 6,0 % en 2026 (*graphique 1.8*). Entre août 2024 et mars 2025, les métaux et les matières premières agricoles ont reflété cette volatilité. L'indice des métaux du FMI a augmenté de 11,2 % en mars, tiré par l'aluminium, le cuivre et surtout l'or, qui a dépassé les 3 000 dollars la tonne dans un contexte d'incertitude géopolitique. Cependant, les prix des métaux de base ont rapidement inversé leur tendance en avril en raison des craintes liées au commerce. L'indice des prix des produits alimentaires et des boissons du FMI a augmenté de 3,6 %, avec une forte hausse des prix du café et des boissons. À l'avenir, les prix des matières premières énergétiques devraient baisser de 7,9 % en 2025, tandis que ceux des matières premières autres que les combustibles pourraient augmenter de 4,4 %. Les risques généraux demeurent équilibrés, influencés par les conditions météorologiques, les perturbations commerciales et les chocs géopolitiques. L'impact durable du choc énergétique provoqué par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, en particulier en Europe, souligne la vulnérabilité persistante, tandis que les États-Unis, en tant qu'exportateur net d'énergie, restent relativement protégés (IMF, 2025a).

Graphique 1.8: Prix mondiaux des matières premières (2016=100)



Source: FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2025. Note : P = projection

Graphique 1.9: Inflation (%)



Source: FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2025 et mise à jour des perspectives économiques mondiales, juillet 2025. Note : variation annuelle moyenne des prix à la consommation (IPC) ; P = projection.

L'inflation sous-jacente devrait rester supérieure aux objectifs des banques centrales dans de nombreux pays en 2026, y compris aux États-Unis (OECD, 2025a). L'inflation mondiale, qui a atteint un pic de 8,6 % en 2022, a diminué pour atteindre 6,6 % en 2023 et 5,6 % en 2024. La baisse de l'inflation mondiale en 2024 reflète une réduction généralisée de l'inflation de base mondiale, qui diffère des tendances observées en 2023. Au cours de cette période, l'inflation de base a connu une légère baisse annuelle, principalement due à la diminution de l'inflation des prix des carburants et des denrées alimentaires. Selon le FMI (2024a), les facteurs contribuant à la réduction de l'inflation de base ont varié selon les grandes économies.

L'inflation devrait progressivement diminuer à l'échelle mondiale, pour atteindre 4,2 % en 2025 et 3,6 % en 2026, les économies avancées devant revenir à leurs niveaux cibles plus rapidement que les pays en développement (graphique 1.9). Les prévisions d'inflation ont été révisées à la hausse pour des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni, en raison de facteurs tels que les pressions sur les prix dans le secteur des services et les chocs d'offre liés aux droits de douane. Par contre, les tendances inflationnistes dans les pays émergents d'Asie ont été révisées à la baisse, en particulier en Chine. Le FMI souligne que les perspectives en matière d'inflation restent incertaines en raison des changements de politique commerciale, des fluctuations des taux de change et de l'instabilité des marchés financiers (IMF, 2025a).

Dans les pays développés, l'inflation s'élevait à 7,3 % en 2022, mais a ensuite connu une baisse notable pour atteindre 4,6 % en 2023 et 2,6 % en 2024. Les prévisions indiquent un assouplissement continu, avec des taux qui devraient baisser à 2,5 % en 2025 et à 2,1 % en 2026 (IMF, 2024a; 2024b). Les pays en développement ont également connu une baisse notable de l'inflation, qui est passée de 9,5 % en 2022 à 8,0 % en 2023 et 7,7 % en 2024. Les projections indiquent une baisse significative à 5,4 % en 2025, suivie d'une nouvelle diminution à 4,5 % d'ici 2026 (graphique 1.9).



Selon le rapport du FMI d'avril 2025, l'inflation mondiale reste une préoccupation majeure, la plupart des pays n'atteignant toujours pas leurs objectifs en matière d'inflation malgré des reprises économiques variables. Le rapport souligne que les écarts de production sont de plus en plus inégaux entre les pays et que les politiques budgétaires restent expansionnistes dans de nombreux endroits, même si les autorités monétaires maintiennent des positions restrictives. Aux États-Unis, l'économie a enregistré des performances supérieures à la moyenne en 2024, mais des signes de ralentissement sont apparus début 2025, avec une baisse des dépenses de consommation et un affaiblissement du moral des consommateurs. Parallèlement, la zone euro montre des signes de reprise cyclique, même si la demande intérieure reste modérée en raison de la faiblesse de la confiance des consommateurs, de l'incertitude élevée et des pressions persistantes sur les prix de l'énergie (IMF, 2025a).

Le rapport souligne les défis complexes auxquels sont confrontées les banques centrales pour trouver un équilibre entre la maîtrise de l'inflation et la stabilité financière. Les chocs sectoriels et les pressions sur la demande variant d'une région à l'autre, la politique monétaire doit être adaptée aux conditions nationales. Le FMI met en garde contre le fait qu'un assouplissement prématuré de la politique monétaire pourrait déstabiliser les anticipations inflationnistes, tandis qu'un resserrement excessif pourrait mettre à rude épreuve les systèmes financiers. Une communication claire de la part des décideurs politiques est essentielle pour gérer l'incertitude et maintenir la crédibilité face aux risques économiques et géopolitiques actuels (IMF, 2025a).

COMMERCE INTERNATIONAL

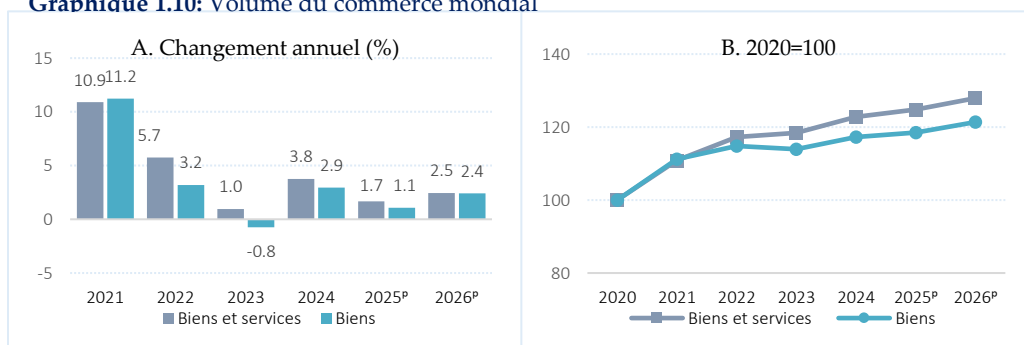
Le volume des échanges continue de croître, mais à un rythme plus lent

Le renforcement du commerce international demeure une priorité mondiale essentielle. Le commerce, soutenu par un système commercial multilatéral fondé sur des règles et prévisible, a joué un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté et des disparités de revenus entre les pays. Selon les estimations, entre 1995 et 2020, la baisse des coûts commerciaux a stimulé le PIB réel mondial de près de 7 %, les pays à faible revenu en ayant bénéficié de manière encore plus significative, avec une augmentation de plus de 30 %. Cela a contribué à accélérer le rythme de convergence des revenus de ces économies (World Bank 2025a).

Cependant, au cours des trois dernières décennies, alors que la politique commerciale internationale était de plus en plus reconnue comme un outil permettant de promouvoir le développement durable, les accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux ont souvent été en deçà de ce potentiel et, dans certains cas, ont même compromis les objectifs de durabilité. Ce déficit s'explique en partie par un paysage commercial multilatéral plus fragmenté, marqué par l'intensification des tensions géopolitiques, notamment entre la Chine et les États-Unis, et par un recours croissant à des mesures protectionnistes telles que les subventions et les contrôles à l'exportation. Dans le secteur des matières premières critiques, ces restrictions unilatérales sont devenues plus courantes, des pays comme la Chine, l'Inde et la Russie ayant mis en place des taxes à l'exportation et des exigences en matière de licences qui ont considérablement perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales (Baršauskaitė et al., 2025). Selon le rapport "Global Trade Update" (mars 2025) de la CNUCED, le commerce mondial a augmenté de 3,7 % (soit 1,200 billion de dollars) pour atteindre 33 000 milliards de dollars en 2024. (UNCTAD, 2025a).

Les flux commerciaux mondiaux ont connu une expansion significative au cours du premier quart du 21^{ème} siècle, soutenant la croissance de la production et des revenus, les retombées technologiques et la réduction de la pauvreté dans les marchés émergents et les économies en développement (EMED). Les performances commerciales ont varié selon les régions : le commerce des marchandises a connu une croissance régulière dans les économies émergentes et en développement, à l'exception du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, où les réductions de la production pétrolière de l'OPEC+ ont entraîné une contraction. En revanche, la plupart des économies avancées ont connu une activité commerciale modérée, à l'exception notable des États-Unis. Parallèlement, le commerce des services s'est stabilisé, la croissance des services de voyage ayant ralenti, même si l'activité touristique a retrouvé son niveau prépandémique. Les politiques restrictives en matière de commerce ont connu une forte augmentation à l'échelle mondiale, en particulier parmi les pays alignés sur la Chine ou les États-Unis aux Nations Unis (World Bank, 2025a).

Graphique 1.10: Volume du commerce mondial



Source: IMF, World Economic Outlook Database, April 2025. Note: P= Projection

Le taux de croissance du volume du commerce mondial des biens et services a diminué, passant de 5,7 % en 2022 à seulement 1,0 % en 2023. De même, le commerce des marchandises a connu un ralentissement notable, passant d'une croissance de 3,2 % en 2022 à -0,8 % en 2023. Cette tendance à la baisse s'est inversée en 2024, le volume du commerce mondial des biens et services ayant augmenté de 3,8 % et le commerce des biens ayant rebondi pour atteindre une croissance de 2,9 %. Cependant, les deux devraient connaître un nouveau ralentissement en 2025, avec une croissance prévue de 1,7 % pour les biens et services et de 1,1 % pour les biens seuls. Le FMI prévoit une reprise modérée en 2026, avec une croissance atteignant 2,5 % pour les biens et services et 2,4 % pour les biens (*graphique 1.10.A*). En 2024, le volume mondial des échanges de biens et de services est environ 11 % supérieur à celui de 2021 et devrait augmenter de 13 % d'ici 2025 (*graphique 1.10.B*).

En termes nominaux en dollars américains, le commerce mondial de marchandises a connu une expansion en 2024. Les exportations mondiales de marchandises ont augmenté de 2,3 %, inversant ainsi la baisse de 4,1 % enregistrée en 2023. Cette croissance a été observée dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe, où les exportations ont légèrement diminué de 0,5 %. Les augmentations les plus notables des exportations ont été observées en Asie (5,4 %) et en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes (4,4 %). Les importations ont également augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Europe, en 2024. Le Moyen-Orient a enregistré la plus forte augmentation des importations avec 11,4 %, suivi par l'Amérique du Nord avec une hausse de 5,0



%. À l'échelle mondiale, le commerce des services commerciaux est resté résilient, avec une croissance des exportations de 9,1 % en 2024 et des importations de 7,6 %, en légère baisse par rapport aux 8,8 % et 10,0 % enregistrés respectivement en 2023 (*Tableau 1.1*).

Les tendances régionales dans le commerce des services commerciaux continuent de mettre en évidence les changements dans la dynamique économique mondiale. En Afrique, la croissance des exportations de services commerciaux a ralenti pour atteindre 2,7 % en 2024, après une augmentation de 10,1 % en 2023. Les importations ont toutefois connu une reprise notable, augmentant de 10,2 % en 2024 après une légère hausse de 1,0 % en 2023. En Asie, les exportations de services commerciaux ont augmenté de 12,8 % en 2024, soit une accélération par rapport aux 8,9 % enregistrés en 2023, tandis que les importations sont également restées fortes, avec une croissance de 9,6 % après une augmentation de 12,6 % l'année précédente. L'Europe a maintenu une dynamique stable, avec une augmentation des exportations de services commerciaux de 8,2 % en 2024, après 8,9 % en 2023. Les importations ont augmenté de 7,1 %, avec une baisse par rapport aux 10,6 % enregistrés l'année précédente. Au Moyen-Orient, la croissance des exportations a continué de ralentir pour atteindre 6,6 % en 2024, après avoir progressé de 7,7 % en 2023. Parallèlement, les importations ont diminué de 1,5 % en 2024, inversant ainsi la croissance de 11,5 % observée en 2023. L'Amérique du Nord a affiché des chiffres stables, avec des exportations de services commerciaux en hausse de 7,8 % en 2024, contre 8,2 % en 2023. Les importations ont augmenté de 7,0 %, soit une amélioration par rapport aux 5,5 % enregistrés l'année précédente. En Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, la croissance des exportations a ralenti pour atteindre 8,5 % en 2024, contre un solide 13,7 % en 2023, tandis que les importations ont rebondi à 10,3 % après avoir fortement ralenti à 2,1 % en 2023 (*Tableau 1.1*).

Tableau 1.1: Variation annuelle des valeurs du commerce mondial par région sélectionnée (%)

Exportations				Importations		
2022	2023	2024	Région	2022	2023	2024
Marchandises						
11,7	-4,1	2,3	Monde	13,7	-5,4	1,9
18,5	-6,5	1,1	Afrique	20,0	-3,2	1,5
7,2	-6,0	5,4	Asie	9,4	-8,3	3,4
9,1	-0,4	-0,5	Europe	15,6	-4,9	-1,9
37,2	-8,2	1,4	Moyen-Orient	21,3	6,5	11,4
17,6	-2,0	2,2	Amérique du Nord	15,6	-4,9	5,0
17,1	-3,8	4,4	Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	22,8	-9,7	1,9
Services commerciaux						
15,9	8,8	9,1	Monde	16,1	10,0	7,6
30,3	10,1	2,7	Afrique	16,3	1,0	10,2
15,3	8,9	12,8	Asie	15,3	12,6	9,6
12,0	8,9	8,2	Europe	12,9	10,6	7,1
47,3	7,7	6,6	Moyen-Orient	23,5	11,5	-1,5
17,7	8,2	7,8	Amérique du Nord	24,9	5,5	7,0
42,9	13,7	8,5	Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	35,3	2,1	10,3

Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données de WTO STATS. Date d'accès: 09/05/2025

BALANCE DES COMTES COURANTS

Rééquilibrage mondial des comptes courants : déséquilibres persistants et volatilité régionale

Le solde global des comptes courants, qui correspond à la somme des excédents et des déficits absolus, a connu des fluctuations ces dernières années, mais les excédents importants observés après la pandémie devraient diminuer considérablement entre 2025 et 2026. En 2024, le solde de la balance courante mondiale s'élevait à 518,6 milliards de dollars, contre 324,6 milliards de dollars l'année précédente. Cependant, il devrait baisser à 53,8 milliards de dollars en 2025, puis remonter légèrement à 96 milliards de dollars en 2026 (*Tableau 1.2*). Selon le FMI, les engagements extérieurs bruts de certaines économies restent importants d'un point de vue historique et peuvent accroître les risques de tensions extérieures (IMF, 2024).

La disparité entre les pays développés et les pays en développement est particulièrement notable. La balance courante agrégée des pays développés affichait un excédent de 102,9 milliards de dollars en 2024, mais elle devrait revenir à un déficit de 71,1 milliards de dollars en 2025. Cependant, les pays développés devraient connaître une reprise en 2026, avec un excédent prévu de 56,8 milliards de dollars. Par ailleurs, l'excédent substantiel des pays en développement devrait diminuer considérablement, passant de 415,7 milliards de dollars en 2024 à 124,9 milliards en 2025 et à 39,2 milliards en 2026. En pourcentage du PIB, les pays développés dans leur ensemble ont enregistré un excédent courant de 0,2 % en 2024, qui devrait se transformer en un déficit de -0,1 % en 2025 avant de remonter légèrement à un excédent de 0,1 % en 2026. Dans les pays en développement, les excédents ont augmenté de 0,7 % en 2023 à 0,9 % en 2024, mais les projections indiquent un nouvel affaiblissement à 0,3 % en 2025 et 0,1 % en 2026 (*Tableau 1.2*).

Tableau 1.2: Balance des comptes courants

	En milliards dollars des États-Unis					Pour cent du PIB				
	2022	2023	2024	2025 ^P	2026 ^P	2022	2023	2024	2025 ^P	2026 ^P
Monde (Disparité globale)	426,4	324,6	518,6	53,8	96,0	0,4	0,3	0,5	0,0	0,1
Pays développés	-273,2	24,9	102,9	-71,1	56,8	-0,5	0,0	0,2	-0,1	0,1
États-Unis	-1 012,1	-905,4	-1 133,6	-1 137,7	-1 006,5	-3,9	-3,3	-3,9	-3,7	-3,2
Allemagne	160,2	251,8	266,9	249,0	244,2	3,8	5,6	5,7	5,2	5,0
Japon	89,9	158,5	193,0	141,9	144,7	2,1	3,8	4,8	3,4	3,3
Pays en développement	699,6	299,6	415,7	124,9	39,2	1,6	0,7	0,9	0,3	0,1
Pays en développement d'Asie	337,1	253,7	410,8	309,4	253,9	1,3	1,0	1,5	1,1	0,9
Chine	443,4	263,4	423,9	362,6	343,2	2,4	1,4	2,3	1,9	1,7
Pays en développement d'Europe	128,8	-14,9	-1,5	-58,8	-56,0	2,7	-0,3	0,0	-1,0	-1,0
Amérique latine et les Caraïbes	-127,8	-73,7	-60,4	-74,8	-95,3	-2,2	-1,1	-0,9	-1,1	-1,4
Moyen-Orient et Asie centrale	403,4	185,8	98,5	-3,6	-18,9	8,3	3,9	2,0	-0,1	-0,4
Afrique Subsaharienne	-41,9	-51,3	-31,8	-47,3	-44,5	-2,1	-2,6	-1,7	-2,5	-2,2

Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025 Note: P= Projection



Selon la Commission européenne (2025), l'économie américaine devrait ralentir en 2025 et 2026 en raison de la hausse des droits de douane et de la forte incertitude politique, qui devraient freiner les dépenses de consommation et retarder les investissements des entreprises. La croissance de l'emploi ralentira et le chômage augmentera modérément, tandis que la croissance des salaires stagnera dans un contexte de hausse des prix à la consommation. Le resserrement des conditions financières et la hausse des taux hypothécaires risquent de réduire davantage la consommation des ménages et l'investissement résidentiel. De plus, l'augmentation des droits de douane et la dépréciation du dollar réduiront considérablement la croissance des importations, tandis que la faiblesse de la demande mondiale et la hausse des coûts de production devraient freiner les exportations.

La balance courante des États-Unis devrait s'améliorer modérément, le commerce net contribuant positivement à la croissance économique en 2026. Le déficit américain devrait légèrement diminuer, passant de 3,9 % du PIB en 2024 à 3,7 % en 2025, puis à 3,2 % en 2026 (*Tableau 1.2*). En revanche, l'Allemagne et le Japon ont enregistré d'importants excédents commerciaux en 2024, contribuant à des excédents courants de 5,7 % et 4,8 % du PIB, respectivement. Cependant, les deux pays devraient voir leurs excédents diminuer en 2025 pour atteindre 249,0 milliards de dollars (5,2 % du PIB) pour l'Allemagne et 141,9 milliards de dollars (3,4 % du PIB) pour le Japon. D'ici 2026, le Japon devrait conserver un excédent relativement stable de 144,7 milliards de dollars (3,3 % du PIB), tandis que l'excédent de l'Allemagne devrait continuer de diminuer pour atteindre 244,2 milliards de dollars (5,0 % du PIB), l'évolution défavorable des exportations étant partiellement compensée par des importations moins coûteuses (*Tableau 1.2*). Selon la Commission européenne (2025), l'économie allemande a été confrontée à des difficultés persistantes tout au long de l'année 2024. En 2025 et 2026, les droits de douane et l'incertitude mondiale croissante devraient peser sur la consommation, les investissements et les exportations. Cependant, l'augmentation des dépenses du nouveau gouvernement en matière d'infrastructures et de défense a contribué à renforcer la confiance des entreprises, compensant en partie un environnement extérieur difficile.

La balance courante des pays en développement d'Asie a suivi une trajectoire nuancée au cours des années spécifiées. En 2023, l'excédent s'élevait à 253,7 milliards de dollars, augmentant légèrement pour atteindre 410,8 milliards de dollars en 2024. Cependant, la tendance est censée s'inverser au cours des années suivantes, l'excédent tombant à 124,9 milliards de dollars en 2025, puis continuant de baisser pour atteindre environ 39,2 milliards de dollars en 2026. Un facteur clé de cette tendance est la réduction de l'excédent de la Chine en 2025 et 2026. Après avoir affiché des résultats relativement solides en 2024, l'économie chinoise entre dans une période plus difficile, confrontée à des défis externes sans précédent et à des vulnérabilités internes persistantes. L'excédent courant de la Chine en pourcentage du PIB est prévu de diminuer de 2,3 % en 2024 à 1,9 % en 2025, et devrait encore baisser pour atteindre 1,7 % en 2026 (*Tableau 1.2*).

La balance courante agrégée des pays en développement d'Europe a connu des fluctuations notables ces dernières années. L'Europe en développement a connu un revirement spectaculaire, passant d'un excédent considérable de 128,8 milliards de dollars en 2022 à un déficit de 14,9 milliards de dollars en 2023, suivi d'un déficit modeste de 1,5 milliard de dollars en 2024. En 2025, la région devrait connaître un déficit croissant de 58,8 milliards de dollars, ce qui représente une détérioration substantielle par rapport à 2024. Le déficit devrait rester élevé, à environ 56 milliards de dollars en 2026 (*Tableau 1.2*).

Selon la Commission européenne (2025), après deux années de croissance exceptionnellement forte, l'économie russe devrait connaître un ralentissement significatif en 2025 et 2026. Malgré des taux d'intérêt historiquement élevés, l'inflation a continué d'augmenter ces derniers mois, mais devrait ralentir dans un avenir proche. Les dépenses liées à la guerre, associées à la baisse des recettes pétrolières et gazières et à l'affaiblissement des recettes fiscales en raison du ralentissement économique prévu, risquent d'aggraver le déficit budgétaire au cours de la période de prévision. Par conséquent, la dette publique russe devrait également augmenter jusqu'en 2026. De même, la Türkiye est également confrontée à ses propres défis budgétaires. Le budget 2025 prévoit une réduction significative du déficit budgétaire de l'administration centrale à 3,1 % du PIB, principalement en raison de la diminution des dépenses liées à la reconstruction après le séisme et de l'engagement du gouvernement à soutenir la désinflation. Toutefois, les hypothèses macroéconomiques du budget semblent optimistes, les recettes fiscales devant être inférieures aux prévisions et le déficit supérieur à celui prévu. Malgré ces risques, le niveau de la dette publique en Türkiye devrait rester relativement stable et modéré (European Commission, 2025).

Le paysage économique du Moyen-Orient et de l'Asie centrale a connu une instabilité notable ces dernières années. L'excédent courant de la région, exprimé en pourcentage du PIB, a considérablement diminué, passant de 3,9 % en 2023 à 2,0 % en 2024. Les projections indiquent une nouvelle détérioration, avec un léger déficit de 0,1 % prévu en 2025, qui devrait s'élargir à 0,4 % en 2026 (*Tableau 1.2*).

Les effets persistants de la pandémie continuent de se faire sentir dans toutes les régions, touchant particulièrement l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC). Depuis 2022, les deux régions ont rencontré des difficultés pour se redresser, affichant régulièrement des déficits courants. Dans la région ALC, le déficit s'élevait à 1,1 % du PIB en 2023 et s'est légèrement réduit pour atteindre 0,9 % en 2024. De même, l'Afrique subsaharienne a enregistré un déficit de 2,6 % en 2023, qui s'est amélioré pour atteindre 1,7 % en 2024. Toutefois, les projections indiquent que les deux régions continueront d'enregistrer des déficits, ceux de l'ALC devant s'élargir à 1,1 % en 2025 et à 1,4 % en 2026, et ceux de l'Afrique subsaharienne devant atteindre respectivement 2,5 % et 2,2 % au cours des mêmes années (*Tableau 1.2*).

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

Les IDE mondiaux affichent une croissance modérée en 2024, masquant un déclin plus profond des investissements

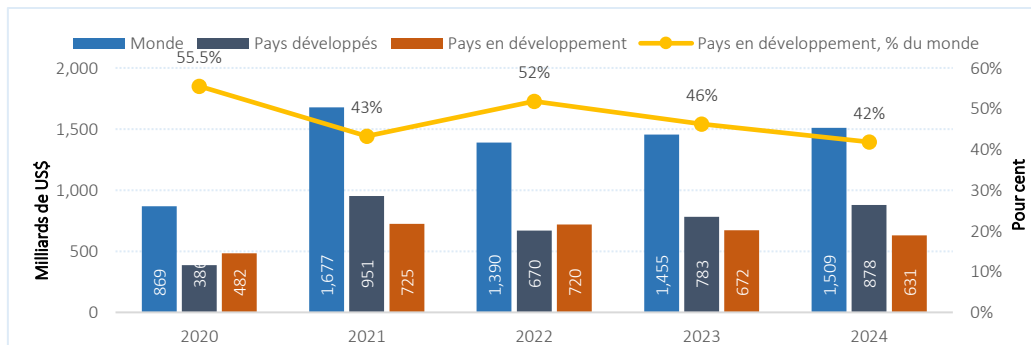
Les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle essentiel dans le développement économique mondial en facilitant le commerce international, en favorisant le transfert de technologies et en créant des emplois. Les politiques économiques ouvertes ont permis aux pays en développement de s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui a conduit à une amélioration des performances économiques, à un renforcement des compétences de la main-d'œuvre et à une augmentation du revenu national. Les pays hôtes bénéficient des IDE grâce à une productivité accrue, des avancées technologiques et de meilleurs salaires, ce qui contribue à la réduction de la pauvreté et à la baisse du chômage. Parallèlement, les pays investisseurs accèdent à de nouveaux marchés et bénéficient de meilleurs résultats financiers (Le Ngoc & Heshmati, 2025).



Depuis les années 1980, des pays asiatiques tels que la Chine, l'Inde et le Vietnam ont tiré des avantages considérables de la libéralisation des IDE, notamment en termes de développement des infrastructures, de création d'emplois et de progrès technologiques, ce qui leur a permis de progresser dans les chaînes de valeur mondiales. Des études établissent également un lien entre les IDE et la croissance du PIB indien, en particulier dans les secteurs de haute technologie, tout en les associant à l'innovation et au développement durable. Cependant, ces avantages peuvent s'accompagner de risques à court terme ou de « pièges à IDE » si les cadres réglementaires sont insuffisants. En fin de compte, les IDE favorisent à la fois la croissance économique et la croissance verte en Asie lorsqu'ils s'appuient sur des politiques efficaces axées sur la durabilité. Bien que la mondialisation offre aux pays en développement des avantages considérables grâce aux investissements directs étrangers, le maintien d'un équilibre entre croissance et protection de l'environnement reste un défi permanent. L'impact des IDE sur la durabilité varie selon les régions, en fonction de facteurs tels que l'efficacité énergétique locale, la rigueur de la réglementation et l'application des politiques (Le Ngoc & Heshmati, 2025).

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2025 de la CNUCED, les IDE mondiaux ont légèrement augmenté en 2024, d'environ 4 %, passant de 1 455 milliards de dollars à 1 509 milliards de dollars² (*graphique 1.11*). Entre 2000 et 2024, les flux mondiaux d'IDE ont atteint en moyenne 1,369 milliard de dollars par an. Les flux d'IDE vers les pays en développement ont fluctué ces dernières années, représentant entre 42 % (2024) et 55,5 % (2020) du total mondial (*graphique 1.11*). Cette fluctuation met en évidence la volatilité et la répartition inégale des investissements, reflétant l'évolution de la conjoncture économique mondiale et la confiance des investisseurs dans les marchés émergents (UNCTAD, 2025b).

Graphique 1.11: Flux mondiaux d'IDE



Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, Tableaux annexes. Tableau annexe 01 : Flux d'IDE, par région et par économie, de 1990 à 2024

² Le rapport de la CNUCED (2025) a indiqué que le chiffre global cache d'importantes faiblesses, car il a été gonflé par des flux financiers instables transitant par les économies européennes intermédiaires. Si l'on exclut ces éléments, les IDE mondiaux ont en réalité diminué de 11 %, passant de 1,67 billion de dollars à 1,49 billion, ce qui marque la deuxième année consécutive de forte baisse et souligne la fragilité persistante des investissements internationaux. Cette tendance à la baisse contraste fortement avec la croissance observée au niveau du PIB mondial et du commerce international. Les pays développés ont enregistré une forte baisse de 22 % des IDE, principalement due à une chute de 58 % des flux vers l'Europe, là encore en raison de mouvements financiers gonflés et instables via des économies intermédiaires.

En 2024, les tendances en matière d'IDE ont révélé des contrastes marqués entre les économies développées et celles en développement. Les économies développées ont enregistré une augmentation de 12,1 % des flux entrants, tandis que les pays en développement ont connu une baisse de 6,1 %. La Chine, en particulier, a enregistré une baisse de 29 % des IDE, passant de 189,1 milliards de dollars en 2022 à 116,2 milliards de dollars en 2024. Par contre, l'Amérique du Nord, menée par les États-Unis, a enregistré une augmentation de 22,6 % des IDE, alimentée par la forte hausse des fusions et acquisitions et des investissements dans les technologies de pointe. Les États-Unis sont restés le premier destinataire des IDE avec 278,8 milliards de dollars, suivis par Singapour (143,4 milliards de dollars) et Hong Kong (126,2 milliards de dollars). Selon le rapport de la CNUCED, les États-Unis ont conservé leur position de leader grâce à leur domination dans les projets Greenfield et les accords de financement de projets internationaux (IPF). Parmi les autres destinations populaires figuraient le Brésil, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Mexique, l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam. Les investissements dans de nouveaux projets ont été particulièrement importants en Inde et aux Émirats arabes unis, tandis que les transactions IPF se sont concentrées sur les marchés matures et les principales économies émergentes. Cette divergence illustre les tendances mondiales divergentes entre l'investissement industriel et le développement des infrastructures (UNCTAD, 2025b).

Parmi les régions en développement, l'Afrique a connu la plus forte augmentation des IDE, avec une hausse de 75 % en 2024 (*graphique 1.12*), principalement grâce au projet de développement Ras El Hekma en Égypte, d'un montant de 35 milliards de dollars. Même en excluant ce mégaprojet, les flux entrants vers l'Afrique ont augmenté de 12 %, ce qui indique une tendance à la hausse plus générale (UNCTAD, 2025b). L'initiative Ras El Hekma, un projet conjoint entre l'Égypte et les Émirats arabes unis, vise à transformer la péninsule côtière en un pôle mondial du tourisme et de l'investissement. Dirigé par ADQ, un fonds souverain basé à Abu Dhabi, ce projet devrait générer une forte croissance économique, créer des milliers d'emplois et renforcer la visibilité de l'Égypte dans les secteurs du tourisme et de l'immobilier (Werr and Strohecker, 2024).

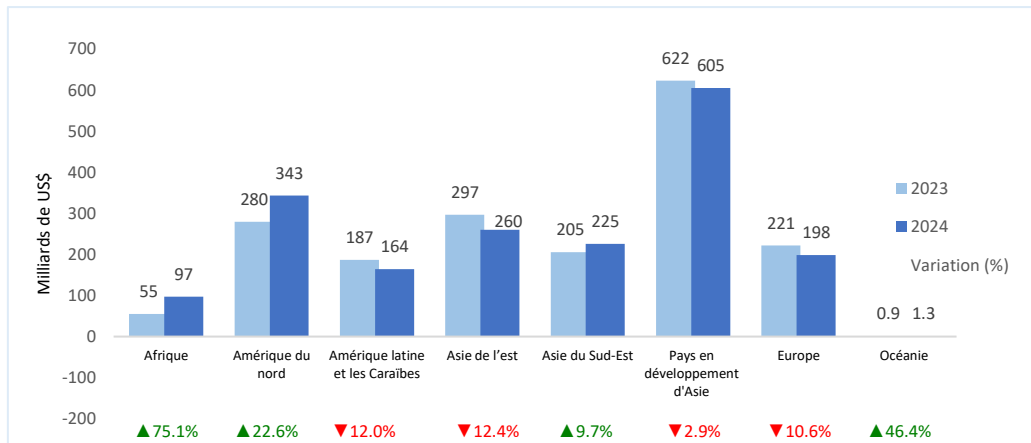
Cette augmentation des IDE souligne le rôle croissant de ces investissements dans le développement des économies en développement. Cependant, Rocha (2025) souligne que l'impact des IDE sur la transformation structurelle est nuancé. Bien qu'elle puisse améliorer l'efficacité dans certains secteurs, elle peut également entraîner une mauvaise répartition de la main-d'œuvre, déplaçant souvent l'emploi du secteur manufacturier à forte productivité vers les services à faible productivité, ce qui entraîne des changements structurels négatifs. Depuis la fin des années 1990, l'augmentation des IDE axés sur les services a renforcé cette préoccupation. Rocha (2025) préconise la poursuite des recherches sur la manière dont les IDE interagissent avec les chocs de productivité sectoriels et l'informalité dans les pays en développement.

À l'appui de cette évolution, Bunskoek et Verburg (2025) soulignent une augmentation des flux d'investissement Sud-Sud, les économies émergentes investissant de plus en plus les unes dans les autres. Par exemple, l'Inde s'est engagée à investir 14 milliards de dollars dans des projets nigériens, avec pour objectif d'atteindre 150 milliards de dollars d'investissements en Afrique d'ici 2030. De même, le stock d'IDE chinois en Afrique a atteint 42,1 milliards de dollars en 2023. Le Brésil et la Türkiye renforcent également leur engagement économique. Ces développements reflètent les efforts stratégiques déployés par les pays du Sud, dont beaucoup sont affiliés au



BRICS, pour tirer parti des IDE en vue d'un développement mutuel, dans un contexte de changement dans l'approche de la mondialisation par les pays développés. De même, l'engagement commercial et économique croissant de l'Inde en Amérique latine, notamment à travers son accord commercial préférentiel (ACP) avec le MERCOSUR (bloc commercial sud-américain), reflète cette orientation stratégique. Depuis 2011, l'Inde et le MERCOSUR ont pour objectif d'étendre leur accord commercial préférentiel (PTA) d'environ 450 à 2 000 produits bénéficiant de concessions tarifaires, renforçant ainsi l'intégration économique dans les pays du Sud (Kumari, M., 2025).

Graphique 1.12: Flux d'IDE mondiaux par région, 2023 vs. 2024



Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, Tableaux annexes. Tableau annexe 01 : Flux d'IDE, par région et par économie, de 1990 à 2024

L'Océanie a enregistré la deuxième plus forte augmentation des flux d'IDE après l'Afrique, atteignant 1,3 milliard de dollars, soit une hausse de 46,4 % par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, les pays en développement d'Asie n'ont enregistré qu'une légère baisse de 2,9 %, les flux importants vers des économies telles que l'Inde et l'Indonésie ayant partiellement compensé le ralentissement chinois. L'Amérique latine et les Caraïbes ont toutefois enregistré une baisse de 12 % des IDE. En revanche, l'Europe a enregistré une baisse de 10,6 % des IDE en 2024 (*graphique 1.12*). Des pays tels que l'Irlande (-38,9 milliards de dollars) la Suisse (-60,7 milliards de dollars) et le Royaume-Uni (-40,0 milliards de dollars) ont enregistré des flux négatifs importants. Cependant, le Luxembourg a connu une forte reprise, attirant 106 milliards de dollars après des baisses précédentes (UNCTAD, 2025b).

Le rapport de la CNUCED (2025b) a souligné que les investissements directs étrangers récents ont été fortement orientés vers les centres de données, les plateformes fintech, la logistique du commerce électronique et les services logiciels spécialisés. Les principales entreprises technologiques ont étendu leurs activités tant sur les marchés développés que sur les marchés émergents, stimulées par la croissance de la consommation numérique et la demande des entreprises en matière d'automatisation. Par exemple, Oracle (États-Unis) a investi plus de 6,5 milliards de dollars dans la construction de centres de données en Malaisie, afin de répondre à la

demande en matière d'intelligence artificielle et d'infrastructure cloud. De même, Microsoft (États-Unis) a annoncé un investissement de 3 milliards de dollars pour renforcer ses capacités en matière d'intelligence artificielle et de cloud computing en Inde. Ces investissements reflètent les initiatives stratégiques prises par les entreprises technologiques pour tirer parti de la croissance numérique des économies émergentes.

Au-delà du secteur numérique, la demande en minéraux essentiels à la transition, tels que le lithium, le cobalt et les terres rares, a soutenu des niveaux stables d'investissements directs étrangers. Les pays africains, tels que la République démocratique du Congo, la Namibie et la Zambie, ainsi que les pays d'Amérique latine, comme l'Argentine, le Chili et le Pérou, sont restés au centre des investissements miniers. Ces pays jouent un rôle essentiel dans la transition mondiale vers les technologies vertes. Cependant, les investissements internationaux dans les secteurs des infrastructures, en particulier les transports et les services publics, ont fortement diminué en 2024, freinés par la hausse des taux d'intérêt et le resserrement des conditions financières mondiales. Bien que les énergies renouvelables restent le secteur le plus important en matière d'ODD dans les pays en développement, les investissements dans ce domaine ont diminué d'environ 25 %, en particulier dans les pays à faible revenu. Les systèmes agroalimentaires ont également connu une baisse des investissements, les capitaux étant principalement orientés vers la transformation plutôt que vers l'agriculture primaire. De plus, les investissements privés dans les pays les moins avancés (PMA) sont restés insuffisants. En revanche, le secteur de la santé a bénéficié d'une augmentation des investissements, principalement dans les pays à revenu intermédiaire. Les PMA ont continué à faire face à des lacunes importantes, en particulier dans le domaine de la fabrication de produits pharmaceutiques (UNCTAD, 2025b).

SOLDE BUDGÉTAIRE

Les perspectives de viabilité budgétaire sont toujours aussi difficiles

La pandémie de COVID-19 a considérablement aggravé les risques budgétaires, en particulier dans les pays les moins avancés, où la croissance économique a ralenti, les dépenses ont augmenté et les recettes ont diminué, ce qui a accru la vulnérabilité liée à la dette publique (World Bank, 2023). La réponse budgétaire initiale à la pandémie, suivie du soutien apporté au début de la guerre en Ukraine, a contribué à une forte augmentation des ratios dette/PIB. Si ces mesures ont contribué à faciliter la reprise économique, elles ont également laissé de nombreux pays avec une marge de manœuvre budgétaire limitée et un endettement élevé (IMF, 2025a).

Selon l'OCDE (2024a), les pressions budgétaires devraient s'intensifier à l'avenir en l'absence d'ajustements politiques significatifs. D'ici 2040, le pays médian du G7 pourrait connaître une augmentation de 70 points de pourcentage du ratio des engagements financiers nets des administrations publiques par rapport au PIB. Cette augmentation est principalement due aux tendances démographiques, en particulier au vieillissement de la population, qui entraînera une hausse des dépenses liées aux retraites, aux soins de santé et aux soins de longue durée. D'autres facteurs, tels que les déficits structurels persistants, la hausse potentielle des coûts de



refinancement et les augmentations prévues des dépenses de défense, aggravent encore les défis budgétaires. De plus, les exigences financières liées à l'atténuation des effets du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci risquent de mettre à rude épreuve des réserves budgétaires déjà limitées.

Historiquement, pour réduire de manière significative et durable le ratio dette/PIB, les pays ont dû limiter la croissance des dépenses publiques et maintenir des excédents budgétaires primaires sur de longues périodes, souvent dans un contexte économique favorable où la croissance du PIB dépassait les taux d'intérêt sur la dette. Ces efforts impliquent généralement des choix politiques difficiles, notamment la réduction des dépenses liées aux retraites, aux salaires des fonctionnaires, aux subventions et aux investissements publics. Cependant, il pourrait s'avérer plus difficile d'obtenir des résultats similaires dans le contexte actuel, en particulier si les taux d'intérêt réels restent élevés par rapport à la croissance du PIB.

À partir de 2025, la plupart des économies de l'OCDE, y compris les principales comme les États-Unis, le Japon et la zone euro, devraient continuer à enregistrer des déficits budgétaires primaires (OECD, 2024a). Compte tenu des trajectoires budgétaires actuelles, des efforts de consolidation importants seront nécessaires pour ramener les ratios d'endettement sur une trajectoire descendante durable, en particulier à mesure que l'inflation se stabilise et que la politique monétaire devient moins restrictive.

Le FMI (2025a) note que, bien qu'une certaine réduction de la dette et un resserrement budgétaire soient prévus, les déficits budgétaires restent importants et la marge de manœuvre budgétaire est considérablement plus restreinte qu'il y a dix ans. Les coûts liés au service de la dette devraient augmenter, avec des variations considérables d'un pays à l'autre en fonction des tendances inflationnistes, des taux de croissance et de la structure de la dette publique. Dans les économies avancées, les taux d'intérêt effectifs sur la dette devraient dépasser les niveaux d'avant la pandémie, même s'ils restent inférieurs aux niveaux maximaux atteints pendant la pandémie dans certains cas. Parallèlement, de nombreuses économies à faible revenu et émergentes sont confrontées à un alourdissement du service de la dette à mesure que leurs emprunts arrivent à échéance.

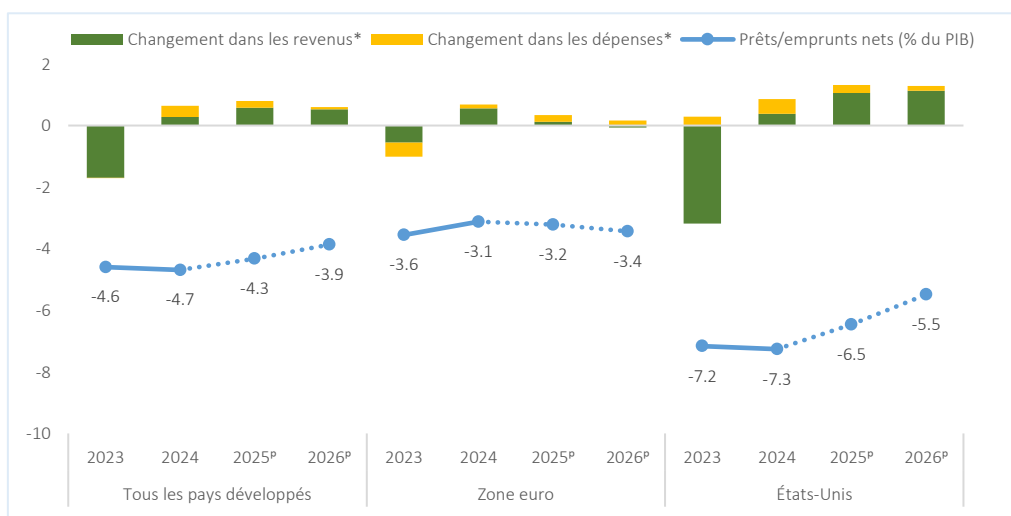
Les projections indiquent que, dans le cadre des politiques actuelles, la dette publique américaine passera de 121 % du PIB en 2024 à 130 % d'ici 2030. Dans la zone euro, les niveaux d'endettement devraient augmenter en raison de l'augmentation des budgets de défense et des investissements publics. Les marchés émergents et les économies en développement sont également confrontés à une augmentation de leur ratio d'endettement, qui devrait passer de 70 % du PIB aujourd'hui à 83 % d'ici 2030, malgré les plans de resserrement budgétaire prévus à partir de 2026 (IMF, 2025a).

D'après les projections budgétaires pour la période 2023-2026, les pays développés devraient progressivement réduire leurs déficits budgétaires, avec une amélioration du solde net des prêts/emprunts, qui passerait de -4,7 % du PIB en 2024 à -3,9 % en 2026. Cette tendance reflète une augmentation modérée des recettes et une croissance modérée des dépenses. La zone euro a conservé une situation budgétaire relativement favorable, son déficit passant de -3,6 % du PIB en 2023 à -3,1 % en 2024. Toutefois, le déficit devrait s'accroître progressivement jusqu'en 2026 (*graphique 1.13*).

Selon les prévisions de référence du FMI pour 2025, le déficit primaire de l'Allemagne devrait augmenter d'environ 1 % du PIB d'ici 2030 par rapport à 2024, et de 4 % par rapport aux prévisions antérieures, principalement en raison de l'augmentation des dépenses de défense et des investissements publics. Ces changements budgétaires devraient avoir des répercussions sur d'autres grandes économies de la zone euro, telles que la France, l'Italie et l'Espagne. En conséquence, le ratio dette/PIB de la zone euro devrait passer de 88 % à 93 % d'ici 2030, même si l'impact économique global reste incertain.

Les États-Unis devraient continuer à enregistrer des déficits importants, même si ceux-ci devraient progressivement s'améliorer, passant de -7,3 % en 2024 à -5,5 % en 2026. Cela reflète une reprise plus forte des recettes, en particulier à partir de 2025, associée à une croissance modérée des dépenses. Dans l'ensemble, alors que l'assainissement budgétaire est en cours dans les économies avancées, les progrès devraient être inégaux, les États-Unis continuant à faire face à des déséquilibres budgétaires relativement importants (*graphique 1.13*).

Graphique 1.13: Balance fiscale des administrations publiques dans les pays développés



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025 Note: P= Projection ; * Différence en points de pourcentage par rapport à l'année précédente dans leur rapport au PIB.

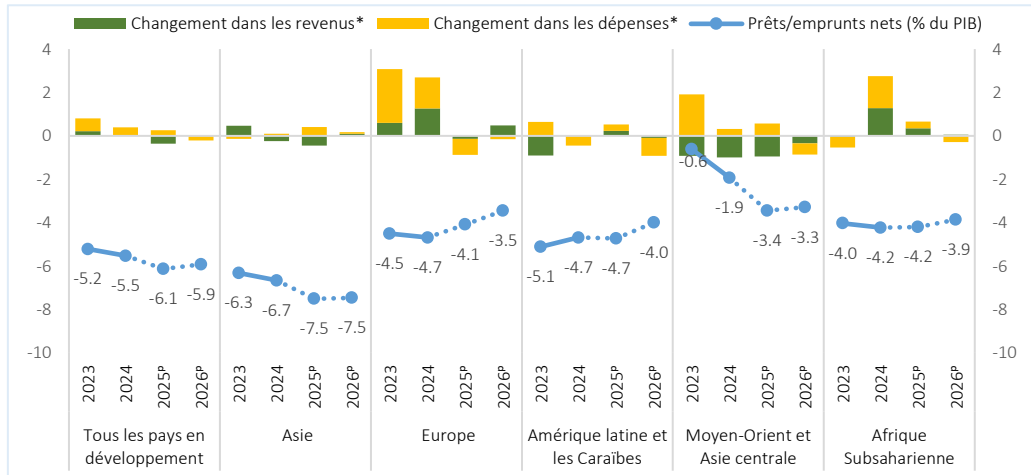
Entre 2024 et 2026, les pays en développement devraient maintenir des déficits budgétaires importants, leur position générale de prêteur/emprunteur net se détériorant de -5,5 % du PIB en 2024 à -5,9 % en 2026. Cette tendance s'explique en grande partie par la faiblesse persistante des recettes et les ajustements relativement limités des dépenses. En Asie, les déficits budgétaires devraient continuer de se creuser, passant de -6,7 % en 2024 à -7,5 % en 2025 et 2026, dans un contexte de baisse des recettes et de maîtrise modérée des dépenses (*graphique 1.14*).

Selon les projections du FMI pour 2025, le solde budgétaire structurel de la Chine devrait se détériorer de 1,2 point de pourcentage du PIB en 2025, reflétant des pressions budgétaires croissantes. Par ailleurs, la dette publique des économies émergentes et en développement suit une trajectoire ascendante et devrait passer de 70 % du PIB actuellement à 83 % d'ici 2030. Contrairement à l'Asie, l'Europe devrait améliorer sa situation budgétaire, avec des déficits



passant de -4,7 % en 2024 à -3,5 % en 2026 (*graphique 1.14*). L'Amérique latine et les Caraïbes devraient stabiliser leurs déficits autour de -4,0 % d'ici 2026. La région du Moyen-Orient et l'Asie centrale connaît une détérioration budgétaire marquée, avec des déficits qui passent de -0,6 % du PIB en 2023 à -1,9 % en 2024, et qui devraient atteindre -3,3 % d'ici 2026 (*graphique 1.14*).

Graphique 1.14: Balance fiscale des administrations publiques dans les pays en développement



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025 Note: P= Projection ; * Différence en points de pourcentage par rapport à l'année précédente dans leur rapport au PIB.

Selon la Banque mondiale (2025a), les perspectives budgétaires pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) reflètent une combinaison complexe de facteurs, notamment la dynamique des prix du pétrole, l'incertitude géopolitique et les orientations politiques propres à chaque pays. Dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), les déficits budgétaires devraient s'aggraver en 2025, car la baisse des recettes pétrolières, due à la chute des prix mondiaux, dépassera les modestes réductions des dépenses. Bien qu'une augmentation progressive des recettes pétrolières soit prévue en 2026 avec la suppression progressive des réductions de production de l'OPEC+, les pressions budgétaires devraient persister, en particulier en Arabie saoudite. En dehors du CCG, la plupart des pays exportateurs de pétrole sont confrontés à une détérioration de leur situation budgétaire, due à la baisse des prix du pétrole et au ralentissement de la croissance hors pétrole. Cependant, la Libye se distingue, avec une production pétrolière plus forte qui devrait améliorer sa balance budgétaire. Parmi les importateurs de pétrole, les déficits budgétaires devraient également s'aggraver en 2025, en particulier en Égypte, où le poids des paiements d'intérêts élevés et l'expiration des gains ponctuels provenant des accords d'investissement étranger particulièrement importants. Malgré un certain resserrement budgétaire attendu dans des pays comme la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, la viabilité globale de la dette reste préoccupante. D'ici 2026, l'assainissement budgétaire progressif devrait améliorer les soldes budgétaires de plusieurs économies, l'Égypte prévoyant de réduire les subventions énergétiques et de renforcer le recouvrement des impôts. Cependant, les besoins élevés en matière de financement, les risques de conflits régionaux et la marge de manœuvre budgétaire limitée rendent de nombreux pays de la région MENA vulnérables aux chocs externes. L'instabilité géopolitique, en particulier dans les États touchés par des conflits tels

que le Yémen, la Syrie et le Liban, ajoute à l'incertitude quant aux résultats budgétaires, tandis que les risques externes tels que la volatilité des prix du pétrole et le resserrement financier mondial pourraient exercer une pression supplémentaire sur les finances publiques déjà fragiles dans toute la région.

L'Afrique subsaharienne devrait maintenir des déficits relativement élevés, autour de -4,0 % tout au long de la période, malgré une reprise attendue de la croissance des recettes en 2025. Dans l'ensemble, les défis budgétaires dans les régions en développement restent importants, en particulier lorsque la mobilisation des recettes continue d'être insuffisante par rapport aux pressions exercées sur les dépenses (*graphique 1.14*).

Selon l'OCDE, la dette souveraine est élevée dans de nombreuses économies de marché émergentes et devrait encore augmenter dans les années à venir. L'augmentation des paiements d'intérêts et l'insuffisance des recettes limitent la capacité d'entreprendre les investissements nécessaires au développement durable. En outre, la viabilité de la dette pourrait être menacée dans un certain nombre d'économies de marché émergentes confrontées à des écarts élevés, en particulier si l'émission de dette reste importante, étant donné que l'échéance moyenne de leur dette publique est comparativement faible (OECD, 2024a).





CHAPITRE DEUX

Développements économiques récents dans les pays de l'OCI



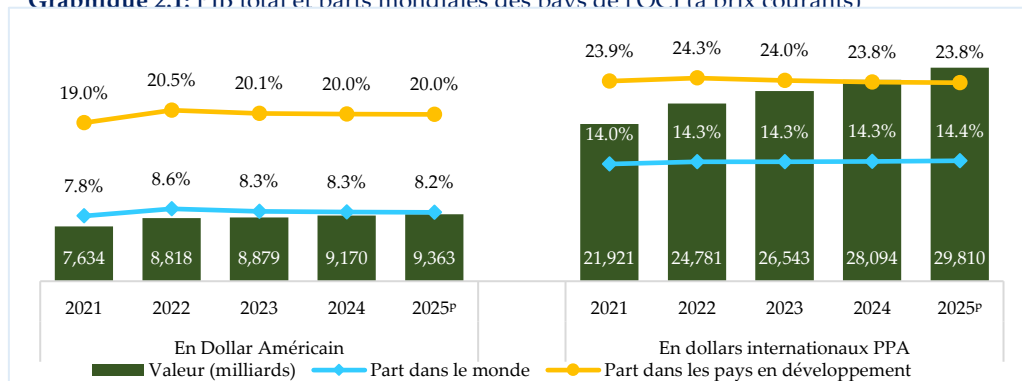
L'économie mondiale a affronté un contexte complexe et turbulent ces dernières années, marqué par des tensions géopolitiques croissantes, en particulier dans des régions essentielles pour l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires et en énergie, des pressions inflationnistes persistantes, les effets du changement climatique et l'aggravation des inégalités. Ces défis ont créé un environnement complexe pour les décideurs politiques et les entreprises. Alors que certaines économies ont fait preuve de résilience, d'autres continuent de faire face aux conséquences de ces crises qui se superposent. Dans ce contexte, le présent chapitre passe en revue les performances macroéconomiques récentes des pays de l'OCI, en analysant les indicateurs clés afin d'évaluer leur position et leurs perspectives au sein de l'économie mondiale.

PRODUCTION ET CROISSANCE ECONOMIQUE

La production atteindra 9,2 billion de dollars en 2024

À prix courants, le PIB total des pays de l'OCI s'élevait à 9,2 billions de dollars en 2024, soit une légère hausse de 3,3% par rapport à l'année précédente. En 2024, il devrait augmenter de 2,1% pour atteindre 9,4 billions de dollars. Avec cette taille économique, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 8,3 % du PIB mondial en 2024, soit le même pourcentage que l'année précédente. Cette part devrait diminuer pour atteindre 8,2% en 2025. La part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a légèrement diminué, passant de 20,1 % en 2023 à 20,0 % en 2024, et devrait rester inchangée en 2025, reflétant une croissance récente comparable de la production entre les pays de l'OCI par rapport au reste du monde en développement (*graphique 2.1, à gauche*).

Graphique 2.1: PIB total et parts mondiales des pays de l'OCI (à prix courants)



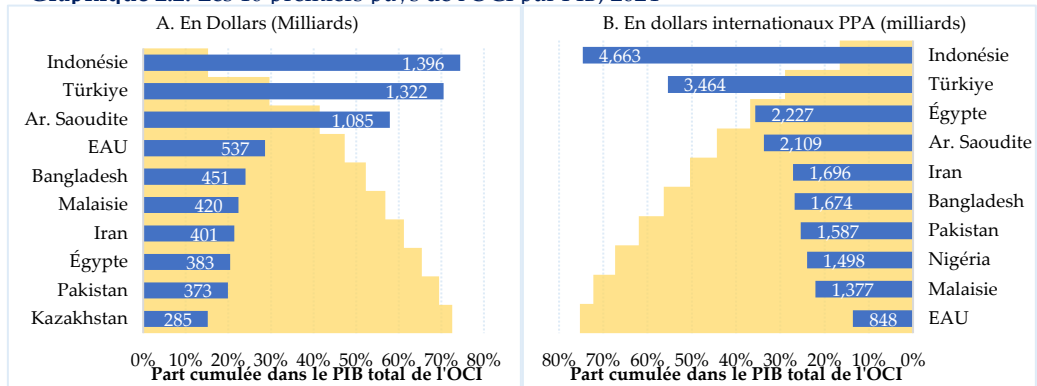
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2025. Note: P = Projection ; les données excluent la Syrie.

En termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) exprimée en dollars internationaux, le PIB total des pays de l'OCI a atteint 28,1 billions de dollars en 2024, et devrait atteindre 29,8 billions de dollars en 2025. Avec ces montants, les pays de l'OCI, en tant que groupe, représentaient 14,3% du PIB mondial en 2024, comme l'année précédente. Les projections montrent que cette part atteindra 14,4% en 2025. Toutefois, leur part dans le PIB total des pays en développement a diminué, passant de 24,0% en 2023 à 23,8% en 2024, et devrait aussi s'établir à 23,8% en 2025 (*graphique 2.1, à droite*).



Compte tenu de la part estimée des pays de l'OCI dans la population mondiale (24,9%) et dans la population des pays en développement (28,9%) en 2024, leur part dans le PIB, que ce soit en dollars ou en dollars internationaux à PPA, reste inférieure aux niveaux souhaités.

Graphique 2.2: Les 10 premiers pays de l'OCI par PIB, 2024



Source: FMI. base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025.

En outre, on observe qu'une part importante du PIB total des pays de l'OCI est toujours générée par quelques pays membres, ce qui reflète les grandes différences de taille économique. En 2024, les cinq premiers pays de l'OCI représentaient la moitié (52,3%) du PIB total mesuré en dollars américains courants, tandis que cette part atteignait 72,6% pour les dix premiers pays (*graphique 2.2.A*). L'Indonésie, avec un PIB de près de 1,4 billion de dollars US, avait la part la plus élevée dans le PIB de l'OCI (15,2%), suivie par la Türkiye (14,4%), l'Arabie Saoudite (11,8%), les Émirats Arabes Unis (5,9%), et le Bangladesh (4,9%).

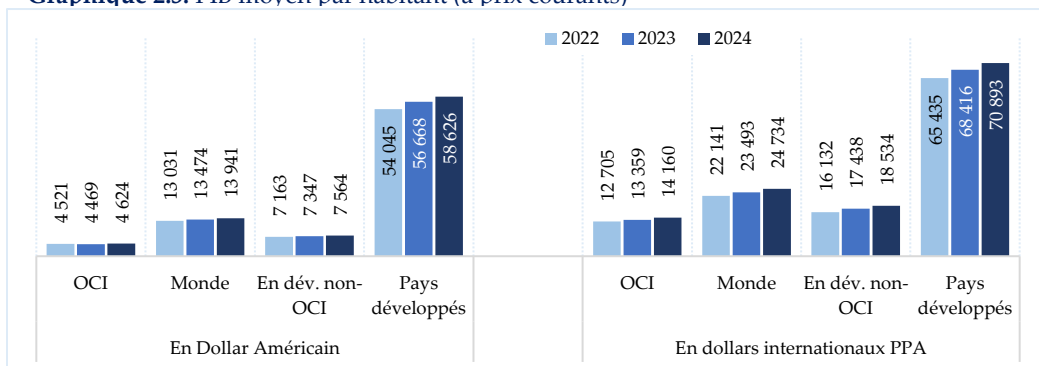
Le *graphique 2.2* montre que les dix premiers pays restent presque inchangés lorsque le PIB est exprimé en dollars internationaux à PPA, bien que le classement de pays change en raison de la différence de pouvoir d'achat découlant des écarts de prix relatifs entre les pays. L'Indonésie était la plus grande économie, avec un équivalent en PPA de 4,7 billions de dollars qui constituait 16,6% du PIB de l'OCI en 2024. Avec la Türkiye (12,3%), l'Égypte (7,9%), l'Arabie saoudite (7,5%) et l'Iran (6,0%), ces cinq pays représentaient 50,4% du PIB total de l'OCI tandis que, pour les dix plus grands pays, cette part atteignait jusqu'à 75,3% (*graphique 2.2.A*).

Légère augmentation du PIB par habitant en 2024, reflétant une amélioration progressive des niveaux de revenu moyens

Compte tenu de la croissance continue de la production, les valeurs du PIB par habitant à prix courants ont continué à augmenter dans le monde entier en 2024. Cependant, l'augmentation dans le groupe de l'OCI a été plutôt faible en raison d'une croissance limitée de la production (*graphique 2.3*). En dollars américains, la moyenne mondiale a augmenté de 3,9 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 13 941 dollars, principalement dans les pays développés où le PIB par habitant a augmenté de 3,5% pour atteindre 58 626 dollars. Les pays de l'OCI ont enregistré une croissance de 3,5%, avec un PIB par habitant s'élevant en moyenne à 4 624 dollars en 2024, contre 4 469 dollars en 2023. Les pays en développement non membres de l'OCI ont enregistré un PIB par habitant de 7 564 dollars américains, soit une augmentation de 3,0 % par rapport à la même

période. Ainsi, le PIB par habitant est resté inférieur dans les pays de l'OCI, et l'écart s'est quelque peu creusé en 2024 (*graphique 2.3, à gauche*).

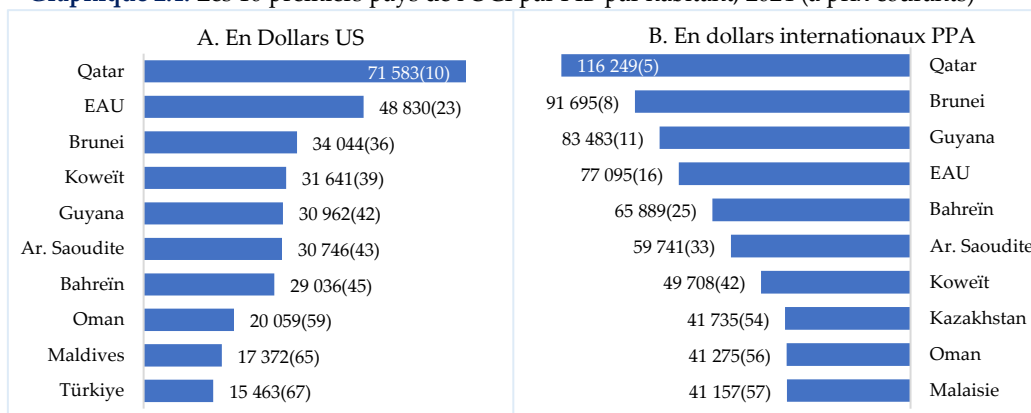
Graphique 2.3: PIB moyen par habitant (à prix courants)



Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2025. Note: Les données excluent la Syrie pour toute la période considérée et l'Afghanistan et la Palestine pour 2024.

En termes de PPA, le PIB par habitant s'établira en moyenne à 24 734 dollars en 2024, soit une augmentation de 5,3% par rapport à l'année précédente. Dans les pays de l'OCI, il a augmenté de 6,0 % pour atteindre 14 160 dollars américains, restant inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI, où il a augmenté de 6,3 % pour atteindre 18 534 dollars américains (*graphique 2.3, à droite*).

Graphique 2.4: Les 10 premiers pays de l'OCI par PIB par habitant, 2024 (à prix courants)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025. Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent le rang mondial du pays concerné parmi 191 pays. Les données excluent l'Afghanistan, la Palestine et la Syrie.

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar affichait le PIB par habitant le plus élevé en 2024, se classant au dixième rang mondial avec une valeur d'environ 72 000 dollars américains. Cette valeur était plus de 15 fois supérieure à la moyenne de l'OCI et environ 172 fois supérieure au plus faible PIB par habitant enregistré par un membre de l'OCI, ce qui indique la grande disparité entre les pays membres. Après le Qatar, on retrouve les Émirats arabes unis, Brunei Darussalam, le Koweït, le Guyana, l'Arabie saoudite, Bahreïn, Oman, les Maldives et la Türkiye, par ordre décroissant (*graphique 2.4.A*).

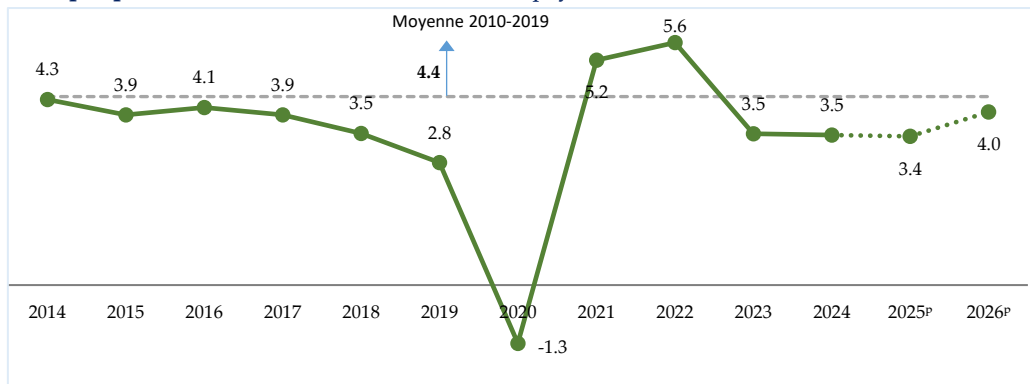


Il convient de noter que la plupart de ces pays sont riches en combustibles fossiles. En termes de PPA, la liste des pays est restée inchangée, à l'exception du Kazakhstan et de la Malaisie qui ont remplacé les Maldives et la Türkiye. Le classement des pays a légèrement changé, le Qatar conservant la première place avec un PIB par habitant de plus de 116 250 dollars, ce qui le place au cinquième rang mondial (*graphique 2.4.B*).

La croissance du PIB réel ralentit pour atteindre 3,5 % en 2024, suivie d'un léger recul prévu pour la période suivante.

En 2024, le taux de croissance moyen du groupe de l'OCI s'est établi à 3,5 %, soit le même niveau que l'année précédente. Il devrait légèrement baisser pour atteindre 3,4 % en 2025, avant de rebondir pour atteindre 4,0 % en 2026 (*graphique 2.5*). Cependant, la moyenne du groupe de l'OCI reste inférieure à celle de la période 2010-2019 (avant la COVID-19), où elle était en moyenne de 4,4 % par an. Il convient de noter que le taux de croissance moyen enregistré par les pays de l'OCI en 2024 était supérieur à la moyenne mondiale. Comme indiqué dans le chapitre précédent, les économies en développement ont connu une croissance de 4,3% et les économies développées de 1,8%, la croissance économique mondiale s'établissant en moyenne à 3,3% en 2024 (*voir le graphique 1.1*). De la même manière, la croissance au cours des deux prochaines années devrait rester plus élevée dans le groupe de l'OCI que la moyenne mondiale.

Graphique 2.5: Croissance du PIB réel dans les pays de l'OCI



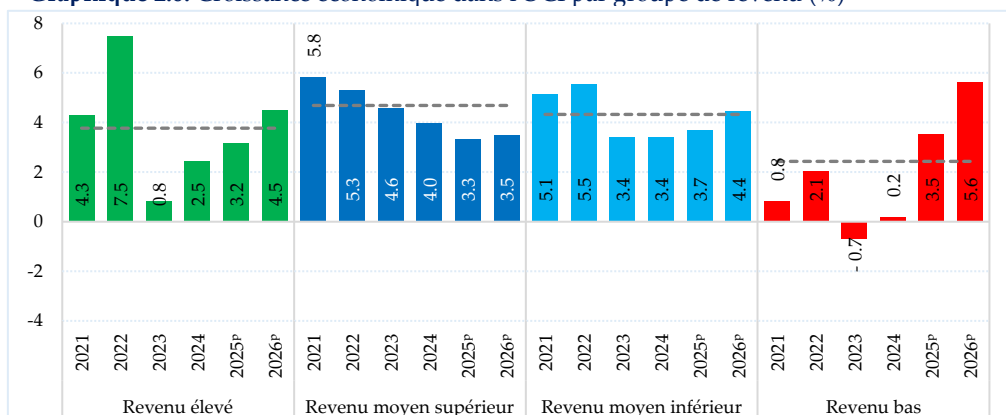
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC sur la base des données du FMI, de la base de données "Perspectives économiques mondiales", avril 2025, et de la mise à jour des "Perspectives économiques mondiales", juillet 2025. Note : P = projection

La performance de croissance des pays de l'OCI varie à partir des groupes de revenus en 2024 (*graphique 2.6*). Les économies des pays à revenu élevé riches en ressources, qui ont enregistré le taux de croissance le plus élevé (0,8%) en 2023, ont augmenté de 2,5 % en 2024. Leurs économies devraient poursuivre leur croissance en 2025 avec un taux de 3,2 %, suivi de 4,5 % en 2026, dépassant ainsi la moyenne pré-pandémique de 3,8 %.

Après avoir enregistré un taux de croissance économique moyen plus élevé (4,7 %) au cours de la décennie précédant la pandémie par rapport à d'autres groupes, les économies à revenu intermédiaire supérieur ont connu un ralentissement de leur croissance depuis 2021. En 2023, la croissance de leur PIB réel a ralenti pour atteindre 4,6 %, puis 4,0 % en 2024. La croissance de ce

groupe devrait encore ralentir pour atteindre 3,3 % en 2025, avant de se redresser légèrement à 3,5 % en 2026. Contrairement aux autres groupes de revenus, le taux de croissance économique moyen de ce groupe devrait rester inférieur à sa moyenne d'avant la pandémie jusqu'en 2026.

Graphique 2.6: Croissance économique dans l'OCI par groupe de revenu (%)



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2025, et Mise à jour des perspectives économiques mondiales, juillet 2025. Remarque : P = projection ; les lignes pointillées représentent le taux de croissance annuel moyen entre 2010 et 2019 pour le groupe de revenus concerné. Voir l'annexe B pour la classification des revenus des pays de l'OCI.

La croissance moyenne des économies à revenu intermédiaire inférieur s'est modérée pour atteindre 3,4 % en 2023 et 2024, contre plus de 5 % au cours des deux années précédentes. Toutefois, les projections indiquent une reprise, avec une croissance qui devrait atteindre 3,7 % en 2025 et 4,4 % en 2026, soit légèrement au-dessus de la moyenne pré-pandémie de 4,3 %.

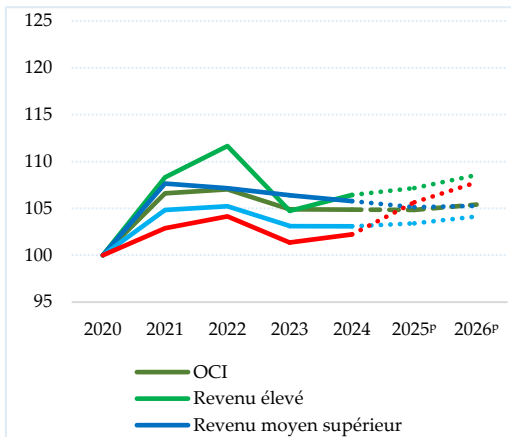
Le groupe des pays à faible revenu, qui a enregistré la croissance moyenne la plus faible (2,4 %) parmi les groupes de revenus entre 2010 et 2019, présente un modèle de croissance différent. Après avoir connu une contraction de 0,7 % en 2023, le groupe a enregistré une légère reprise avec une croissance de 0,2 % en 2024. Leurs économies devraient poursuivre leur expansion pour atteindre 3,5 % en 2025 et 5,6 % en 2026, soit plus du double de leur moyenne d'avant la pandémie, qui était de 2,4 %.

En 2024, la production réelle des pays de l'OCI, pris dans leur ensemble, est restée à peu près la même qu'en 2023, principalement grâce aux performances des pays à revenu élevé et à revenu intermédiaire supérieur. Compte tenu des taux de croissance prévus pour les deux prochaines années, la production devrait suivre une tendance modérément ascendante. Dans le même temps, les performances des pays à faible revenu ont continué de s'améliorer davantage que celles des autres groupes de revenu, leur production réelle devant augmenter d'environ 5,4 % en 2026 par rapport au niveau de 2024 (*graphique 2.7*).

Au niveau des pays individuels, 5 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont enregistré un taux de croissance négatif en 2024: Soudan (-23,4 %), Liban (-7,5 %), Koweït (-2,8 %), Yémen (-1,5 %) et Libye (-0,6%). Les projections actuelles indiquent que les économies de trois pays de l'OCI (Irak, Yémen et Soudan) devraient se contracter en 2025, tandis que tous les pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles devraient enregistrer un taux de croissance positif en 2026 (*graphique 2.8*).

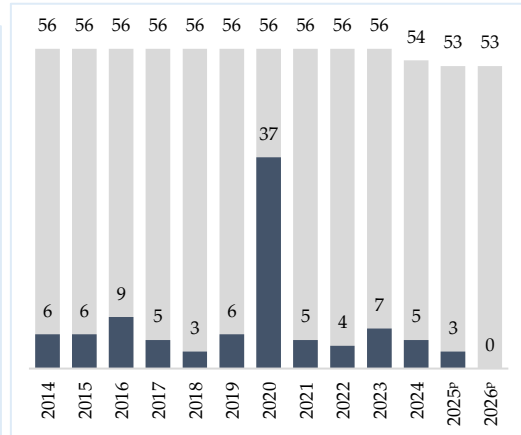


Graphique 2.7: Croissance réelle de la production dans les pays de l'OCI par groupe de revenu (2019=100)



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les données du FMI, la base de données des perspectives économiques mondiales d'avril 2025 et la mise à jour des perspectives économiques mondiales de juillet 2025. Remarque : P = projection. * À l'exclusion de la Syrie pour toute la période considérée, du Liban pour 2025-2026, de l'Afghanistan et de la Palestine pour 2024-2026.

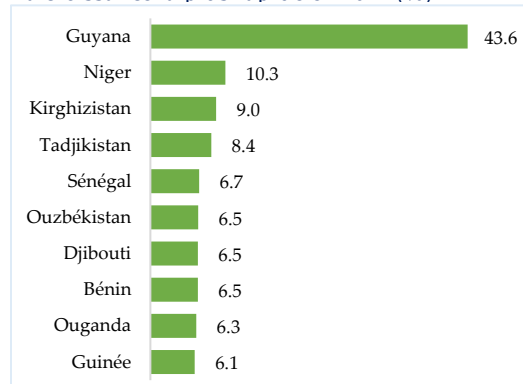
Graphique 2.8: Le nombre de pays de l'OCI ayant un taux de croissance négatif*



Le Guyana était le pays à la croissance économique la plus rapide de l'OCI et du monde en 2024.

Les données du FMI montrent que l'économie guyanaise continue d'enregistrer des taux de croissance exceptionnels, estimés à 43,6% en 2024, grâce à la hausse de la production pétrolière. Le Niger, qui a enregistré un taux de croissance à deux chiffres de 10,3 %, a été la deuxième économie la plus dynamique de l'OCI et du monde. Le Kirghizistan et le Tadjikistan, avec des taux de croissance respectifs de 9,0 % et 8,4 %, figuraient également parmi les dix économies les plus dynamiques au monde cette année-là. Outre ces quatre pays, le Sénégal, l'Ouzbékistan, Djibouti, le Bénin, l'Ouganda et la Guinée se sont classés parmi les 10 économies de l'OCI ayant connu la plus forte croissance en 2024 (graphique 2.9).

Graphique 2.9: Les économies de l'OCI ayant la croissance la plus rapide en 2024 (%)



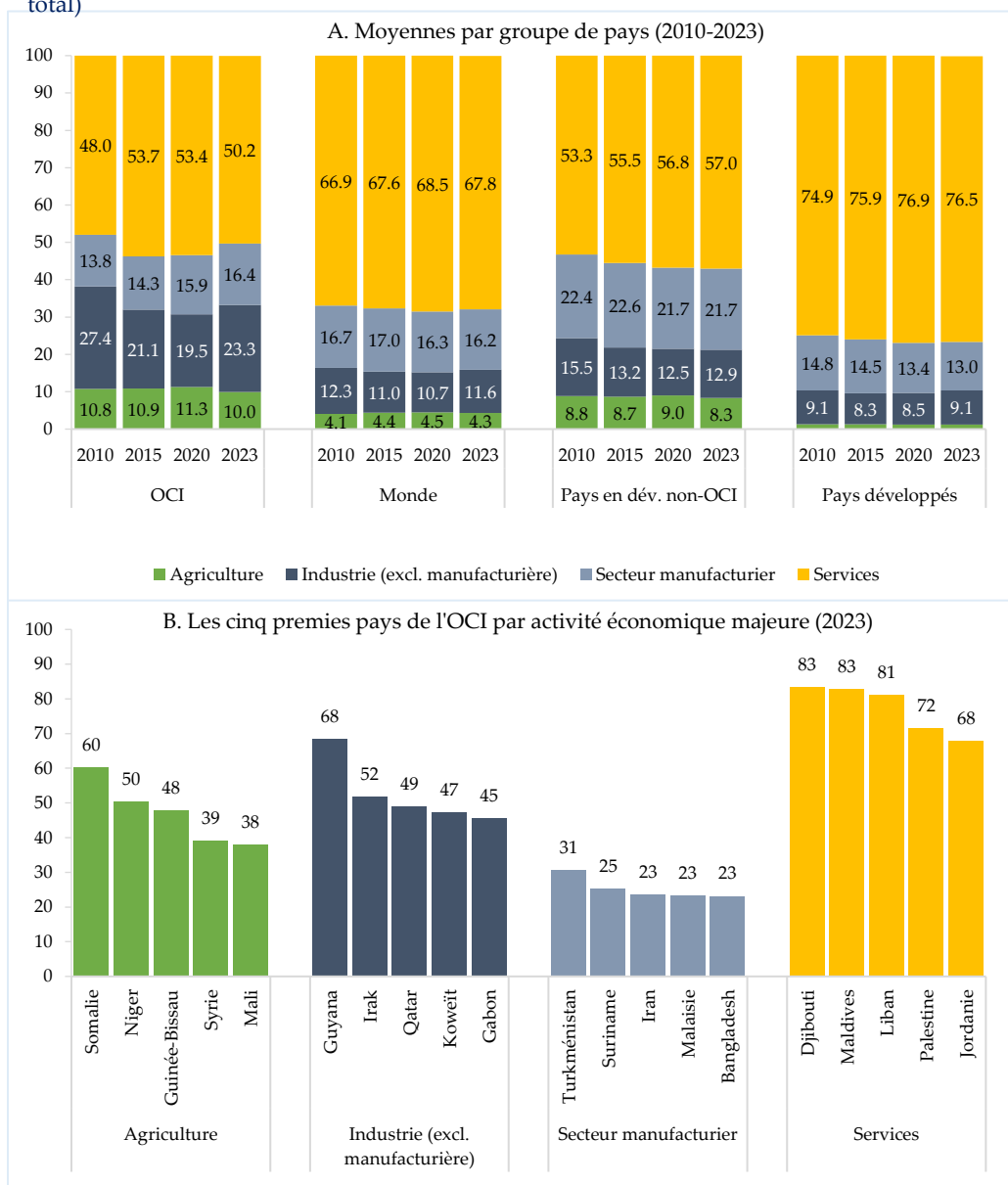
Source : FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2024, et Mise à jour des perspectives économiques mondiales, juillet 2025.

Les activités industrielles regagnent du poids dans le PIB

La composition du PIB révèle des indications importantes sur la structure des économies (graphique 2.10). Les dernières données disponibles pour 2023 montrent que les activités agricoles, qui ne constituent que 1,3% de la valeur ajoutée totale dans les pays développés, ont une part élevée de 10,0% de la valeur ajoutée totale dans les pays de l'OCI, ce qui est encore plus élevé que

dans les pays en développement non membres de l'OCI (8,3%). Le secteur agricole revêt une importance particulière pour les pays de l'OCI en Afrique subsaharienne ; sa part dans la valeur ajoutée totale atteint 60 % en Somalie, 50 % au Niger, 48 % en Guinée-Bissau, 39 % en Syrie et 38 % au Mali.

Graphique 2.10: Répartition de la valeur ajoutée par activité économique principale (% du total)

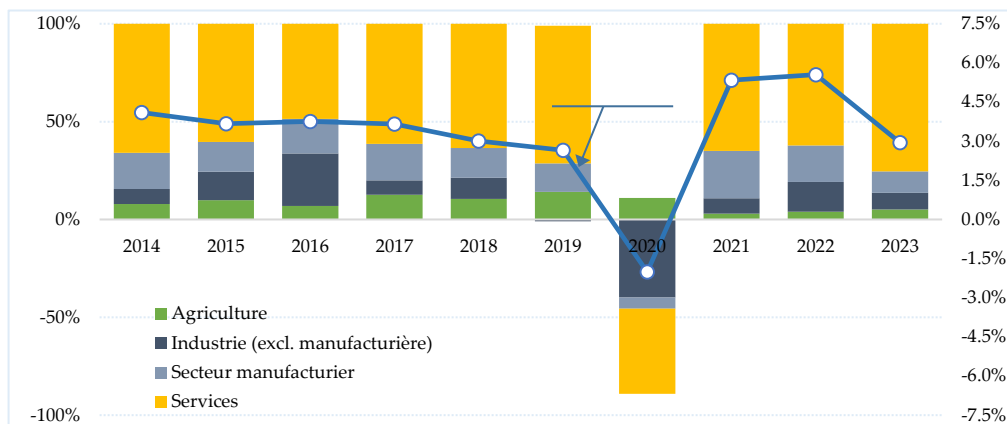


Source : Calculs effectués par le personnel du SESRIC sur la base des données – aux prix courants en dollar – provenant de la Division de statistique des Nations Unies (UNSD), Comptes nationaux – Analyse des principaux agrégats (AMA). Remarque : le terme « agriculture » comprend l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (ISIC A-B), le terme « industrie » comprend les mines, la fabrication, les services publics et la construction (ISIC C-F), et le terme « services » comprend les activités de services (ISIC G-P). Couverture des données : 57 pays de l'OCI, 115 pays en développement non membres de l'OCI et 40 pays développés.



La part de l'industrie non-manufacturière est beaucoup plus élevée dans le groupe des pays de l'OCI par rapport au reste du monde, en grande partie en raison des industries d'extraction de combustibles fossiles substantielles dans de nombreux pays de l'OCI. Bien que cette part ait connu une lente diminution au cours de la période 2010-2020 au niveau mondial, elle a connu une augmentation significative en 2023. Pour les pays de l'OCI, elle a été en moyenne de 23,3% en 2023 après avoir baissé de 27,4% en 2010 à un minimum record de 19,5% en 2020. Ce secteur représente environ deux tiers (68 %) de la valeur ajoutée totale au Guyana, 52 % en Irak, 49 % au Qatar, 47 % au Koweït et 45 % au Gabon, ainsi que plus d'un tiers de la valeur ajoutée totale dans six autres pays membres fortement impliqués dans l'extraction pétrolière et gazière : Azerbaïdjan, Oman, Brunei Darussalam, Libye, Émirats arabes unis et Arabie saoudite.

Graphique 2.11: Contribution sectorielle à la croissance de la valeur ajoutée dans les pays de l'OCI



Source : Calculs effectués par le personnel du SESRIC sur la base des données – à prix constants de 2015 en dollars américains – provenant de la Division de statistique des Nations Unies (UNSD), Comptes nationaux – Analyse des principaux agrégats (AMA). Remarque : le terme « agriculture » comprend l'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche (ISIC A-B), le terme « industrie » comprend les mines, la fabrication, les services publics et la construction (ISIC C-F), et le terme « services » comprend les activités de services (ISIC G-P). Couverture des données : 57 pays de l'OCI.

Le secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, a une part de 16,4% dans la valeur ajoutée totale des pays de l'OCI, ce qui est plus élevé que celui des pays développés (13,0%) mais nettement inférieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (21,7%). Ce secteur représente 31 % de la valeur ajoutée totale au Turkménistan, 25 % au Suriname et 20 à 23 % dans sept autres pays membres, à savoir l'Iran, la Malaisie, le Bangladesh, la Türkiye, l'Ouzbékistan, Bahreïn et l'Indonésie.

Bien qu'il ait cédé du terrain aux activités industrielles, le secteur des services continue de jouer un rôle clé dans la majorité des économies de l'OCI, représentant en moyenne 50,2% de la valeur ajoutée totale dans le groupe de l'OCI. Cette part est encore basse, si l'on considère que le secteur représente les trois quarts (76,5%) de la valeur ajoutée totale dans les pays développés et 57,0% dans les pays en développement non membres de l'OCI, la moyenne mondiale étant de 67,8%. Dans le groupe de l'OCI, cette part atteint 83% à Djibouti et aux Maldives, 81% au Liban, 72% en Palestine et 68% en Jordanie, alors qu'elle est d'au moins 50% dans 23 autres pays membres.

Le secteur des services, qui a connu une croissance annuelle moyenne de 3,9 % au cours de la dernière décennie, a été le principal contributeur à la croissance économique dans les pays de l'OCI, représentant généralement plus des trois quarts de la croissance totale de la valeur ajoutée

à prix constants (*graphique 2.11*). En 2023, le secteur a connu une croissance de 4,5 % et a de nouveau été le principal contributeur à la croissance de la valeur ajoutée totale (2,9 %), 75,4 % de cette croissance provenant des services. En revanche, le secteur non manufacturier n'a progressé que de 1,5 % en 2023, contre 4,5 % en 2022, contribuant à hauteur de 8,4 % à la croissance de la valeur ajoutée, contre 15,3 % un an plus tôt. L'industrie manufacturière, quant à elle, a connu une croissance de 2,4 % en 2023 et a représenté 11,1 % de la croissance, soit une baisse par rapport aux 18,6 % enregistrés en 2022. La contribution du secteur agricole est passée de 4,0 % en 2022 à 5,2 % en 2023 ; par ailleurs, la croissance de la valeur ajoutée agricole a diminué, passant de 2,0 % en 2022 à 1,6 % en 2023.

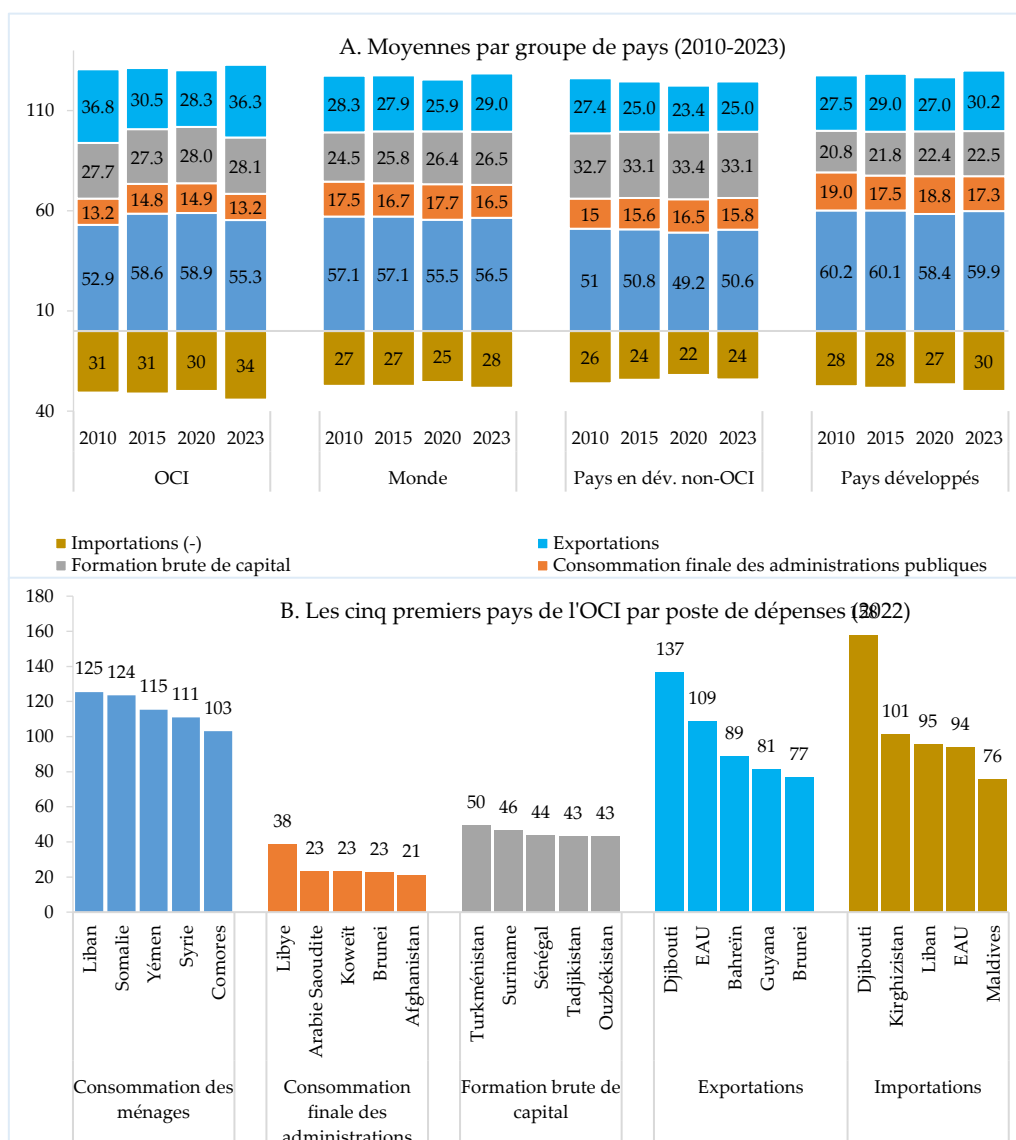
L'analyse de la composition du PIB du côté des dépenses révèle que les dépenses de consommation finale (par les ménages et le gouvernement) ont continué à avoir la plus grande part du PIB au fil des ans dans les pays de l'OCI ainsi que dans le reste du monde (*graphique 2.12.A*). En 2023, La consommation des ménages a représenté 55,3% du PIB dans les pays de l'OCI, ce qui est supérieur à celui des pays en développement non membres de l'OCI (50,6%) mais inférieur à celui des pays développés (59,9%). Ce ratio était particulièrement élevé au Liban (125 %) et en Palestine (124 %), et dépassait également 100 % au Yémen, en Syrie et aux Comores. Cela reflète le fait qu'une part importante de la demande intérieure privée dans ces pays a été satisfaite par des biens et services importés. Dans deux autres pays de l'OCI, à savoir l'Afghanistan et la Guinée-Bissau, ce ratio était supérieur à 90 %, alors qu'il n'était que de 11 % au Turkménistan et de 22 % au Qatar.

La part des dépenses de consommation finale des administrations publiques dans le PIB a été relativement faible dans les pays de l'OCI par rapport aux pays développés et aux autres pays en développement. En 2023, cette part s'élevait en moyenne à 13,2 % dans les pays de l'OCI, contre 15,8 % dans les pays en développement non membres de l'OCI et 17,3 % dans les pays développés, avec une moyenne mondiale de 16,5 %. Parmi les pays de l'OCI, le taux le plus élevé a été enregistré en Libye avec 38 %, suivie par l'Arabie saoudite, le Koweït et le Brunei Darussalam (23% chacun), puis l'Afghanistan (21 %). En revanche, cette proportion était aussi faible que 4 % au Nigeria et inférieure à 10 % dans quatorze autres pays, dont la Sierra Leone, le Bangladesh, la Syrie, l'Égypte, la Somalie, la Gambie, l'Indonésie, le Tchad, le Soudan, l'Ouganda, le Turkménistan, les Comores, le Bénin et le Suriname.

La formation brute de capital (FBC), également appelée "investissement", et est un indicateur important pour une économie dans la mesure où elle montre la valeur totale des ajouts aux actifs productifs, qui sont destinés à être utilisés dans la production d'autres biens et services. Ainsi, une part élevée du FBC dans le PIB est souhaitable pour la croissance économique à long terme, car les investissements actuels conduisent à une plus grande production future. Le *graphique 2.12.B* montre que cette part a été relativement stable au cours de la dernière décennie et s'est établie en moyenne à 28,1% en 2023 pour les pays de l'OCI, ce qui est inférieur à la moyenne des pays en développement non membres de l'OCI (33,1%) mais supérieur à la moyenne des pays développés (22,5%). Le GCF représentait la moitié (50 %) du PIB du Turkménistan, soit le ratio le plus élevé parmi les pays membres de l'OCI et dans le monde. Ce ratio était d'au moins 40 % dans sept autres pays (Suriname, Sénégal, Tadjikistan, Ouzbékistan, Mauritanie, Iran et Bénin) et inférieur à 10 % dans trois pays (Syrie, Guinée-Bissau et Irak).



Graphique 2.12: PIB par dépense (% du total)



Source : Calculs effectués par le personnel du SESRIC sur la base des données – aux prix courants en dollars américains – provenant de la Division de statistique des Nations Unies (UNSD), Comptes nationaux – Analyse des principaux agrégats (AMA). Couverture des données : 57 pays de l'OCI, 114 pays en développement non membres de l'OCI et 40 pays développés.

Le commerce international - des biens et des services - a continué à représenter une part plus importante du PIB dans les pays de l'OCI que dans les pays développés et en développement en 2023. En outre, la part des exportations et des importations dans le PIB a augmenté en 2023 par rapport à l'année 2020 dans tous ces groupes de pays, à mesure que les graves perturbations induites par la pandémie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et les services de voyage disparaissent progressivement. La part des exportations a augmenté de 8,0 points de pourcentage et a atteint en moyenne 36,3% pour les pays de l'OCI, tandis qu'elle a baissé à 25,0%

pour les pays en développement non membres de l'OCI et à 30,2% pour les pays développés. La part des importations a augmenté, de 4,3 points de pourcentage à 34,2% pour les pays de l'OCI et elle était toujours plus élevée que la moyenne des deux groupes de pays en comparaison (graphique 2.12.A).

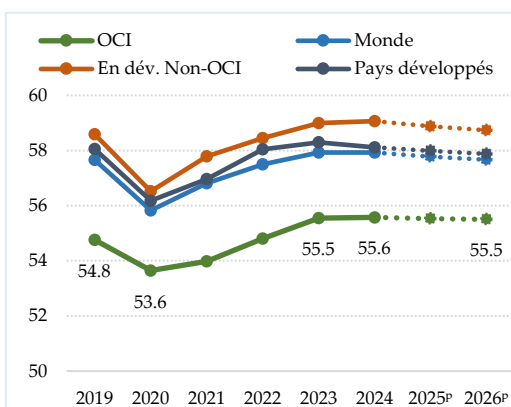
Parmi les pays de l'OCI, Djibouti avait la part la plus élevée des exportations dans le PIB à 137%, se classant au cinquième rang au niveau mondial. Cette part a atteint 109 % aux Émirats arabes unis, 89 % à Bahreïn, 81 % au Guyana et 77 % au Brunei Darussalam. En termes de part des importations dans le PIB, Djibouti (158%) s'est également classé au premier rang de l'OCI et au quatrième rang mondial. Cette part atteignait 101 % au Kirghizistan, 95 % au Liban, 94 % aux Émirats arabes unis, 76 % aux Maldives et plus de 50 % dans 14 autres pays membres. À l'opposé, le ratio importations/PIB était aussi bas que 16 % au Soudan et 18 % au Pakistan et au Bangladesh.

CHOMAGE

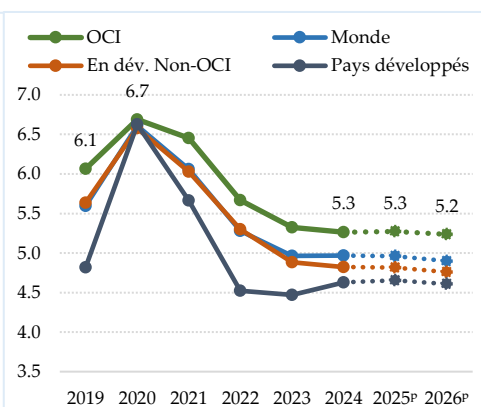
Le taux de chômage est resté stable à 5,3 % en 2024

Les marchés du travail ont poursuivi leur reprise après la pandémie, les niveaux d'emploi dépassant ceux enregistrés avant la pandémie. Cependant, le rythme de la reprise a ralenti après 2023, les tendances récentes indiquant une stabilisation et un léger déclin prévu pour les années à venir.

Graphique 2.13 Ratio emploi-population (%)



Graphique 2.14: Le taux de chômage (%)



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur ILOSTAT, estimations modélisées de l'OIT, novembre 2024.

En 2024, le ratio emploi-population (REP)¹ a atteint 57,9 % à l'échelle mondiale, soit légèrement plus que les 57,7 % enregistrés en 2019. En raison des perspectives économiques mondiales modérées, le REP devrait légèrement diminuer au cours des deux prochaines années, pour atteindre 57,7 % d'ici 2026. Bien que tous les groupes de pays aient suivi une tendance similaire après la pandémie, les pays en développement non membres de l'OCI et les pays développés ont maintenu des taux d'achats en ligne supérieurs à la moyenne mondiale, enregistrant respectivement 59,1 % et 58,1 % en 2024. En comparaison, le REP dans les pays de l'OCI est resté nettement inférieur à celui du reste du monde tout au long de la période considérée, ce qui met en évidence la sous-utilisation persistante de la main-d'œuvre dans ce groupe. Le REP dans les

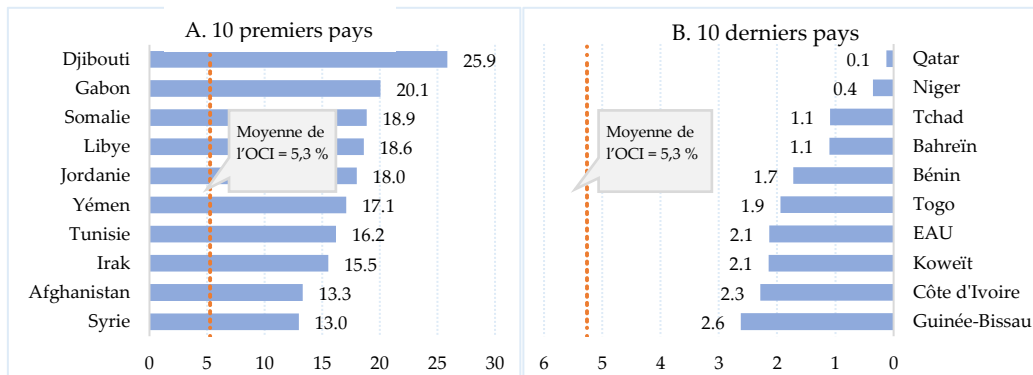


pays de l'OCI a légèrement augmenté, passant de 55,5 % en 2023 à 55,6 % en 2024. Les projections indiquent qu'il restera globalement stable jusqu'en 2025-2026, se maintenant au-dessus des niveaux d'avant la pandémie, mais en dessous du graphique de 2024 (*graphique 2.13*).

Selon les estimations de l'OIT, il y avait 186,0 millions de chômeurs dans le monde² en 2024, soit environ 2,6 millions (1,4%) plus que l'année précédente. Bien que le chômage ait également augmenté dans le groupe de l'OCI, cette augmentation n'a été que d'environ 300 000 personnes (0,7 %), pour atteindre 42,3 millions. Malgré cette augmentation, la part du groupe dans le monde a diminué, passant de 22,9 % en 2023 à 22,8 % en 2024. Alors que les estimations pour 2025 indiquent une nouvelle augmentation, bien que modeste (0,8 %), du chômage mondial, le groupe de l'OCI devrait connaître une hausse de 2,3 %, le nombre de chômeurs atteignant 43,3 millions, soit 23,1 % du total mondial.

En outre, le taux de chômage reste plus élevé dans le groupe de l'OCI par rapport aux moyennes mondiales (*graphique 2.14*).. En 2024, il s'élèvera à 5,3% pour les pays de l'OCI, à 4,6% pour les pays développés et à 4,8% pour les pays en développement non membres de l'OCI, avec une moyenne mondiale de 5,0%. Le taux de chômage du groupe OIC était de 5,7 % en 2022, en baisse par rapport à 6,7 % en 2020, le niveau le plus élevé enregistré depuis 2019. Bien que les taux de chômage aient considérablement diminué dans tous les groupes depuis leur pic de 2020, atteignant même des niveaux inférieurs à ceux enregistrés avant la pandémie, la tendance à la baisse s'est depuis stabilisée. Les estimations indiquent que le chômage est resté globalement inchangé entre 2023 et 2024, les projections suggérant une stabilité similaire en 2025, avant que seules des améliorations marginales ne soient attendues par la suite.

Graphique 2.15: Taux de chômage dans les pays de l'OCI, 2024 (%)



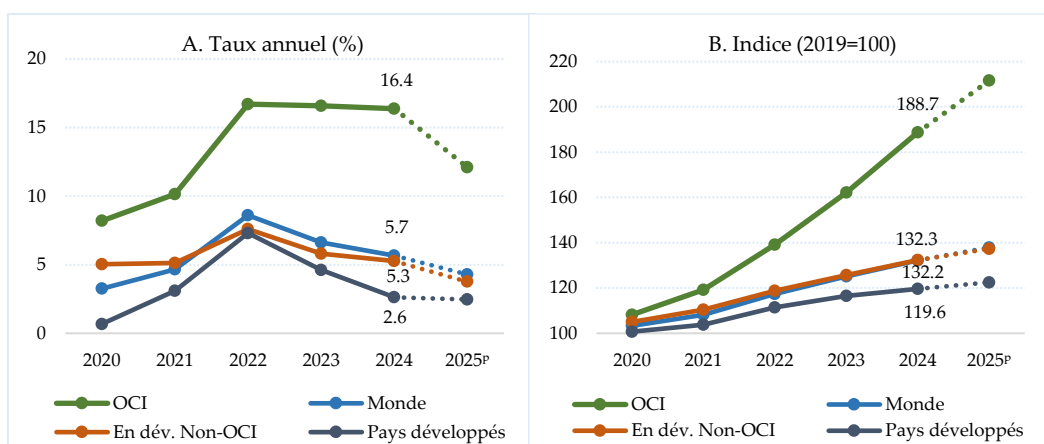
Source: ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2024. Les données excluent le Liban, la Palestine et le Les dernières estimations indiquent qu'en 2024, le taux de chômage a diminué dans 33 pays de l'OCI par rapport à l'année précédente, notamment au Guyana, en Türkiye, au Kirghizistan et en Afghanistan, tandis qu'il a augmenté dans 21 pays, dont la Tunisie, les Maldives, le Bangladesh et le Turkménistan. Très variable selon les pays de l'OCI, le taux de chômage atteignait 25,9% à Djibouti (le troisième taux le plus élevé au monde après l'Eswatini et l'Afrique du Sud), suivi du Gabon (20,1%), de la Somalie (18,9%), de la Libye (18,6%) et de la Jordanie (18,0%) (*graphique 2.15.A*). À l'autre bout du spectre, il n'était que de 0,1% au Qatar (le plus bas du monde), de 0,4% au Niger, de 1,1 % tant au Tchad qu'au Bahreïn et de 1,7% au Benin (*graphique 2.15.B*)

INFLATION

L'inflation des prix à la consommation devrait diminuer de 16,4 % en 2024 à 12,1 % en 2025.

L'inflation des prix à la consommation - mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) - a diminué au niveau mondial en 2024 après avoir atteint des niveaux record en 2022. Toutefois, en moyenne, la diminution a été moins importante dans les pays de l'OCI (0,3 points de pourcentage) par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI (2,3 points de pourcentage) et aux pays développés (4,7 points de pourcentage).

Graphique 2.16: Taux d'inflation (moyenne annuelle des prix à la consommation)



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur les données du FMI, Perspectives économiques mondiales, avril 2024, et mise à jour de juillet 2024. Note: P= Projection Moyennes des groupes sont calculés sous la forme d'une moyenne pondérée des indices des prix nationaux, les pondérations étant le PIB de chaque pays respectif en dollars courants internationaux basés sur la PPA. Les moyennes du groupe excluent le Venezuela.

En 2024, l'inflation dans les pays de l'OCI est tombée à 16,4%, contre 16,6% en 2023. Si l'on considère que le taux d'inflation a baissé à 2,6% dans les pays développés et à 5,3 % dans les pays en développement non membres de l'OCI - avec une moyenne de 5,7% au niveau mondiale — les pays de l'OCI, en moyenne, ont continué à avoir un taux d'inflation beaucoup plus élevé en 2024. Cette tendance devrait également se poursuivre en 2025. L'inflation mondiale devrait continuer à baisser pour atteindre 4,3 %, sous l'effet d'une baisse significative de l'inflation dans les pays de l'OCI (à 12,1 %) et dans les pays en développement non membres de l'OCI (à 3,8 %), tandis que l'inflation dans les pays développés stagne (à 2,5 %) (*graphique 2.16.A*).

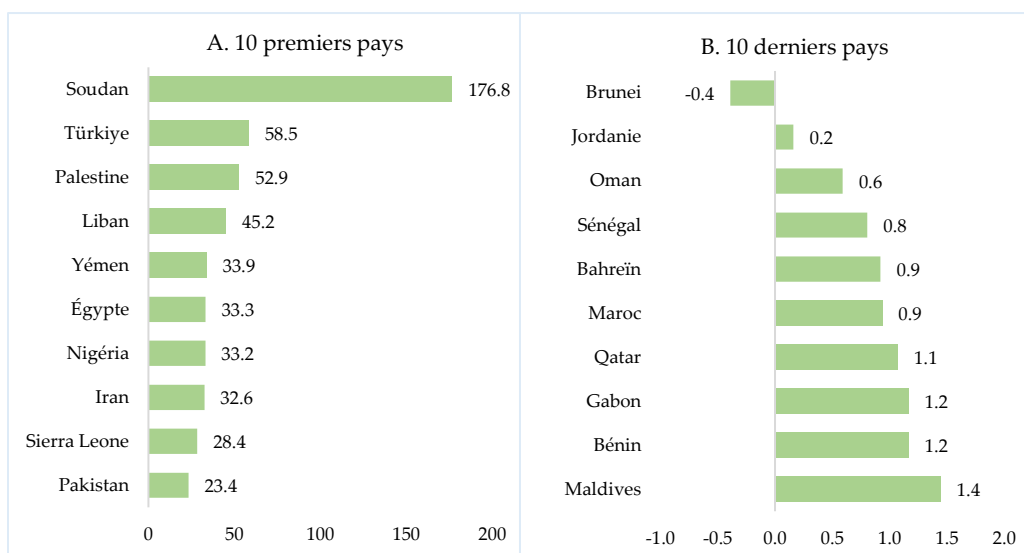
Avec les taux d'inflation annuels observés dans les pays de l'OCI au cours de la période de 5 ans de 2020 à 2024, les prix moyens à la consommation en 2024 étaient 88,7% plus élevés que ceux de 2019, ce qui était considérablement plus élevé que l'augmentation moyenne mondiale de 32,2%. Au cours de la même période, les prix moyens ont augmenté de 32,3% dans les pays en développement non membres de l'OCI et seulement de 19,6% dans les pays développés (*graphique 2.16.B*).



Parmi les pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation annuel le plus élevé, soit 176,8% en 2024, ce qui le place au troisième rang mondial après le Zimbabwe (736,1%) et l'Argentine (219,9%). Les autres pays de l'OCI qui sont classés parmi les 10 premiers au niveau mondial comprennent la Türkiye (58,5%), la Palestine (52,9%), le Liban (45,2%) et le Yémen (33,9%). En plus de ces cinq pays, l'Égypte, le Nigeria, l'Iran, la Sierra Leone et le Pakistan figurent également parmi les dix premiers pays de l'OCI (*graphique 2.17.A*).

D'autre part, seul un pays de l'OCI, à savoir le Brunei Darussalam, a enregistré un taux d'inflation négatif en 2024, à -0,4 %. De plus, l'inflation était aussi faible que 0,2 % en Jordanie, 0,6 % à Oman, 0,8 % au Sénégal et 0,9 % à Bahreïn et au Maroc (*graphique 2.17.B*).

Graphique 2.17: Inflation dans les pays de l'OCI, 2024



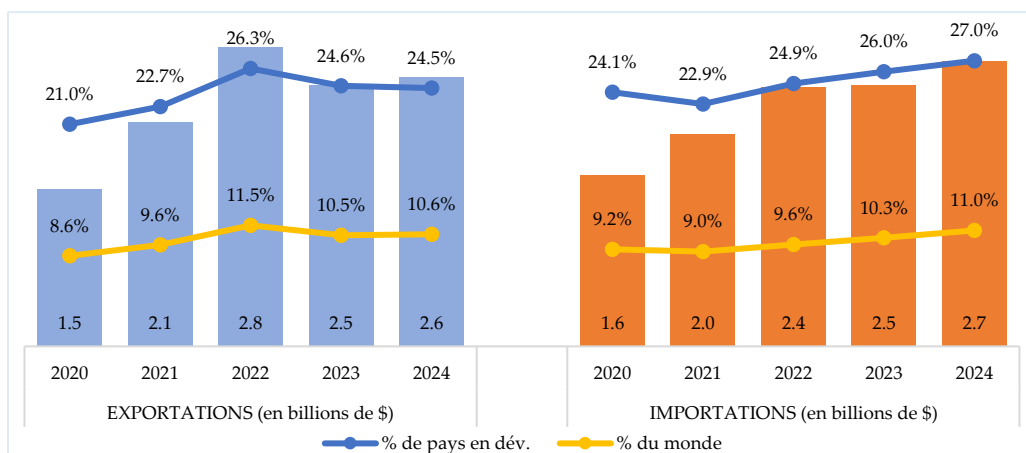
Source: FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025 Note: Variation annuelle moyenne de l'IPC. Hors l'Afghanistan et la Syrie.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce des marchandises augmente en 2024, les exportations menant la croissance

En 2024, les exportations et les importations des pays de l'OCI ont augmenté par rapport à l'année précédente. Les exportations ont légèrement augmenté de 3,1 %, passant de 2,5 billion de dollars en 2023 à 2,6 billion de dollars en 2024. De plus, la part des pays de l'OCI dans les exportations mondiales a légèrement augmenté, passant de 10,5 % à 10,6 % au cours de ces mêmes années. En revanche, les importations de marchandises ont augmenté de 9,0 %, atteignant 2 700 milliards de dollars en 2024, contre 2 500 milliards en 2023. Cela a contribué à une augmentation de la part dans les importations mondiales, qui est passée de 10,3 % en 2023 à 11,0 % en 2024. Une tendance similaire a été observée dans la part des pays de l'OCI dans le commerce des marchandises des pays en développement : leur part dans les exportations a légèrement diminué, passant de 24,6 % en 2023 à 24,5 % en 2024, tandis que leur part dans les importations a augmenté, passant de 26,0 % à 27,0 % au cours de la même période (*graphique 2.18*).

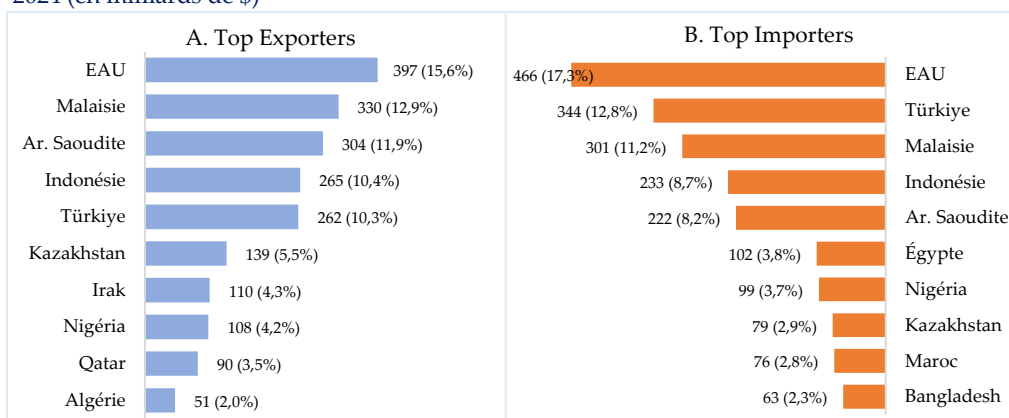
Graphique 2.18: Commerce international de marchandises des pays de l'OCI



Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données du FMI, Direction of Trade Statistics (DOTS), en juin 2025. Note : les exportations sont évaluées sur une base franco à bord (FOB), tandis que les importations sont évaluées sur une base coût, assurance et fret (CIF). Couverture des données : 57 pays de l'OCI.

En ce qui concerne la part des pays membres individuels dans les exportations totales de marchandises du groupe de l'OCI, on observe que quelques pays continuent à dominer (*graphique 2.19.A*). En 2024, les cinq premiers exportateurs représentaient 61,0% des exportations totales de marchandises de tous les pays membres, tandis que les dix premiers représentaient 80,6%. Les Émirats arabes unis ont ouvert la voie avec 397 milliards de dollars d'exportations de marchandises et une part de 15,6% des exportations totales de l'OCI en 2024. Elles sont suivis par la Malaisie (330 milliards de dollars, 12,9%), l'Arabie saoudite (304 milliards de dollars, 11,9%), l'Indonésie (265 milliards de dollars, 10,4%) et la Türkiye (262 milliards de dollars, 10,3%). De plus, le Kazakhstan, l'Irak, le Nigeria, le Qatar et l'Algérie figuraient parmi les 10 principaux exportateurs de l'OCI en 2024.

Graphique 2.19: Principaux pays de l'OCI dans le commerce international de marchandises, 2024 (en milliards de \$)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), à compter de juin 2025. Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays respectif dans le total de l'OCI. Couverture des données: 57 pays de l'OCI.



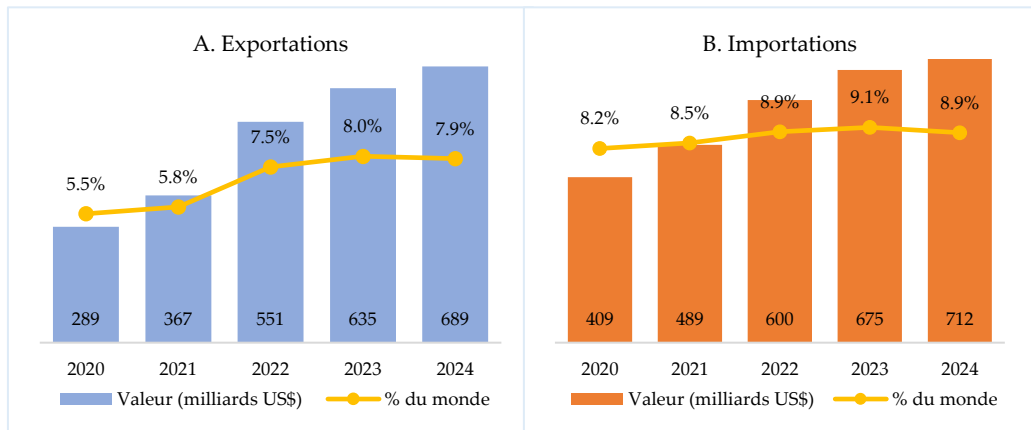
De même, les importations de marchandises des pays de l'OCI étaient également fortement concentrées dans quelques pays en 2024. Comme le montre le *graphique 2.19.B*, les Émirats arabes unis étaient le premier importateur avec 466 milliards de dollars US d'importations, représentant 17,3% des importations totales des pays de l'OCI. Il est suivi par la Türkiye (344 milliards de dollars, 12,8%), la Malaisie (301 milliards de dollars, 11,2%), l'Indonésie (233 milliards de dollars, 8,7%) et l'Arabie saoudite (222 milliards de dollars, 8,2%). Les cinq plus grands importateurs représentaient 58,1% des importations totales de marchandises de l'OCI, tandis que les dix plus grands pays, qui comprenaient également l'Égypte, le Nigeria, le Kazakhstan, le Maroc et le Bangladesh, représentaient 73,6% des importations totales de l'OCI.

Les pays de l'OCI continuent d'accroître la valeur de leurs échanges commerciaux dans le domaine des services

Au cours des cinq dernières années, la valeur des échanges de services entre les pays de l'OCI n'a cessé d'augmenter. En 2024, leurs exportations de services ont atteint 689 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,6 % par rapport aux 635 milliards de dollars enregistrés en 2023. Cependant, leur part dans les exportations mondiales de services a légèrement diminué, passant de 8,0 % en 2023 à 7,9 % en 2024, malgré des augmentations régulières entre 2020 et 2023 (*graphique 2.20.A*).

En ce qui concerne les importations, les importations de services des pays de l'OCI ont augmenté de 5,4%, passant de 675 milliards de dollars en 2023 à 712 milliards de dollars en 2024, tandis que leur part dans les importations mondiales de services a diminué de 9,1 % à 8,9 % au cours de la même période (*graphique 2.20.B*).

Graphique 2.20: Commerce international des services des pays de l'OCI

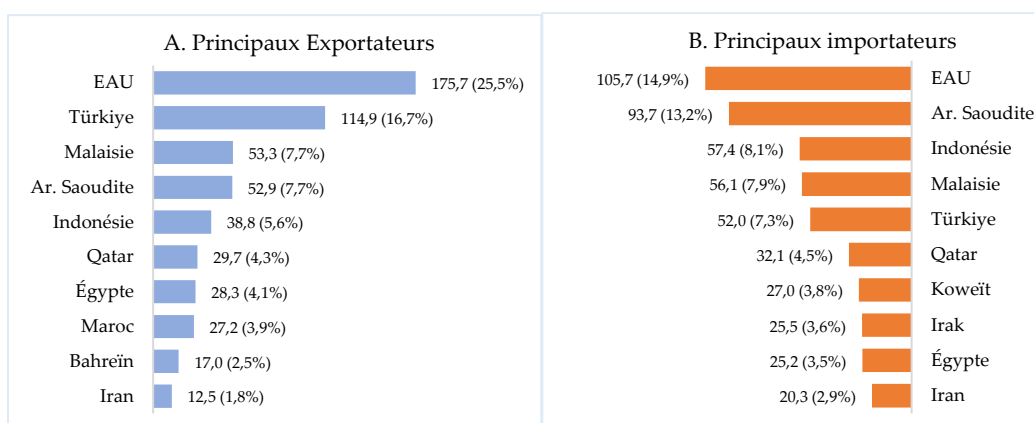


Source: WTO, WTO STATS [2025/08/25].

Tout comme le commerce des marchandises, le commerce des services des pays de l'OCI était également concentré dans quelques pays en 2024. Les Émirats arabes unis, avec 175,7 milliards de dollars d'exportations de services et une part de 25,5% des exportations totales de services des pays de l'OCI, ont été le premier exportateur de services. Elle était suivie par Türkiye (114,9 milliards de dollars, 16,7 %), la Malaisie (53,3 milliards de dollars, 7,7 %), l'Arabie saoudite (52,9

milliards de dollars, 7,7 %) et l'Indonésie (38,8 milliards de dollars, 5,6 %) (*graphique 2.21.A*). Il convient de noter que les deux premiers pays représentaient à eux seuls 42,2 % du total. Pour les dix premiers exportateurs, incluant également le Qatar et l'Égypte, le Maroc, Bahreïn et l'Iran, ce ratio a augmenté pour atteindre 79,8 %. En termes d'importations de services, les Émirats arabes unis étaient le principal importateur avec une valeur de 105,7 milliards de dollars, représentant 14,9% des importations totales de services des pays de l'OCI. Elle est suivie par l'Arabie Saoudite (93,7 milliards de dollars, 13,2%), l'Indonésie (57,4 milliards de dollars, soit 8,1 %), la Malaisie (56,1 milliards de dollars, soit 7,9 %) et la Türkiye (52,0 milliards de dollars, soit 7,3 %) (*graphique 2.21.B*). Alors que ces cinq premiers importateurs représentaient plus de la moitié (51,3%) du total, ce ratio atteignait 69,6% pour les dix premiers pays, qui comprenaient également le Qatar, le Koweït, l'Irak, l'Égypte et l'Iran.

Graphique 2.21: Principaux pays de l'OCI dans le commerce international des services, 2024



Source: WTO, WTO STATS [2025/08/25]. Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays respectif dans le total de l'OCI.

La balance commerciale se détériore pour les biens mais s'améliore pour les services en 2024

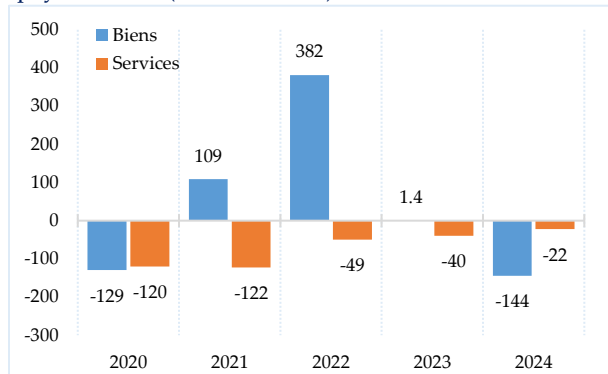
Entre 2021 et 2023, les pays de l'OCI ont été, dans leur ensemble, des exportateurs nets dans le commerce des marchandises, bien que leur excédent ait fortement diminué en 2023 à 1,4 milliard de dollars. En 2024, cette tendance s'est inversée, le groupe affichant un déficit commercial de 144 milliards de dollars, encore plus important qu'en 2020 (129 milliards de dollars) (*graphique 2.22*).

En 2024, seuls 17 pays de l'OCI ont enregistré un excédent commercial, l'Arabie saoudite arrivant en tête avec 82,0 milliards de dollars. Parmi les autres pays affichant des excédents importants, on peut citer le Kazakhstan (60,4 milliards de dollars), le Qatar (57,1 milliards de dollars), l'Irak (51,4 milliards de dollars), l'Indonésie (31,3 milliards de dollars), la Malaisie (28,9 milliards de dollars) et le Guyana (16,0 milliards de dollars). En revanche, la plupart des pays de l'OCI ont enregistré des déficits commerciaux, le plus important étant celui de la Türkiye (82,2 milliards de dollars) suivi par les Émirats arabes unis (68,6 milliards de dollars), l'Égypte (55,1 milliards de dollars), l'Iran (36,9 milliards de dollars), le Maroc (31,1 milliards de dollars), le Koweït (31,0 milliards de dollars) et du Bangladesh (21,7 milliards de dollars).



Dans le domaine du commerce des services, les pays de l'OCI sont restés, dans leur ensemble, des importateurs nets au cours de la période quinquennale 2020-2024, bien que le déficit se soit considérablement réduit au cours des trois dernières années. En 2024, le déficit commercial global des services s'élevait à 22 milliards de dollars, soit le niveau le plus bas enregistré au cours de la période considérée (*graphique 2.22*). Au niveau des pays, 14 pays de l'OCI ont enregistré un excédent en 2024 : Émirats arabes unis, Türkiye, Maroc, Tunisie, Bahreïn, Albanie, Maldives, Jordanie, Égypte, Liban, Gambie, Togo, Djibouti et Kirghizistan. Parmi ces pays, les Émirats arabes unis ont enregistré le plus important excédent, avec 70 milliards de dollars, suivis par la Türkiye (62,9 milliards de dollars) et le Maroc (14,7 milliards de dollars). Du côté des déficits, l'Arabie saoudite a enregistré le chiffre le plus important, avec 40,8 milliards de dollars, suivie par l'Indonésie (18,7 milliards), l'Irak (17,2 milliards), le Koweït (15,4 milliards) et le Nigeria (13,2 milliards).

Graphique 2.22: Balance commerciale globale des pays de l'OCI (US\$, milliards)

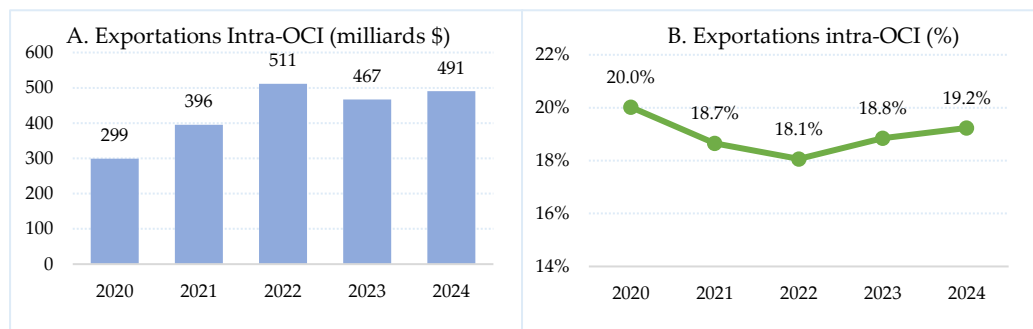


Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données du FMI, de la Direction des statistiques commerciales (DOTS) et du portail de données de l'OMC.

Les exportations intra-OCI ont augmenté pour atteindre 19,2 % en 2024, parallèlement à une croissance en valeur.

Les exportations de marchandises entre les pays de l'OCI (exportations intra-OCI) ont suivi une tendance similaire à celle des exportations totales et ont augmenté en 2024. Les exportations intra-OCI ont augmenté de 5,2 %, passant de 467 milliards en 2023 à 491 milliards en 2024 (*graphique 2.23.A*). De plus, la part des exportations intra-OCI dans le total des exportations de l'OCI a augmenté de 0,4 point de pourcentage, passant de 18,8 % en 2023 à 19,2 % en 2024 (*graphique 2.23.B*). La lenteur de la croissance des flux commerciaux intra-OCI réduit les perspectives d'atteindre l'objectif de 25% fixé dans le programme d'action de l'OCI.

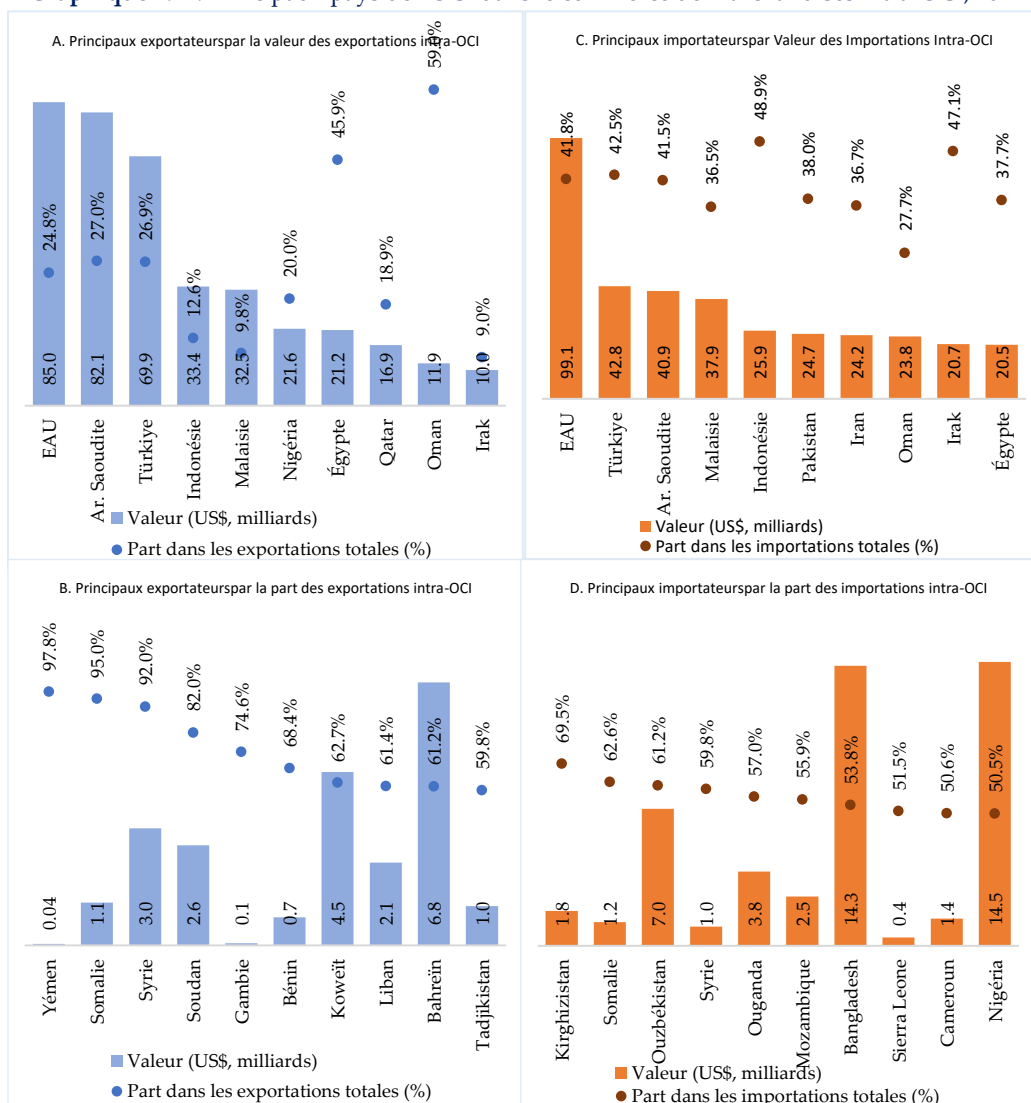
Graphique 2.23: Commerce des marchandises au niveau intra-OCI



Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données du FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), à compter du 28 juin 2025.

Parmi les pays de l'OCI, les Émirats arabes unis ont été le premier exportateur vers les autres pays de l'OCI en 2024, avec 85 milliards de dollars, soit 17,3 % du total des exportations intra-OCI. Elle était suivie par l'Arabie saoudite (82,1 milliards de dollars, soit 16,7 %), Türkiye (69,9 milliards de dollars, soit 14,2 %), l'Indonésie (33,4 milliards de dollars, soit 6,8 %) et la Malaisie (32,5 milliards de dollars, soit 6,6 %). Les trois premiers pays représentaient à eux seuls près de la moitié (48,3%) du total des exportations intra-OCI, tandis que ce ratio atteignait 78,3% pour les 10 premiers pays, dont le Nigeria, l'Égypte, le Qatar, Oman et l'Irak également. Parmi ces dix pays, les exportations d'Oman vers les pays de l'OCI représentaient 59,0 % de ses exportations totales, tandis que l'Irak ne représentait que 9,0 % des exportations intra-OCI (*graphique 2.24.A*).

Graphique 2.24: Principaux pays de l'OCI dans le commerce de marchandises intra-OCI, 2024



Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données du FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), le 28 juin 2025.



En comparaison, certains pays dont les valeurs d'exportation sont relativement modestes ont orienté une part beaucoup plus importante de leurs exportations vers les pays de l'OCI. En 2024, par exemple, les exportations intra-OCI représentaient 97,8 % des exportations totales du Yémen, bien que leur valeur ne s'élevait qu'à 0,04 milliard de dollars. De même, dans neuf autres pays, dont la Somalie, la Syrie, le Soudan, la Gambie, le Bénin, le Koweït, le Liban, Bahreïn et le Tadjikistan, cette proportion variait entre 59,8 % et 95,0 % (*graphique 2.24.B*).

En ce qui concerne les importations intra-OCI, les Émirats arabes unis étaient le plus grand importateur des pays de l'OCI en 2024. Leurs importations totales en provenance des autres pays membres se sont élevées à 99,1 milliards de dollars, soit 18,9% des importations totales intra-OCI. Il a été suivi par la Türkiye (42,8 milliards de dollars, 8,2%), l'Arabie saoudite (40,9 milliards de dollars, 7,8%), la Malaisie (37,9 milliards de dollars, 7,2%) et l'Indonésie (25,9 milliards de dollars, 4,9%). Ces cinq principaux importateurs ont représenté 47,1 % du total des importations intra-OCI en 2024, tandis que les dix principaux importateurs, parmi lesquels figurent également le Pakistan, l'Iran, Oman, l'Irak et l'Égypte, ont représenté 68,8 %. Parmi ces dix pays, les importations de l'Indonésie en provenance des pays de l'OCI représentaient près de la moitié (48,9 %) de ses importations totales, tandis que les importations intra-OCI étaient d'environ 27,7 % à Oman (*graphique 2.24.C*). La part la plus élevée des importations intra-OCI a été enregistrée par le Kirghizistan, avec 69,5 %, bien que ces importations n'aient représenté que 1,8 milliard de dollars. Parmi les autres pays affichant des parts relativement élevées, on peut citer la Somalie (62,6 %), l'Ouzbékistan (61,2 %), la Syrie (59,8 %), l'Ouganda (57,0 %), le Mozambique (55,9 %), le Bangladesh (53,8 %), la Sierra Leone (51,5 %), le Cameroun (50,6 %) et le Nigeria (50,5 %), qui importent tous plus de la moitié de leurs marchandises en provenance des pays de l'OCI (*graphique 2.24.D*).

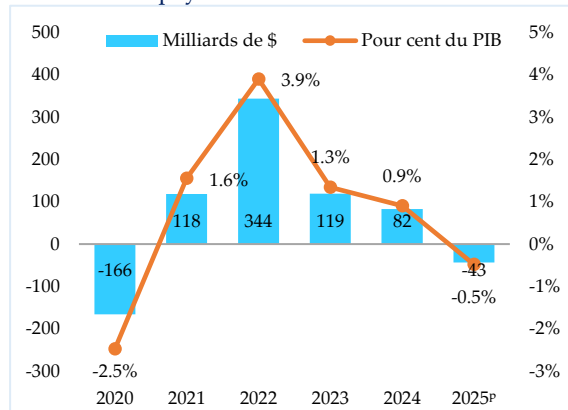
BALANCE DES COMTES COURANTS

L'excédent se réduit à 0,9% du PIB en 2024

Les pays de l'OCI ont collectivement enregistré un excédent du compte courant de 82 milliards de dollars en 2024, contre 119 milliards de dollars l'année précédente (*graphique 2.25*). Les déficits enregistrés en 2024 tant dans le commerce des marchandises que dans celui des services, comme l'illustre le *graphique 2.22*, ont contribué à cette réduction de l'excédent. Parallèlement, l'excédent en pourcentage du PIB a diminué, passant de 1,3% en 2023 à 0,9% en 2024. Les projections du FMI indiquent un déficit de 43 milliards de dollars, soit 0,5 % du PIB, en 2025.

Parmi les pays de l'OCI, les Émirats arabes unis a enregistré le plus important excédent courant en valeur nominale en 2024, avec 49

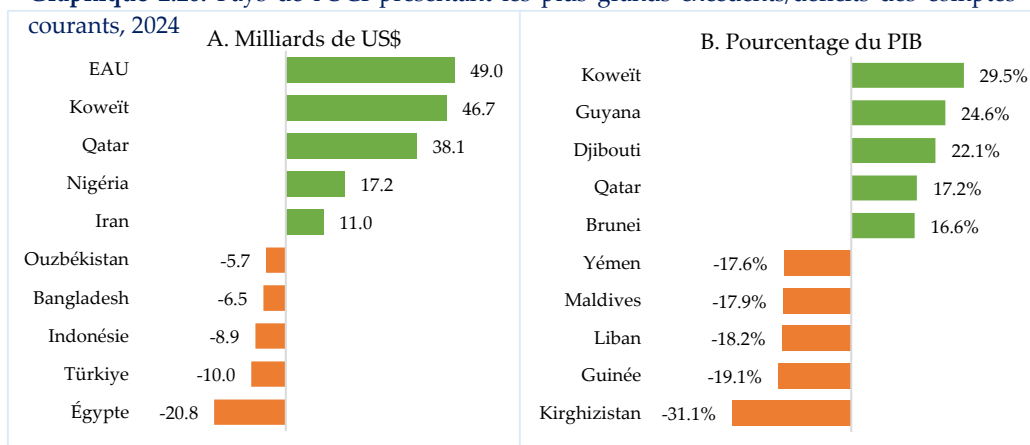
Graphique 2.25: Balance globale du compte courant des pays de l'OCI



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales, avril 2025.
Remarque : les données excluent la Syrie pour toute la période considérée, l'Afghanistan et la Palestine pour 2024-2025, ainsi que le Pakistan et le Liban pour 2025.

milliards de dollars, suivis par le Koweït (46,7 milliards), le Qatar (38,1 milliards), le Nigeria (17,2 milliards) et l'Iran (11 milliards). D'autre part, l'Égypte a enregistré le plus important déficit courant, s'élevant à 20,8 milliards de dollars, suivie par la Türkiye (10 milliards), l'Indonésie (8,9 milliards), le Bangladesh (6,5 milliards) et l'Ouzbékistan (5,7 milliards) (*graphique 2.26.A*). En pourcentage du PIB, l'excédent a atteint 29,5 % au Koweït, suivi par la Guyane (24,6 %), Djibouti (22,1 %), le Qatar (17,2 %) et Brunei Darussalam (16,6 %). À l'autre extrémité du spectre, le déficit courant atteignait 31,1 % du PIB au Kirghizistan, 19,1 % en Guinée, 18,2 % au Liban, 17,9 % aux Maldives et 17,6 % au Yémen (*graphique 2.26.B*), tandis qu'il dépassait également 10 % dans deux autres pays de l'OCI : Mozambique et Sénégal.

Graphique 2.26: Pays de l'OCI présentant les plus grands excédents/déficits des comptes courants, 2024



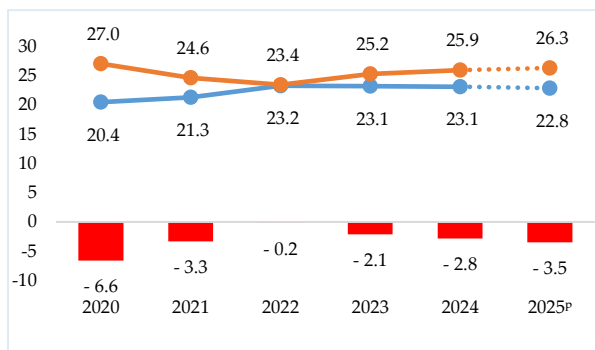
Source: FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales, avril 2025. Note: À l'exception de l'Afghanistan, de la Syrie et de la Palestine.

SOLDE BUDGÉTAIRE

Les déficits publics atteindront 2,8 % du PIB en 2024

Les déficits publics des pays de l'OCI ont de plus augmenté en 2024, atteignant en moyenne 2,8 % du PIB, contre 2,1 % en 2023. Cette augmentation a été principalement due à une légère hausse des dépenses entant que pourcentage du PIB, tandis que les recettes sont restées inchangées. En effet, les dépenses sont passées de 25,2 % du PIB en 2023 à 25,9 % en 2024, tandis que les recettes sont restées stables à 23,1 % du PIB au cours de la même période. Les projections pour 2025 indiquent

Graphique 2.27: Balance fiscale du gouvernement dans l'OCI (% du PIB)



Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, avril 2025. Remarque : les données excluent la Syrie pour toute la période considérée, l'Afghanistan et la Palestine pour 2024-2025, ainsi que le Pakistan et le Liban pour 2025.

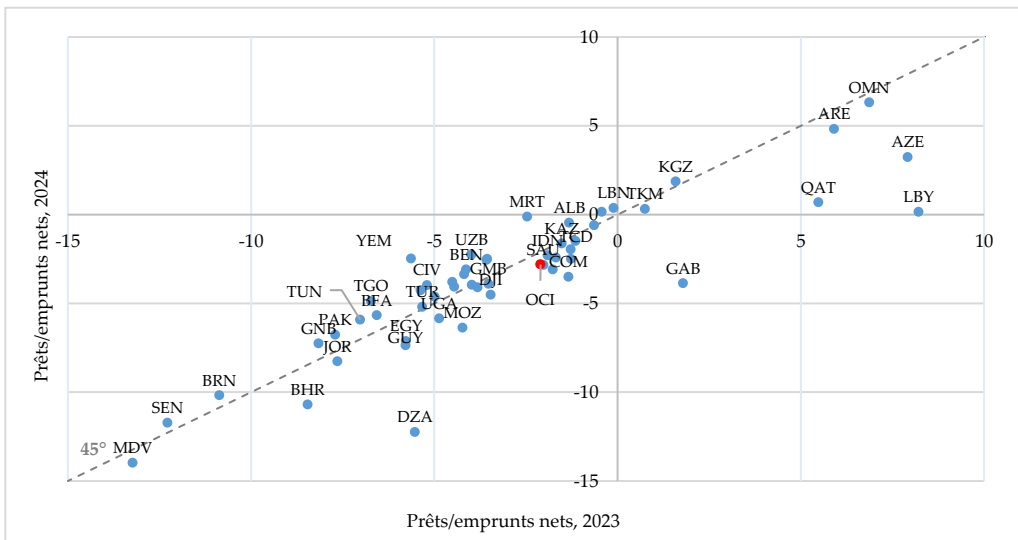


une poursuite de cette tendance, avec une augmentation des dépenses à 26,3% du PIB, une baisse des recettes à 22,8% du PIB et une nouvelle augmentation des déficits à 3,5% du PIB (*graphique 2.27*).

Le maintien de l'équilibre budgétaire est essentiel pour garantir la stabilité économique, contrôler la dette publique et renforcer la confiance des investisseurs à long terme. Les décideurs politiques doivent prendre des mesures rapides pour relever ces défis afin d'éviter l'aggravation des disparités budgétaires et de promouvoir la stabilité économique à long terme.

Le *graphique 2.28* montre que 24 des 54 pays de l'OCI dont les données sont disponibles ont connu une amélioration de leur solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2024 par rapport à l'année précédente. Il convient de noter que le Yémen (de -5,6 % à -2,5 %), la Mauritanie (de -2,5 % à -0,1 %), le Togo (de -6,7 % à -4,9 %), l'Ouzbékistan (de -4,0 % à -2,3 %) et la Côte d'Ivoire (de -5,2 % à -4,0 %) ont connu des variations positives. Par contre, des détériorations significatives ont été observées en Libye (de +8,2 % à +0,2 %), en Algérie (de -5,5 % à -12,2 %), au Gabon (de +1,8 % à -3,9 %), au Qatar (de +5,5 % à +0,7 %) et en Azerbaïdjan (de +7,9 % à +3,2 %). De plus, alors que neuf pays ont enregistré un excédent en 2023, ce nombre est passé à dix en 2024, avec en tête le Koweït (21,6 %), suivi d'Oman (6,3 %), des Émirats arabes unis (4,8 %), de l'Azerbaïdjan (3,2 %) et du Kirghizistan (1,9 %). D'autre part, les Maldives ont enregistré le déficit budgétaire le plus élevé en pourcentage du PIB en 2024, atteignant 14 %, suivies par l'Algérie (12,2 %), le Sénégal (11,7 %), Bahreïn (10,7 %) et Brunei Darussalam (10,2 %).

Graphique 2.28: Balance fiscale du gouvernement dans les pays de l'OCI 2023 vs 2024 (% du PIB)



Source : FMI, Perspectives économiques mondiales, avril 2025. Remarque : voir l'annexe A pour les codes pays. À l'exception de l'Afghanistan, de la Syrie et de la Palestine en raison de l'indisponibilité des données. Les données pour le Koweït ne sont pas affichées en raison de leurs valeurs significativement élevées, qui étaient de 26,3 en 2023 et de 21,6 en 2024.

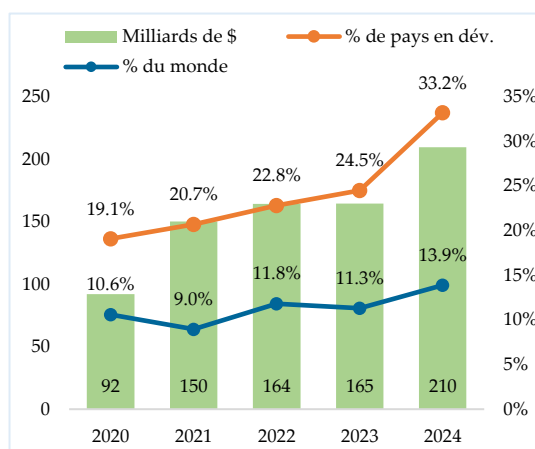
FINANCE INTERNATIONALE

Les flux d'IDE ont augmenté en 2024, bien que les perspectives pour les investissements de type « greenfield » dans de nouveaux projets aient été moins favorables.

Les entrées nettes annuelles d'IDE dans les pays de l'OCI se sont élevées à 210 milliards de dollars américains en 2024, soit une augmentation de 27,3 % par rapport aux 165 milliards de dollars américains de l'année précédente. Alors que les flux d'IDE ont augmenté à l'échelle mondiale (3,7 %), ils ont diminué dans les pays en développement (-6,1 %) (voir le [graphique 1.11](#) ci-dessus). Ainsi, l'augmentation des flux vers les pays de l'OCI a entraîné une augmentation de leur part dans les flux mondiaux ainsi que dans les flux vers les pays en développement en 2024. La part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE a atteint un niveau record de 13,9 % en 2024. De même, leur part dans les flux vers les pays en développement a été estimée à 33,2 % en 2024, contre 24,5 % en 2023 ([graphique 2.29](#)).

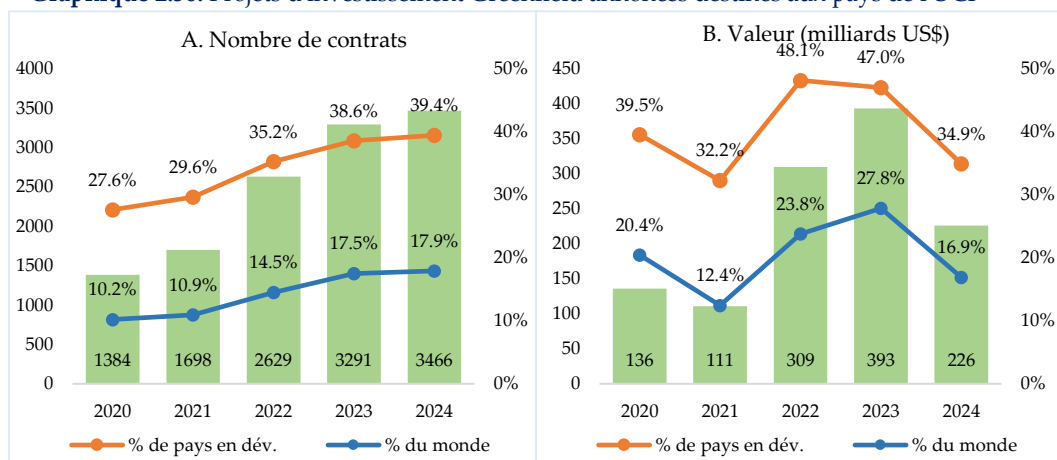
Les investissements greenfield³ revêtent une importance particulière pour les pays en développement en raison des opportunités de croissance et d'emploi plus importantes qu'ils ont à offrir. La valeur des nouveaux projets d'IDE "greenfield" annoncés a diminué de 5,3 % à l'échelle

Graphique 2.29: Entrées d'IDE vers les pays de l'OCI



Source : Calculs effectués par le personnel du SESRIC sur la base des données fournies par la CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, tableaux annexes.

Graphique 2.30: Projets d'investissement Greenfield annoncés destinés aux pays de l'OCI



Source: Calcul du personnel du SESRIC basé sur les données de la CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, Tableaux annexes.



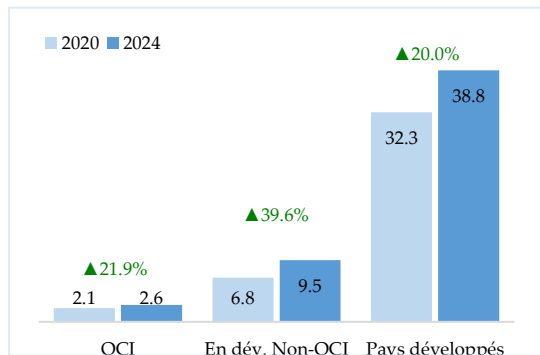
mondiale pour atteindre 1 340 milliards de dollars en 2024, après une croissance de 8,5 % à 1 410 milliards de dollars en 2023. La baisse enregistrée en 2024 est due à la diminution des investissements destinés aux pays en développement (-22,7%), les investissements destinés aux pays développés ayant diminué (+19,9%) cette année-là. Les pays de l'OCI ont enregistré une baisse significative en valeur, mais une amélioration du nombre de projets d'IDE greenfield annoncés (*graphique 2.30*). Le nombre de projets a augmenté de 5,3 % pour atteindre 3 466, tandis que leur valeur a diminué de 42,6 % pour s'établir à 226 milliards de dollars. En conséquence, en termes de nombre de projets, les pays de l'OCI représentaient 17,9 % du total mondial en 2024, soit une légère augmentation par rapport aux 17,5 % enregistrés en 2023. De même, leur part dans les projets menés dans les pays en développement est passée de 38,6 % à 39,4 % au cours de la même période. Toutefois, si l'on considère la valeur des projets, la part des pays de l'OCI dans le total mondial a considérablement diminué, passant de 27,8 % en 2023 à 16,9 % en 2024. Une diminution parallèle a été observée dans leur part de la valeur totale des projets pour les pays en développement, qui est passée de 47 % à 34,9 % au cours de la même période.

Le paysage de l'investissement dans les pays de l'OCI affiche une tendance positive en termes d'activité de projet, reflétant l'intérêt et la confiance croissants des investisseurs. Malgré une baisse de la valeur globale des investissements, l'augmentation du nombre de projets souligne l'attrait continu de la région en tant que destination pour les investissements directs étrangers. Cette dynamique souligne l'importance des réformes en cours et des efforts stratégiques visant à améliorer l'environnement commercial.

Le stock mondial d'IDE entrants a atteint 50,9 billions de dollars en 2024, soit une hausse de 23,3% par rapport au niveau de 2020. Au cours de la même période de 5 ans, les stocks d'IDE n'ont augmenté que de 21,9% pour atteindre 2,6 billions de dollars dans les pays de l'OCI alors qu'ils ont augmenté de 39,6% dans les pays en développement non membres de l'OCI et de 20% dans les pays développés (*graphique 2.31*). Ainsi, les pays de l'OCI ont accueilli une part légèrement inférieure des stocks mondiaux d'IDE entrants en 2024 (5,1%) qu'en 2020 (5,2%). La majeure partie des stocks mondiaux a continué d'être hébergée par les pays développés, dont la part était de 76,2% jusqu'en 2024.

À l'instar d'autres agrégats macroéconomiques clés, les flux et les stocks d'IDE entrants ont également affiché un niveau élevé de concentration parmi les pays de l'OCI, la majeure partie des flux étant systématiquement dirigée vers un petit nombre d'entre eux. Les flux entrants à destination de seulement trois pays – l'Égypte (46,6 milliards de dollars), les Émirats arabes unis (45,6 milliards de dollars) et l'Indonésie (24,2 milliards de dollars) – ont représenté plus de la

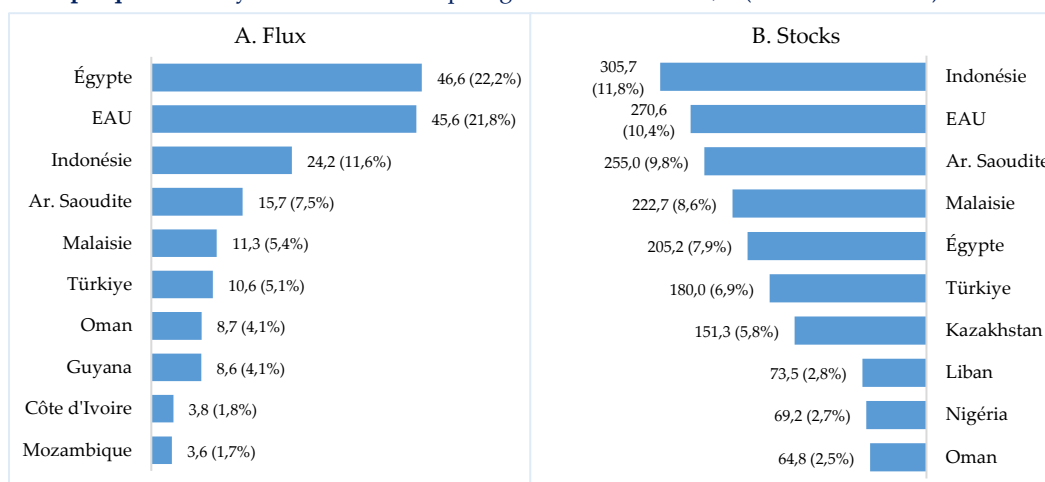
Graphique 2.31: Stock d'IDE entrants (US\$, Billion)



Source : Calculs effectués par le personnel du SESRIC sur la base des données de la CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, tableaux annexes.

moitié (55,6 %) du total des flux entrants vers tous les pays de l'OCI en 2024. Ce ratio a atteint 63,4% pour les cinq premiers pays et jusqu'à 85,3% pour les dix premiers pays (*graphique 2.32.A*). Dans le cas des stocks d'IDE entrants, les cinq premiers pays, à partir de 2024, ont accueilli 48,5% du total de l'OCI, tandis que les dix premiers pays ont représenté une part de 69,2% (*graphique 2.32.B*). Avec 305,7 milliards de dollars de stocks d'IDE entrants (11,8% du total de l'OCI), l'Indonésie se classe au premier rang des pays de l'OCI. Elle est suivie par les Émirats arabes unis (270,6 milliards de dollars, 10,4%), l'Arabie saoudite (255 milliards de dollars, 9,8%), la Malaisie (222,7 milliards de dollars, 8,6%) et l'Égypte (205,2 milliards de dollars, 7,9%).

Graphique 2.32: Pays de l'OCI avec les plus grands IDE entrants, 4 (En milliards de \$)



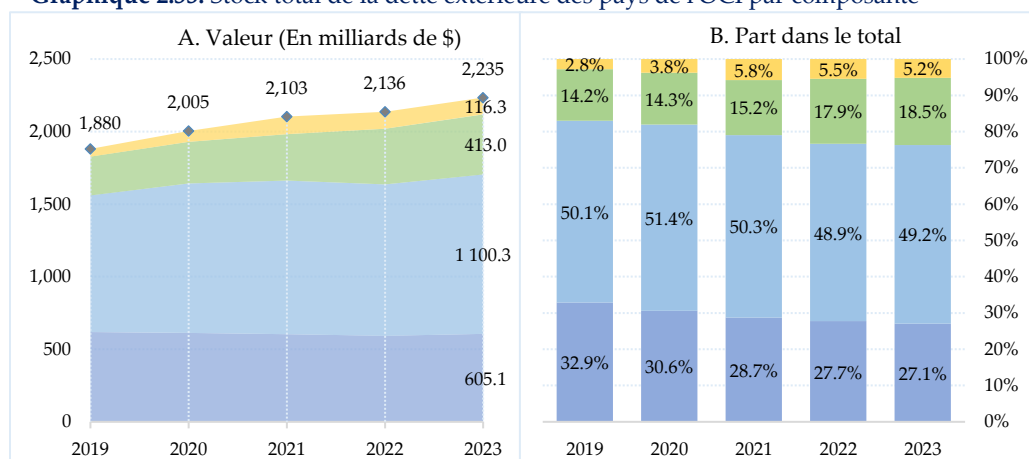
Source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2025, Tableaux annexes. Note: Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du pays respectif dans le total de l'OCI.

L'encours de la dette extérieure augmente de 4,6 % ; la dette à court terme progresse

L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 98,7 milliards de dollars, soit 4,6%, pour atteindre 2 235 milliards de dollars en 2023, contre 2 136 milliards de dollars en 2022. Cette augmentation a été alimentée par une hausse de toutes les composantes de l'encours total de la dette extérieure, à l'exception de l'utilisation du crédit du FMI. La dette à court terme a atteint 413 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 31 milliards de dollars ou 8,1% par rapport à l'année précédente, et sa part dans l'encours total de la dette extérieure est donc passée de 17,9% à 18,5% au cours de cette période (*graphique 2.33*).

La dette publique et celle garantie par l'État ont augmenté de 55,5 milliards de dollars, soit 5,3%, pour atteindre 1 100,3 milliards de dollars en 2023, mais sont restées la principale composante de l'encours total de la dette extérieure. Sa part a également légèrement augmenté, passant de 48,9 % en 2022 à 49,2 % en 2023. La dette privée sans garantie a augmenté de 12,8 milliards de dollars, soit 2,2%, pour atteindre 605,1 milliards de dollars. Cependant, en tant que deuxième composante en importance, sa part a diminué pour atteindre 27,1 % en 2023, contre 27,7 % l'année précédente. Dans l'ensemble, la dette à long terme, qui comprend la dette publique, la dette garantie par l'État



Graphique 2.33: Stock total de la dette extérieure des pays de l'OCI par composante

Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs de Développement Mondial Couverture des données: 47 pays de l'OCI (à l'exclusion de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Brunéi Darussalam, du Koweït, de la Libye, de la Malaisie, d'Oman, de la Palestine, du Qatar et des Émirats arabes unis).

et la dette privée non garantie, s'élevait à 1 705,4 milliards de dollars en 2023, soit une augmentation de 68,3 milliards de dollars ou 4,2 % par rapport à 2022, représentant 76,3 % de la dette extérieure totale, en légère baisse par rapport aux 76,6 % de l'année précédente.

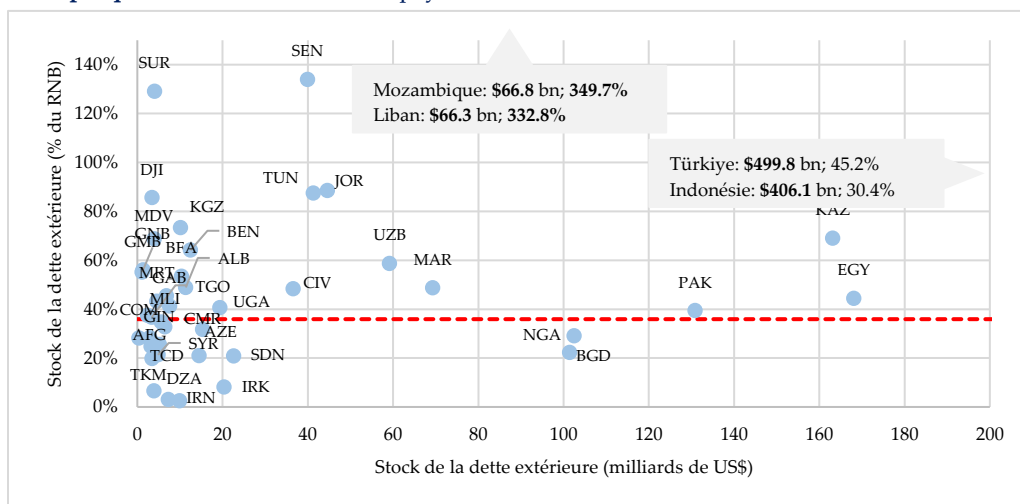
L'utilisation des crédits du FMI a diminué de 610 millions de dollar, soit 0,5 %, pour atteindre 116,3 milliards de dollars, et a continué de représenter la plus petite composante de la dette extérieure totale des pays de l'OCI. Ce type de dette représentait 5,2% de la dette extérieure totale en 2023, contre 5,5% l'année précédente.

Dans l'ensemble, la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté en raison de la hausse de la plupart des composantes de la dette, à l'exception notable du crédit du FMI, qui a légèrement diminué. Une caractéristique essentielle de cette tendance était le recours croissant à la dette à court terme, dont la part dans l'encours total de la dette extérieure a augmenté. Un tel changement indique un besoin accru de financement immédiat, mais soulève également des préoccupations quant à une plus grande vulnérabilité aux risques de refinancement et à la volatilité financière mondiale. Parallèlement, la dette à long terme a continué de dominer le profil d'endettement, affichant une croissance modérée mais avec une part légèrement réduite, ce qui reflète une approche prudente en matière d'emprunts soutenus. La baisse continue de l'utilisation des crédits du FMI marque sa position comme la plus petite partie de la structure de la dette. Ensemble, ces développements soulignent l'importance de renforcer les stratégies financières afin d'équilibrer les besoins de financement à court terme tout en maintenant la stabilité économique et en gérant les risques associés.

Au niveau des pays, l'encours total de la dette extérieure a augmenté en termes nominaux au cours de la période 2022/2023 dans 35 des 47 pays de l'OCI disposant de données sur la dette, l'augmentation la plus importante étant enregistrée en Türkiye (de 41,9 milliards de dollars). L'Ouzbékistan et l'Indonésie ont suivi avec une augmentation respective de 10,2 milliards de dollars et 10 milliards de dollars. D'autre part, avec un stock de dette diminuant de 2,4 milliards

de dollars, l'Irak s'est distinguée parmi les pays qui ont enregistré une diminution de leur stock de dette au cours de la même période. La Somalie et l'Ouganda ont suivi, avec une baisse respective de 1,1 milliard et 1 milliard de dollars. En 2023, la Türkiye est restée le pays de l'OCI le plus endetté en termes nominaux, avec une valeur totale de la dette extérieure de 499,8 milliards de dollars, représentant 22,4% de l'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. La Türkiye est suivie par l'Indonésie (406,1 milliards de dollars), l'Égypte (168,1 milliards de dollars), le Kazakhstan (163,2 milliards de dollars) et le Pakistan (130,8 milliards de dollars) (*graphique 2.34*). La Türkiye et l'Indonésie représentaient ensemble les deux cinquièmes (40,7%) du stock total de la dette extérieure des pays de l'OCI en 2023, tandis que ce ratio atteignait 61,4 % pour les cinq pays les plus endettés.

Graphique 2.34: Endettement des pays de l'OCI, 2023



Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial. Remarque : voir l'annexe A pour les codes pays. Couverture des données : 46 pays de l'OCI (à l'exception du Yémen, pour lequel les données sur le RNB ne sont pas disponibles, ainsi que les 10 pays exclus de la figure 2.33). Le ratio dette/RNB pour la Syrie et le Liban concerne l'année 2022.

En termes de charge de la dette par rapport à la taille économique d'un pays, cependant, le Mozambique était de loin le pays de l'OCI le plus endetté en 2023, avec un stock de dette extérieure plus de trois fois supérieur à son revenu national brut (RNB). Pour être plus précis, il avait un ratio dette/RNB de 349,7%. Il est suivi par le Liban (332,8%), le Sénégal (134%) et le Suriname (129,1%). Ce ratio se situait entre 80 et 90 % dans trois pays de l'OCI, à savoir la Jordanie, la Tunisie et Djibouti. En revanche, les taux d'endettement les plus faibles ont été enregistrés en Iran (2,4%), en Algérie (3%), au Turkménistan (6,5%) et en Irak (8,1%) (*graphique 2.34*). Globalement, le ratio de la dette au RNB s'est établi en moyenne à 35,9% pour les pays de l'OCI en 2023, augmentant de 0,7 points de pourcentage par rapport à la moyenne de 35,2% de l'année précédente. Alors que 27 des 45 pays ayant des données disponibles ont enregistré une baisse, le Soudan a enregistré la plus grande, 23,5 points de pourcentage, suivi par le Mozambique (19), la Somalie (12,6), le Kazakhstan (11,5) et le Kirghizistan (8,8). D'autre part, le Sénégal a enregistré la plus forte augmentation de ce ratio, avec 13,4 points de pourcentage, suivi de l'Égypte (9), du Suriname (8,7), du Nigeria (6,8) et de la Guyane (5,1).

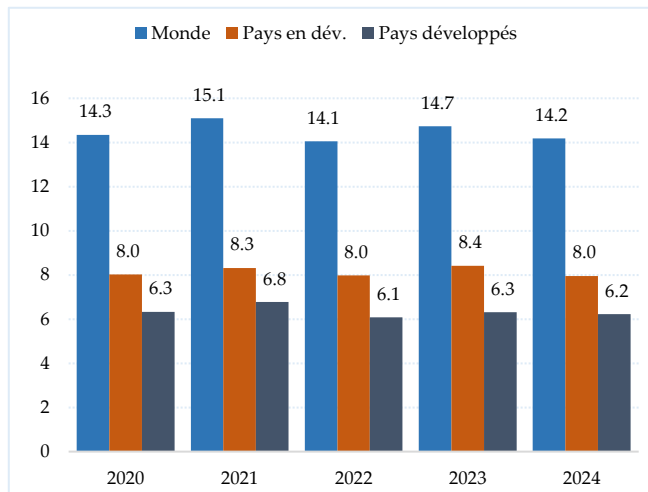


En 2023, les pays membres de l'OCI ont connu des tendances contrastées en matière de dette extérieure, certaines nations enregistrant des augmentations substantielles tandis que d'autres ont connu des baisses notables. La Türkiye et l'Indonésie sont restées les plus gros emprunteurs en valeur nominale, conservant ainsi leur position de l'année précédente. Dans le même temps, le Mozambique et le Liban ont continué à supporter les charges de la dette les plus lourdes par rapport à la taille de leur économie. Ces dynamiques contrastées en matière d'endettement reflètent la diversité des conditions économiques et des stratégies budgétaires dans la région de l'OCI. À l'avenir, il est essentiel que les pays de l'OCI poursuivent une gestion prudente de leur dette tout en favorisant une croissance économique durable. Il sera essentiel de trouver cet équilibre pour atténuer les risques liés à un endettement excessif et renforcer la résilience économique à long terme.

Les réserves ont diminué de 3,8 %, reflétant une détérioration de leur adéquation.

Les réserves internationales jouent un rôle essentiel dans la stabilité économique et financière, en aidant les pays à rester résilients lors de perturbations financières mondiales. Des réserves suffisantes permettent aux pays de faire face aux fluctuations monétaires, d'honorer leurs obligations en matière de dette extérieure et de se protéger contre les chocs économiques externes. Après avoir augmenté de 4,8 % pour atteindre 14 700 milliards de dollars en 2023, le total des réserves internationales⁴ mondiales a diminué pour s'établir à 14 200 milliards de dollars en 2024, soit une baisse de 558 milliards de dollars ou 3,8 % par rapport à l'année précédente (*graphique 2.35*). Par conséquent, la capacité à résister à d'éventuels chocs et à maintenir la stabilité financière s'est légèrement affaiblie en 2024 en raison de la baisse des réserves internationales.

Graphique 2.35: Réserves totales, y compris l'or (en milliards de dollars)



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial

En 2024, les pays en développement ont représenté plus des quatre cinquièmes (82,6 %) de la baisse totale des réserves mondiales, qui ont diminué de 460,8 milliards de dollars, soit 5,5 %, pour atteindre 8 000 milliards de dollars. Dans les pays développés, les réserves ont diminué de 97,2 milliards de dollars, soit 1,5 %, pour atteindre 6,2 billions de dollars. Il est essentiel que les pays qui n'ont pas encore atteint des niveaux de réserves suffisants et qui continuent de rencontrer des difficultés pour améliorer leur stabilité financière persévèrent dans l'adoption de mesures

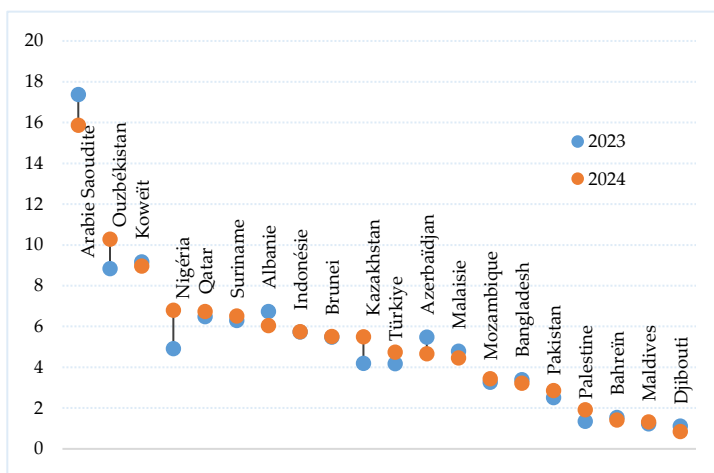
efficaces de gestion des risques et dans la mise en œuvre de réformes réglementaires visant à renforcer leurs réserves.

Les données provenant de 33 pays de l'OCI, qui représentaient ensemble 89,2 % du PIB total de l'OCI, indiquaient une augmentation de 7 % des réserves internationales, qui sont passées de 1 760 milliards de dollars en 2024 à 1 880 milliards de dollars. Parmi les 25 pays qui ont enregistré une augmentation de leurs réserves, les Émirats arabes unis occupent la première place avec une hausse de 48,4 milliards, passant de 189,5 milliards en 2023 à 237,9 milliards en 2024. La Türkiye a suivi avec une augmentation de 13,9 milliards de dollars (passant de 140,9 milliards à 154,8 milliards de dollars), puis l'Égypte avec 11,9 milliards (passant de 33,1 milliards à 44,9 milliards de dollars). Le Kazakhstan et l'Indonésie ont également enregistré des augmentations notables, respectivement de 9,8 milliards de dollars et 9,3 milliards de dollars. En termes proportionnels, le Kirghizistan a enregistré la plus forte augmentation avec 57,2 %, suivi de l'Égypte avec 35,8 % et du Pakistan avec 34,1 %. Parmi les pays qui ont connu une baisse de leurs réserves en 2024, l'Irak a enregistré la plus forte diminution, avec 11,5 milliards de dollars, passant de 112,2 milliards de dollars en 2023 à 100,7 milliards de dollars en 2024. Il était suivi par le Koweït avec 1,9 milliard de dollars, l'Azerbaïdjan avec 1 milliard de dollars, le Bangladesh avec 465 millions de dollars et Bahreïn avec 169 millions de dollars. En termes proportionnels, Djibouti a enregistré la plus forte baisse avec 30,5 %, suivi de l'Irak avec 10,3 % et de l'Azerbaïdjan avec 7,6 %. En 2024, l'Arabie saoudite détenait le plus important montant de réserves internationales, soit un total de 463,9 milliards de dollars. Viennent ensuite les Émirats arabes unis avec 237,9 milliards de dollars, l'Indonésie avec 155,7 milliards de dollars, la Türkiye avec 154,8 milliards de dollars et la Malaisie avec 116,2 milliards de dollars.

Alors que la majorité des pays de l'OCI ont augmenté leurs réserves en 2024, les réserves en termes de "mois d'importations"⁵ ont augmenté dans la moitié d'entre eux, comme le montre le *graphique 2.36* pour les 20 pays pour lesquels des données sont disponibles. En 2024, l'Arabie saoudite affichait le niveau de réserves le plus élevé parmi les pays de l'OCI, avec des réserves suffisantes pour couvrir

15,9 mois d'importations. Il était suivi par l'Ouzbékistan avec 10,3 mois et le Koweït avec 9 mois. Plusieurs autres pays, dont le Nigeria (6,8 mois), le Qatar (6,7), le Suriname (6,5) et l'Albanie (6), ont maintenu des ratios proches de la moyenne mondiale de 8,2 mois.

Graphique 2.36: Total des réserves en mois d'importations



Source : Banque mondiale, Indicateurs du développement mondial

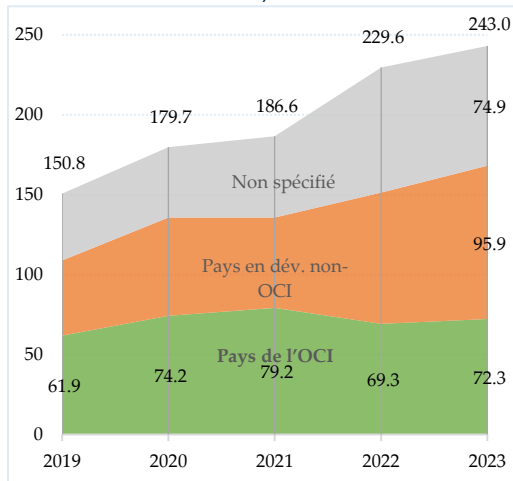


En résumé, l'état des réserves internationales dans les pays de l'OCI a montré une amélioration significative en 2024. Cette amélioration souligne la résilience et les stratégies économiques proactives adoptées par de nombreux membres de l'OCI pour renforcer leur stabilité financière. Des pays tels que les Émirats arabes unis, la Türkiye et l'Égypte ont contribué de manière significative à cette tendance à la hausse, tandis que d'autres, comme l'Irak et le Koweït, ont rencontré des difficultés qui ont entraîné une diminution de leurs réserves. Malgré les différences entre les pays, les efforts visant à améliorer l'adéquation des réserves indiquent un renforcement de la résilience économique dans toute la région de l'OCI. Pour maintenir ces progrès, il sera nécessaire de poursuivre l'engagement en faveur de politiques économiques et financières saines dans un contexte d'incertitudes mondiales.

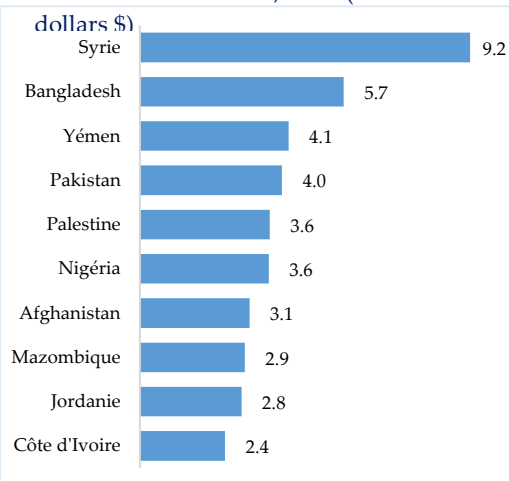
L'APD nette reçue augmente de 4,3% pour atteindre 72,3 milliards de dollars en 2023

Fournie pour promouvoir le développement économique et le bien-être des pays et territoires bénéficiaires, l'aide publique au développement (APD) reste une source importante de financement pour de nombreux pays en développement, y compris les pays de l'OCI. Selon l'OCDE, bien qu'elle ne soit pas la seule ressource disponible pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, et que les fournisseurs ne respectent pas toujours leurs engagements internationaux - tels que l'objectif des Nations unies de consacrer 0,7 % du RNB à l'APD - l'APD est une source stable et prévisible de financement externe pour le développement durable (OECD, 2024b).

Graphique 2.37: APD nette reçue (milliards de dollars des États-Unis)



Graphique 2.38: Principaux pays de l'OCI bénéficiaires de l'APD, 2023 (milliards de dollars \$)



Source: OECD.Stat Note: Montant net total des versements d'APD effectués par les donateurs officiels aux prix courants. Couverture des données: 50 pays de l'OCI (à l'exclusion du Bahreïn, du Brunei Darussalam, du Koweït, Oman, du Qatar, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis.) et 93 pays en développement non membres de l'OCI. Pour la période considérée, environ un tiers de la valeur totale annuelle de l'APD est déclarée comme « non spécifiée », et non au niveau national.

Les dernières données disponibles montrent que les flux nets d'APD reçus par les pays en développement ont atteint 243 milliards de dollars en 2023, son niveau le plus élevé jamais enregistré, avec une augmentation remarquable de 13,4 milliards de dollars, soit 5,9%, par rapport à l'année précédente (*graphique 2.37*). Les flux qui ont été déclarés au niveau de chaque pays ont augmenté de 11,1% et se sont élevés à 168,1 milliards de dollars en 2023, soit 69,2% du total des

flux d'APD. Suivant une tendance similaire, les flux d'APD vers les pays de l'OCI ont augmenté de 4,3% pour atteindre 72,3 milliards de dollars en 2023, contre 69,3 milliards de dollars en 2022. En revanche, les flux à destination des pays en développement non membres de l'OCI ont augmenté de 16,8% pour atteindre 95,9 milliards de dollars en 2023. Par conséquent, les pays de l'OCI ont eu une part plus élevée des flux totaux d'APD destinés aux pays en développement individuels en 2023 (43%) par rapport à l'année précédente (45,8%).⁶

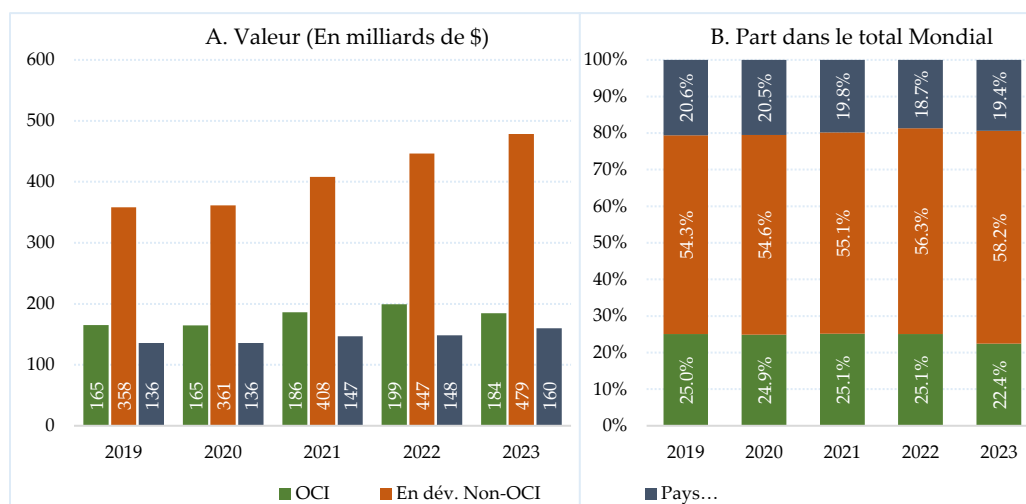
Alors que les versements à 16 des 50 pays de l'OCI bénéficiant de l'APD ont diminué en 2023, les baisses les plus importantes ont été enregistrées en Égypte (5,34 milliards de dollars), en Afghanistan (859,3 millions de dollars) et au Nigeria (813,2 millions de dollars). La répartition de l'APD entre les pays de l'OCI révèle d'importantes disparités. En 2023, les cinq plus grands bénéficiaires représentaient 36,8% du total des flux d'APD vers les pays de l'OCI, tandis que ce ratio atteignait 57,3% pour les dix plus grands bénéficiaires. La Syrie, avec des entrées totales de 9,2 milliards de dollars US représentant 12,7% du total de l'OCI, s'est classée au premier rang des pays de l'OCI et au deuxième rang de tous les pays en développement (après l'Ukraine). Elle est suivie par l'Égypte (5,7 milliards de dollars, 7,9%), le Bangladesh (4,1 milliards de dollars, 5,7%), le Nigeria (4 milliards de dollars, 5,5%) et l'Afghanistan (3,6 milliards de dollars, 5%) (*graphique 2.28*), ce qui reflète les besoins urgents et les priorités stratégiques de ces pays.

L'engagement des pays de l'OCI en matière d'APD reste crucial pour relever les défis de développement qui leur sont propres. Pour favoriser une croissance plus inclusive, il est impératif que les allocations d'APD soient stratégiquement alignées sur les besoins spécifiques des populations les plus pauvres et les plus vulnérables des pays de l'OCI. Il s'agit non seulement d'augmenter le volume de l'aide, mais aussi d'en améliorer l'efficacité grâce à un meilleur ciblage et à de meilleures pratiques de mise en œuvre (OECD, 2024b). Le renforcement de la coopération entre les États membres de l'OCI et les donateurs internationaux peut contribuer à optimiser l'utilisation des ressources et à promouvoir des résultats durables en matière de développement. Alors que la communauté mondiale s'efforce d'atteindre les ODD, un engagement renouvelé à soutenir les pays de l'OCI par le biais d'initiatives d'APD bien coordonnées sera essentiel pour s'assurer qu'aucun pays n'est laissé pour compte dans le voyage vers le développement durable.

Les envois de fonds des particuliers diminuent de 3,8% pour atteindre 192 milliards de dollars

Au niveau mondial, les flux de transferts de fonds officiels ont atteint 823 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de 3,6% par rapport aux 794 milliards de dollars de l'année précédente. Les flux vers les pays de l'OCI ont également diminué de 7,4%, soit 15 milliards de dollars, pour atteindre 184 milliards de dollars, tandis que les flux vers les pays en développement non membres de l'OCI ont atteint 479 milliards de dollars, avec une augmentation de 7,2%. Les pays développés, d'autre part, ont enregistré un taux de croissance un peu plus élevé des flux de transferts de fonds. Augmentant de 7,8% par rapport à 2022, ces flux ont atteint 160 milliards de dollars en 2023 (*graphique 2.39.A*). En conséquence, la part des pays de l'OCI dans le total mondial des flux de transferts de fonds a diminué pour atteindre 22,4 % en 2023, alors qu'elle s'était maintenue autour de 25 % au cours des quatre années précédentes (*graphique 2.39.B*).



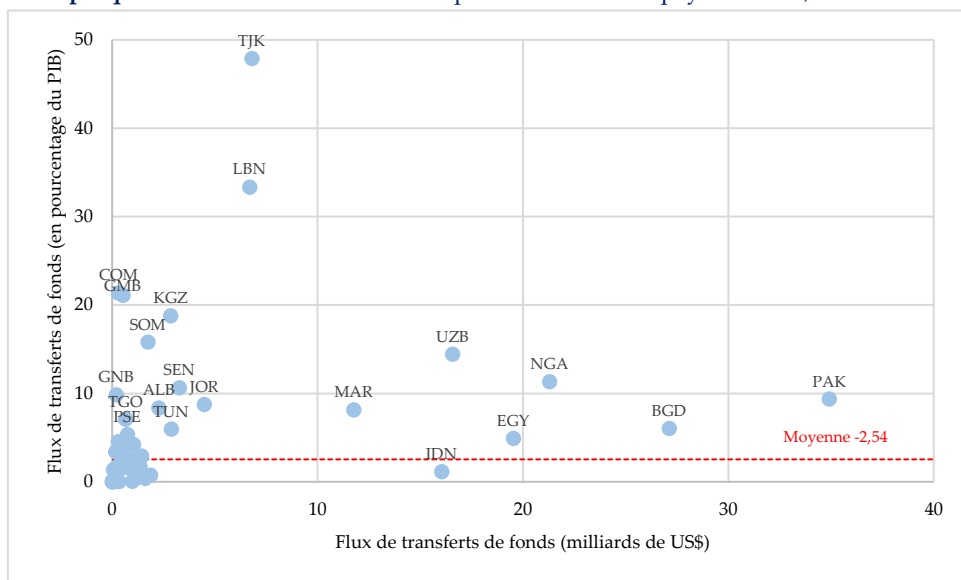
Graphique 2.39: Envois de fonds personnels reçus (en milliards de dollars)

Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs de Développement Mondial. Note: Les données relatives aux pays membres de l'OCI excluent le Bahreïn, le Tchad, l'Iran, la Libye, la Syrie, le Turkménistan et les Émirats arabes unis.

En 2024 (ou selon les données les plus récentes disponibles pour 2023), le Pakistan a enregistré les flux d'envois de fonds les plus élevés, avec 34,9 milliards de dollars. Il était suivi par le Bangladesh avec 27,1 milliards de dollars, le Nigeria avec 21,3 milliards de dollars, l'Égypte avec 19,5 milliards de dollars et l'Ouzbékistan avec 16,6 milliards de dollars. Ces cinq pays représentaient ensemble (60,1%) du total des envois de fonds vers les pays de l'OCI en 2024, tandis que ce ratio atteignait jusqu'à 83,1% pour les dix plus grands bénéficiaires. En revanche, le Brunei Darussalam a enregistré les flux d'entrées de fonds les plus faibles, avec seulement 1 million de dollars, suivi des Maldives avec 5,7 millions de dollars, du Gabon avec 18,5 millions de dollars, du Koweït avec 20,4 millions de dollars et d'Oman avec 39 millions de dollars. En 2024, le Pakistan avec 8,4 milliards de dollars, le Bangladesh avec 5 milliards de dollars et l'Ouzbékistan avec 2,4 milliards de dollars ont enregistré les plus fortes augmentations par rapport à l'année précédente. En revanche, l'Égypte avec 8,8 milliards de dollars, la Palestine avec 2,5 milliards de dollars et l'Azerbaïdjan avec 561 millions de dollars ont enregistré les baisses les plus importantes.

Il est intéressant de noter que les flux de fonds transférés contribuent de manière étonnamment modeste au PIB des principaux pays bénéficiaires. En réalité, pour trois des cinq principaux pays de l'OCI en termes de volume, cette part est inférieure à 10 %, ce qui est nettement inférieur à celle de nombreux autres pays membres où les envois de fonds, bien que moins importants en valeur absolue, constituent une composante plus essentielle de la production nationale. Les principaux bénéficiaires en termes de part des envois de fonds dans le PIB étaient le Tadjikistan (47,9 %), le Liban (33,3 %), les Comores (21,4 %), la Gambie (21,1 %) et le Kirghizistan (18,8 %). En moyenne, les envois de fonds représentaient 2,54% du PIB des pays bénéficiaires de l'OCI (*graphique 2.40*).

Graphique 2.40: Flux d'envois de fonds personnels vers les pays de l'OCI, 2024*



Source: Compilation du personnel du SESRIC basée sur des données de la Banque mondiale, Indicateurs de Développement Mondial. Note: Voir l'annexe A pour les codes de pays. * Données pour 2024 ou 2023.

Dans l'ensemble, le paysage des transferts de fonds a présenté une image mitigée pour les pays de l'OCI. Alors que les flux mondiaux de transferts de fonds ont connu une forte augmentation, les pays de l'OCI ont enregistré une baisse, qui peut être attribuée à plusieurs facteurs, principalement liés aux pays d'accueil. Malgré cette baisse, des pays comme le Pakistan, le Bangladesh et le Nigeria sont restés les principaux bénéficiaires, tandis que pour d'autres, comme le Tadjikistan et le Liban, les envois de fonds ont représenté une part importante du PIB, soulignant ainsi leur rôle essentiel dans leurs économies. Les tendances observées soulignent l'importance des politiques stratégiques et de la coopération internationale pour améliorer l'efficacité et l'impact des flux de transferts de fonds, favorisant ainsi une croissance économique et un développement durables dans la région de l'OCI.





COUVERTURE SPECIALE

LES VOIES VERS LA STABILITE EN DEPIT DES REPERCUSSIONS TARIFAIRES



CHAPITRE TROIS

Impact des nouveaux droits de douane américains sur les économies mondiales et les pays de l'OCI



Les changements apportés aux politiques commerciales et tarifaires du gouvernement américain au début de l'année 2025 ont constitué l'intervention la plus importante dans le commerce international depuis des décennies, entraînant une reconfiguration des partenariats commerciaux mondiaux. Les nouveaux tarifs devraient avoir des répercussions accrues sur le PIB mondial et national, la croissance, le commerce et l'inflation par le biais de la demande, des prix, des devises et des investissements. Ce chapitre examine comment le nouveau régime tarifaire pourrait modifier la dynamique économique mondiale. Plus précisément, il évalue les implications pour les pays de l'OCI en s'appuyant sur des données empiriques issues des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine et les pays de l'OCI, passe en revue la littérature économique récente et s'appuie sur les prévisions récentes d'organisations internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

3.1 Introduction

Au début de l'année 2025, lors de la "Journée de la libération", les États-Unis ont annoncé des mesures tarifaires radicales qui ont marqué l'intervention la plus importante dans le commerce international depuis des décennies. Conformément à cette annonce, tous les partenaires commerciaux ont été soumis à un droit de douane universel de 10 % sur les marchandises entrant sur le marché américain, tandis qu'une liste de 56 économies, dont 18 membres de l'OCI, ainsi que l'Union européenne, ont été soumises à des taux « réciproques » beaucoup plus élevés, allant de 11 % à plus de 40 %. La Chine, principale cible, a été frappée par des taux punitifs de 145 % dans le cadre d'un conflit commercial plus large (*Tableau 3.1*). À la suite d'une forte réaction diplomatique, l'administration américaine a accepté une pause de 90 jours pour les partenaires autres que la Chine, n'appliquant que les droits de douane de 10 % pendant la poursuite des négociations bilatérales. Malgré ce répit temporaire, l'incertitude introduite par le régime tarifaire a déjà eu des répercussions sur les marchés financiers, les chaînes d'approvisionnement et les débats politiques.

La plupart des économies ont profité du report de l'entrée en vigueur des droits de douane pour négocier des accords commerciaux avec les États-Unis et explorer d'autres marchés, notamment en renforçant leurs relations commerciales avec leurs principaux partenaires à l'exportation. Les États-Unis, quant à eux, ont utilisé la période de 90 jours pour négocier des politiques tarifaires avec chaque pays. De nouveaux ajustements tarifaires, qui entreront en vigueur le 7 août 2025, ont été annoncés par l'administration Trump le 31 juillet. Comme le montre le *Tableau 3.1* ci-dessous, les taux tarifaires initiaux pour les pays dont les taux tarifaires sont supérieurs à 10 % ont depuis été ajustés sur la base des négociations, qui sont toujours en cours.

Tableau 3.1: Barème tarifaire américain par pays/région

Pays/Région	Taux initial (au 2 avril)	Taux modifié (au 31 juillet)	Pays/Région	Taux initial (au 2 avril)	Taux modifié (au 31 juillet)
Lesotho	50%	15%	Tunisie	28%	25%
Cambodge	49%	19%	Kazakhstan	27%	25%
Laos	48%	40%	Inde	26%	25%
Madagascar	47%	15%	Corée du Sud	25%	15%
Vietnam	46%	20%	Brunei D.	24%	25%
Myanmar	44%	40%	Japon	24%	15%
Sri Lanka	44%	20%	Malaisie	24%	19%
Îles Falkland	41%	10%	Vanuatu	22%	15%
Syrie	41%	41%	Côte d'Ivoire	21%	15%
Îles Maurice	40%	15%	Namibie	21%	15%
Irak	39%	35%	Union Européenne ²	20%	15%
Guyana	38%	15%	Jordanie	20%	15%
Bangladesh	37%	20%	Nicaragua	18%	18%
Botswana	37%	15%	Zimbabwe	18%	15%
Liechtenstein	37%	15%	Israël	17%	15%
Serbie	37%	35%	Malawi	17%	15%
Thaïlande	36%	19%	Philippines	17%	19%
Bosnie et Herzégovine	35%	30%	Zambie	17%	15%
Chine ¹	34%	30%	Mozambique	16%	15%
Macédoine du Nord	33%	15%	Norvège	15%	15%
Angola	32%	15%	Venezuela	15%	15%
Fidji	32%	15%	Nigéria	14%	15%
Indonésie	32%	19%	Tchad	13%	15%
Taïwan	32%	20%	Guinée Équatoriale	13%	15%
Libye	31%	30%	Cameroun	11%	15%
Moldavie	31%	25%	Dém. Rép. de Congo	11%	15%
Suisse	31%	39%	Canada ³		35%
Algérie	30%	30%	Brésil ⁴		50%
Nauru	30%	15%	Afghanistan		15%
Afrique du Sud	30%	30%	Türkiye		15%
Pakistan	29%	19%	Ouganda		15%

Source: White House (<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/04/Annex-I.pdf>) and White House (<https://www.whitehouse.gov/presidential-actions/2025/07/further-modifying-the-reciprocal-tariff-rates/>)

Note: Classé par ordre décroissant selon le taux tarifaire initialement annoncé. Les pays surlignés sont les États membres de l'OCI. ¹Le Président Trump a annoncé une pause de 90 jours pour les pays touchés par la hausse des droits de douane américains, qui n'ont été soumis qu'à un droit de douane américain forfaitaire de 10 % jusqu'en juillet. Cependant, suite aux mesures de rétorsion prises par la Chine contre les nouveaux droits de douane américains, le président Trump a augmenté le taux appliqué à la Chine à 145 %. ²Le droit de douane de 15 % appliqué à l'UE exclut les taux de droit de la première colonne, c'est-à-dire le taux de droit ad valorem (ou équivalent ad valorem) figurant dans la colonne 1 - Généralités du Tarif douanier harmonisé des États-Unis (HTSUS). ³Le 31 août 2025, les États-Unis ont augmenté les droits de douane sur les produits canadiens de 25 % à 35 % en vertu du "décret présidentiel américain modifiant les droits de douane afin de lutter contre le trafic de drogues illicites à notre frontière nord". ⁴Les droits de douane initiaux de 10 % sur les marchandises en provenance du Brésil ont été ajustés à 50 %.



Le présent chapitre a pour objectif d'analyser comment le nouveau régime tarifaire pourrait remodeler la dynamique économique mondiale et, plus précisément, d'évaluer ses implications pour les pays de l'OCI. Ce chapitre rassemble des données empiriques sur les échanges commerciaux entre les États-Unis et la Chine et les pays de l'OCI, passe en revue la littérature économique récente et s'appuie sur les prévisions récentes d'organisations internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En intégrant ces sources, ce chapitre vise à répondre à trois questions :

- (1) Quel est l'impact probable de la hausse des droits de douane américains sur la croissance mondiale, le commerce et l'inflation ?
- (2) Quelles sont les économies de l'OCI les plus exposées au nouveau régime tarifaire en raison de leurs liens commerciaux et d'investissement ?
- (3) Quelles options politiques peuvent aider les membres de l'OCI à atténuer les risques et à tirer parti des nouvelles opportunités ?

L'analyse est délibérément prospective ; bien que les conséquences à long terme ne se manifesteront qu'avec le temps, l'examen des informations actuelles fournit une base pour une action politique précoce.

3.2 Impact macroéconomique mondial des droits de douane

3.2.1 Perspectives des organisations internationales

Dans les mois qui ont suivi l'annonce des États-Unis, les principales organisations internationales ont révisé leurs prévisions économiques afin de refléter à la fois l'impact direct des droits de douane et les effets indirects d'une incertitude accrue. Dans sa mise à jour des *Perspectives économiques mondiales* de juillet 2025, le FMI a légèrement relevé ses prévisions de croissance mondiale à 3,0 % en 2025 et 3,1 % en 2026, reflétant les achats anticipés de biens avant la hausse des droits de douane et une baisse temporaire du taux effectif des droits de douane américains à environ 17 % (IMF, 2025d). Cependant, le FMI a averti que si des droits de douane réciproques étaient imposés, la croissance mondiale pourrait baisser d'environ 0,2 point de pourcentage, et que des droits de douane plus élevés risquaient de maintenir l'inflation américaine au-dessus de l'objectif fixé.

Dans ses *Perspectives et statistiques du commerce mondial* de mai 2025, l'OMC prévoit une baisse d'environ 0,2 % du volume des échanges mondiaux de marchandises en 2025, avant un rebond en 2026, tandis qu'un scénario d'escalade pourrait entraîner une contraction de 1,5 % (WTO, 2025). L'OMC a également revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB mondial pour 2025, à environ 2,2 %, soulignant que les exportations de l'Amérique du Nord pourraient chuter de 12 à 13 % et les importations d'environ 10 %, tandis que l'Asie connaîtrait un ralentissement plus modéré. L'organisation a souligné le rôle de l'incertitude politique, avertissant qu'une escalade tarifaire soutenue pourrait compromettre les perspectives de reprise.

3.2.2 Perspective de l'OCDE : taux tarifaires effectifs et PIB mondial

Les *Perspectives économiques de l'OCDE* (juin 2025) fournissent des estimations détaillées de la manière dont les nouveaux droits de douane modifient la structure du commerce mondial. Selon l'OCDE, les droits de douane introduits jusqu'à la mi-mai 2025 ont porté le taux tarifaire effectif ex ante sur les importations de marchandises américaines à environ 15,4 %, soit le niveau le plus élevé depuis les années 1930 (OECD, 2025b). Si l'on ajoute à cela les mesures de rétorsion prises par la Chine et les mesures plus limitées prises par le Canada, l'OCDE estime que des échanges commerciaux représentant plus de 2 % du PIB mondial sont désormais directement soumis à des droits de douane plus élevés, ce qui laisse présager des perturbations beaucoup plus importantes que celles observées lors des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine en 2018-2019. Le rapport souligne que les droits de douane augmentent les prix à la consommation et les coûts des intrants, réduisent les salaires réels et retardent les investissements ; toute augmentation des recettes provenant de la perception des droits de douane pourrait être compensée par un ralentissement plus général.

L'OCDE souligne les impacts différentiels entre les pays et les secteurs. Les droits de douane les plus élevés annoncés concernent la Chine, avec environ 30 %, tandis que le Canada et le Mexique sont soumis à des régimes complexes liés au respect de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada, ce qui se traduit par des taux effectifs d'environ 25 % pour les importations de voitures et de 10 % pour les exportations d'énergie. Certains produits, tels que les produits pharmaceutiques, les semi-conducteurs et le cuivre, restent exemptés, ce qui réduit les taux effectifs pour des pays comme le Chili, la Colombie, l'Irlande et la Suisse. L'OCDE souligne que les exportations vers les États-Unis représentent plus de 20 % du PIB du Mexique et du Canada, plus de 5 % de celui de nombreuses petites économies asiatiques et entre 3 % et 4 % du PIB de nombreux pays européens ; en comparaison, cette part est plus faible pour la plupart des économies émergentes. Ces expositions indiquent dans quelle mesure chaque pays pourrait être affecté par les droits de douane.

3.2.3 Perspectives de la Banque mondiale et de la CNUCED : croissance, commerce et inflation

Le rapport *"Perspectives économiques mondiales"* publié en juin 2025 par la Banque mondiale présente un tableau préoccupant des perspectives à court terme. La Banque prévoit que la croissance mondiale ralentira pour s'établir à environ 2,3 % en 2025, soit environ un demi-point de pourcentage de moins que prévu au début de l'année (World Bank, 2025a). La croissance moyenne des économies en développement devrait s'établir à environ 3,8 %, soit plus d'un point de pourcentage de moins que la moyenne des années 2010. L'inflation mondiale devrait rester élevée, à environ 2,9 %, les hausses tarifaires et la tension sur le marché du travail contribuant à la pression sur les prix. La Banque souligne que la réduction de moitié des droits de douane par rapport à leur niveau de fin mai pourrait stimuler la croissance mondiale d'environ 0,2 point de pourcentage en 2025-2026. Il exhorte les pays à diversifier leurs échanges commerciaux, à renforcer leurs cadres budgétaires et à investir dans le capital humain afin de renforcer leur résilience.



Le rapport “*Global Trade Update*” (Juillet 2025) de la CNUCED documente la manière dont le commerce mondial a réagi au cours des premiers mois du régime tarifaire. Selon le rapport, le commerce mondial a augmenté d'environ 300 milliards de dollars au cours du premier semestre 2025, avec une croissance d'environ 1,5 % au premier trimestre et une prévision de croissance de 2 % au deuxième trimestre (UNCTAD, 2025c). Cette expansion a été principalement tirée par les services, qui ont enregistré une croissance d'environ 9 % au cours des quatre derniers trimestres. Toutefois, la CNUCED souligne que l'augmentation de la valeur des échanges commerciaux reflète en partie la hausse des prix, les volumes n'ayant augmenté que d'environ 1 %. Les économies développées ont surpassé les économies en développement, inversant ainsi les tendances récentes ; ce changement a été favorisé par une augmentation de 14 % des importations américaines et une hausse de 6 % des exportations de l'UE. À plus long terme, la CNUCED met en garde contre le fait que la persistance de l'incertitude politique, les mesures de rétorsion potentielles et l'augmentation des subventions pourraient freiner la croissance du commerce au second semestre 2025.

3.2.4 Effets attendus et canaux de transmission

Dans l'ensemble, les évaluations du FMI, de l'OMC, de l'OCDE, de la Banque mondiale et de la CNUCED révèlent une économie mondiale confrontée à des risques de ralentissement importants. Les projections de référence prévoient toujours une croissance mondiale d'environ 2,3 à 3,0 % en 2025, mais l'éventail des scénarios plausibles est plus large que d'habitude. Le taux tarifaire effectif des États-Unis a atteint des niveaux inégalés depuis les années 1930, et des échanges commerciaux représentant plus de 2 % du PIB mondial sont directement affectés (OECD, 2025b). Ces développements freinent la demande américaine en matière d'importations et pourraient ralentir la croissance chez les partenaires commerciaux, en particulier ceux qui sont fortement exposés aux États-Unis. La hausse des droits de douane alimente également l'inflation en augmentant le prix des biens de consommation et des intrants intermédiaires. On estime que les droits de douane ont augmenté le niveau des prix aux États-Unis d'environ 1,5 %, ce qui représente un coût d'environ 2 000 dollars américains pour les ménages et une réduction de la croissance réelle du PIB américain d'environ 0,6 point de pourcentage (Budget Lab, 2025) ; un effet similaire ou plus important pourrait se produire dans les économies plus petites.

Les canaux par lesquels les droits de douane affectent l'économie mondiale comprennent :

- **Canal de demande** : La diminution des importations américaines entraîne une baisse directe de la demande d'exportations pour les partenaires commerciaux. Une partie de cette demande pourrait se déplacer vers des pays ne figurant pas sur la liste des pays appliquant des droits de douane élevés (détournement des échanges), tandis qu'une autre partie serait purement et simplement perdue (aversion commerciale).
- **Canal des prix et des devises** : L'incertitude tarifaire tend à renforcer le dollar américain, car les investisseurs recherchent des actifs sûrs ; les devises des marchés émergents se déprécient, ce qui entraîne une hausse des prix à l'importation et de l'inflation. Les banques centrales pourraient resserrer leur politique monétaire afin de stabiliser les anticipations, ce qui pourrait ralentir davantage la croissance.

- **Canal d'investissement** : Les entreprises sont confrontées à l'incertitude quant aux coûts commerciaux futurs, ce qui entraîne des retards ou des annulations d'investissements. Les droits de douane élevés sur les biens intermédiaires augmentent les coûts de production et réduisent la compétitivité.
- **Chaîne d'approvisionnement** : Les multinationales pourraient restructurer leurs chaînes de valeur mondiales afin de réduire leur exposition aux risques tarifaires, en délocalisant leur production vers des pays où les droits de douane sont moins élevés ou en renforçant l'intégration régionale. Cette reconfiguration offre des opportunités à certaines économies, mais pourrait en laisser d'autres à la traîne.

3.3 Exposition commerciale des pays membres de l'OCI aux États-Unis

3.3.1 Commerce global entre les États-Unis et l'OCI

Les États-Unis entretiennent des relations commerciales importantes avec les États membres de l'OCI, bien que la part des membres de l'OCI dans le commerce total des États-Unis reste relativement modeste. Dans l'ensemble, les exportations américaines vers les États membres de l'OCI ont augmenté de manière constante au cours des trois dernières années, passant de 117,5 milliards de dollars en 2022 à 136,7 milliards de dollars en 2024, ce qui représente 6,6 % du total des exportations américaines au cours de la dernière année. Cela représente une augmentation progressive par rapport aux 5,7 % enregistrés en 2022 (*Tableau 3.2*)

En ce qui concerne les importations, les importations américaines en provenance des États membres de l'OCI ont considérablement diminué en 2023, passant de 213,3 milliards de dollars en 2022 à 172,5 milliards de dollars, avant de se redresser légèrement pour atteindre 181,1 milliards de dollars en 2024. En conséquence, la part des membres de l'OCI dans les importations totales des États-Unis est passée de 6,3 % en 2022 à 5,4 % en 2023 et 2024.

Tableau 3.2 : Échanges commerciaux bilatéraux entre les États-Unis et les États membres de l'OCI

	Valeur (en millions de dollars)			Part dans le commerce américain		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Exportations américaines vers les États membres de l'OCI	117 514	123 899	136 726	5,7%	6,1%	6,6%
Importations américaines en provenance des États membres de l'OCI	213 258	172 455	181 058	6,3%	5,4%	5,4%
Commerce des États-Unis avec les États membres de l'OCI	330 772	296 354	317 784	6,1%	5,7%	5,9%
Balance commerciale des États-Unis avec les États membres de l'OCI	-95 743	-48 556	-44 332	7,3%	4,2%	3,4%

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données issues de la carte commerciale de l'ITC.



Compte tenu des chiffres ci-dessus relatifs aux exportations et aux importations, le volume des échanges commerciaux (exportations plus importations) entre les États-Unis et les États membres de l'OCI a atteint 317,8 milliards de dollars en 2024, soit 5,9 % du total des échanges commerciaux des États-Unis avec le reste du monde. Pour les États-Unis, la balance commerciale avec la région de l'OCI est restée déficitaire au cours des trois dernières années (2022-2024), bien que l'ampleur du déficit se soit considérablement réduite, passant de -95,7 milliards de dollars en 2022 à -44,3 milliards de dollars en 2024. Cette diminution reflète à la fois l'augmentation des exportations américaines vers la région et la baisse des importations. De plus, en tant que part du déficit commercial mondial des États-Unis, la contribution de l'OCI a également diminué, passant de 7,3 % en 2022 à seulement 3,4 % en 2024.

Ces tendances globales suggèrent une relation commerciale relativement faible et fluctuante entre les États-Unis et l'OCI, avec la possibilité de nouveaux changements à mesure que de nouvelles mesures tarifaires seront mises en place. La réduction du déficit commercial et la réorganisation des parts de marché pourraient également constituer des signes précurseurs d'un réajustement des chaînes d'approvisionnement ou d'un changement dans les stratégies d'approvisionnement, qui pourraient s'intensifier en fonction de la portée et de la permanence des nouvelles mesures commerciales américaines.

3.3.2 Exposition et dépendance au niveau national

Les importations américaines en provenance des pays membres de l'OCI sont fortement concentrées dans quelques pays, les dix premiers représentant plus de 85 % du total des importations en provenance de ce groupe en 2024 (Tableau 3.3).

Tableau 3.3 : Importations américaines en provenance des États membres de l'OCI

Les 10 premiers partenaires importateurs de l'OCI (2024)	Valeur à l'importation (en millions de dollars)			Part dans les importations totales de l'OCI, 2024	
	2022	2023	2024	En provenance du monde (classement)	En provenance de l'OCI
Malaisie	56 897	47 328	53 849	1.6% (16)	29,7%
Indonésie	37 263	28 101	29 549	0.9% (20)	16,3%
Türkiye	20 428	16 521	17 798	0.5% (27)	9,8%
Arabie Saoudite	24 149	16 510	13 187	0.4% (34)	7,3%
Bangladesh	11 835	8 669	8 781	0.3% (40)	4,8%
Émirats Arabes Unis	7 315	6 872	7 800	0.2% (44)	4,3%
Irak	10 343	8 942	7 690	0.2% (46)	4,2%
Nigéria	4 881	5 850	5 868	0.2% (53)	3,2%
Guyana	2 886	3 369	5 510	0.2% (56)	3,0%
Pakistan	6 560	5 187	5 466	0.2% (57)	3,0%
Total partiel	182 557	147 348	155 499	4,6%	85,9%
OCI	213 258	172 455	181 058	5,4%	100,0%

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données issues de la carte commerciale de l'ITC.

La Malaisie se distingue comme le plus grand exportateur de l'OCI vers les États-Unis, avec des exportations évaluées à 53,8 milliards de dollars en 2024, ce qui représente près de 30 % du total des importations américaines en provenance des États membres de l'OCI et la place au 16e rang parmi tous les partenaires commerciaux des États-Unis à l'échelle mondiale. L'Indonésie suit, avec 29,5 milliards de dollars d'exportations (16,3 % du total de l'OCI), et la Türkiye se classe troisième avec 17,8 milliards de dollars (9,8 %).

Parmi les autres exportateurs importants, on peut citer l'Arabie saoudite (13,2 milliards de dollars), le Bangladesh (8,8 milliards de dollars) et les Émirats arabes unis (7,8 milliards de dollars). L'Irak, le Nigeria, le Guyana et le Pakistan complètent le top 10, chacun contribuant entre 5,5 et 7,7 milliards de dollars aux exportations. Ces chiffres reflètent la forte présence de certaines économies de l'OCI sur les marchés d'importation américains.

De même, les exportations américaines vers les États membres de l'OCI sont concentrées sur un nombre limité de partenaires clés. En 2024, les dix principaux importateurs de l'OCI représentaient collectivement plus de 84 % du total des exportations américaines vers la région de l'OCI. La Malaisie et les Émirats arabes unis sont en tête du groupe, avec des valeurs d'exportation atteignant respectivement 27,7 milliards et 27,0 milliards de dollars, représentant chacun 1,3 % du total des exportations mondiales des États-Unis et environ un cinquième de toutes les exportations américaines vers l'OCI. Avec ces chiffres, la Malaisie et les Émirats arabes unis se classaient respectivement au 18ème et 19ème rang des principaux partenaires commerciaux des États-Unis à l'échelle mondiale. La Türkiye suit avec 15,3 milliards de dollars (11,2 % du total de l'OCI), tandis que l'Arabie saoudite et l'Indonésie occupent également une place importante, avec respectivement 13,2 milliards et 10,2 milliards de dollars d'importations. Parmi les autres destinations notables, citons l'Égypte, le Maroc, le Nigeria, le Qatar et le Koweït, qui ont chacun reçu entre 2,4 et 6,1 milliards de dollars en exportations américaines (Tableau 3.4).

Tableau 3.4: Exportations américaines vers les États membres de l'OCI

Les 10 premiers partenaires exportateurs de l'OCI (2024)	Valeur à l'exportation (en millions de dollars)			Part dans les exportations totales de l'OCI, 2024	
	2022	2023	2024	Vers le monde (classement)	Vers l'OCI
Malaisie	18 107	19 442	27 705	1.3% (18)	20,3%
Émirats Arabes Unis	20 854	24 857	26 969	1.3% (19)	19,7%
Türkiye	14 993	14 694	15 293	0.7% (26)	11,2%
Arabie Saoudite	11 565	13 873	13 177	0.6% (28)	9,6%
Indonésie	9 986	9 943	10 202	0.5% (34)	7,5%
Égypte	6 553	4 487	6 092	0.3% (42)	4,5%
Maroc	3 512	3 752	5 269	0.3% (46)	3,9%
Nigéria	3 375	2 599	4 174	0.2% (53)	3,1%
Qatar	3 647	4 658	3 804	0.2% (54)	2,8%
Koweït	3 398	2 919	2 412	0.1% (63)	1,8%
Total partiel	95 991	101 225	115 097	5,6%	84,2%
OCI	117 514	123 899	136 726	6,6%	100,0%

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données issues de la carte commerciale de l'ITC.



Alors que les exportations américaines globales vers les États membres de l'OCI ont augmenté de 19,2 milliards de dollars entre 2022 et 2024 pour atteindre 136,7 milliards de dollars, cette croissance a été principalement tirée par l'augmentation des échanges commerciaux avec seulement quelques partenaires, les exportations vers les 10 premiers pays ayant augmenté de 19,1 milliards de dollars pour atteindre 115,1 milliards de dollars. Cela souligne à la fois l'importance de ces relations bilatérales et la répartition inégale des échanges commerciaux dans la région de l'OCI. En ce qui concerne la balance commerciale en 2024, les échanges commerciaux des États-Unis avec les membres de l'OCI présentent un déficit commercial avec les principaux pays exportateurs, contrastant avec un excédent avec un ensemble plus large de partenaires commerciaux à plus faible volume (*Tableau 3.5*).

Les déficits les plus importants sont observés en Malaisie (-26,1 milliards de dollars) et en Indonésie (-19,3 milliards de dollars), ainsi qu'au Bangladesh (-6,6 milliards de dollars), ce qui reflète leur forte orientation vers l'exportation et la compétitivité de leurs secteurs manufacturiers. Ces pays, ainsi que d'autres comme l'Irak, la Guyane et le Pakistan, représentent la majeure partie du déficit commercial américain au sein du groupe de l'OCI, et ils sont tous soumis à de nouveaux droits de douane américains supérieurs à 10 %.

Tableau 3.5 : Balance commerciale des États-Unis par État membre de l'OCI, 2024

Pays	Balance commerciale (en millions de \$)	Part des importations américaines
* Malaisie	-26 145	1,6%
* Indonésie	-19 347	0,9%
* Bangladesh	-6 567	0,3%
* Irak	-6 029	0,2%
* Guyana	-4 195	0,2%
* Pakistan	-3 331	0,2%
Türkiye	-2 505	0,5%
* Nigéria	-1 694	0,2%
* Algérie	-1 526	0,1%
* Jordanie	-1 413	0,1%
* Kazakhstan	-1 333	0,1%
* Libye	-925	0,0%
* Tunisie	-651	0,0%
* Côte d'Ivoire	-456	0,0%
* Brunei Darussalam	-121	0,0%
* Mozambique	-71	0,0%
* Cameroun	-67	0,0%
Ouganda	-32	0,0%
* Tchad	-23	0,0%
Afghanistan	-12	0,0%
Gabon	-12	0,0%
Arabie Saoudite	-10	0,4%
* Syrie	-9	0,0%
Palestine	-3	0,0%

Pays	Balance commerciale (en millions de \$)	Part des importations américaines
Comores	3	0,0%
Guinée-Bissau	3	0,0%
Albanie	9	0,0%
Niger	35	0,0%
Mali	46	0,0%
Somalie	46	0,0%
Burkina Faso	50	0,0%
Tadjikistan	52	0,0%
Turkménistan	67	0,0%
La Gambie	78	0,0%
Iran	85	0,0%
Maldives	86	0,0%
Sierra Leone	90	0,0%
Azerbaïdjan	92	0,0%
Soudan	102	0,0%
Djibouti	104	0,0%
Sénégal	107	0,0%
Kirghizstan	116	0,0%
Yémen	125	0,0%
Guinée	132	0,0%
Mauritanie	137	0,0%
Bénin	163	0,0%
Togo	186	0,0%
Liban	273	0,0%
Suriname	287	0,0%
Ouzbékistan	336	0,0%
Bahreïn	374	0,0%
Oman	539	0,0%
Koweït	664	0,1%
Qatar	1 931	0,1%
Maroc	3 285	0,1%
Égypte	3 374	0,1%
Émirats Arabes Unis	19 169	0,2%

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données de l'ITC Trade Map.* avec un taux tarifaire spécifique initial supérieur à 10 %.

Il convient de noter que, bien que les États-Unis affichent un déficit commercial avec l'ensemble des 18 États membres de l'OCI auxquels ils ont imposé des droits de douane plus élevés, 16 de ces membres représentent une part négligeable des importations américaines (0,3 % ou moins) et contribuent en réalité peu à l'énorme déficit des États-Unis, qui a atteint 1 300 milliards de dollars en 2024. En effet, ces 18 pays représentent collectivement 5,7 % de ce déficit, dont 3,5 points de pourcentage reviennent à la Malaisie et à l'Indonésie. Il convient également de noter que Türkiye, bien qu'elle figure parmi les principaux États membres de l'OCI avec lesquels les États-Unis ont un déficit, n'était initialement pas soumise à un tarif plus élevé spécifique, même si les taux



tarifaires modifiés annoncés fin juillet 2025 prévoyaient un taux de 15 % pour ce pays, ainsi que pour l'Afghanistan et l'Ouganda (voir [Tableau 3.1](#) et [3.6](#)). D'autre part, les États-Unis enregistrent des excédents commerciaux avec un large éventail d'États membres de l'OCI, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique. Des excédents notables sont enregistrés dans ses échanges avec les Émirats arabes unis (+19,2 milliards de dollars), l'Égypte (+3,4 milliards de dollars), le Maroc (+3,3 milliards de dollars) et le Qatar (+1,9 milliard de dollars), suivis par des soldes plus modestes mais positifs avec des pays comme le Koweït, Oman, Bahreïn et plusieurs membres d'Afrique subsaharienne tels que le Sénégal, la Guinée et la Mauritanie.

Dans l'ensemble, les données relatives à la balance commerciale soulignent la diversité des relations commerciales entre l'OCI et les États-Unis. Un petit nombre de pays contribuent de manière significative au déficit américain, principalement par le biais d'exportations massives de marchandises désormais visées par les révisions tarifaires, tandis qu'un ensemble plus large de partenaires maintient des importations nettes en provenance des États-Unis. Du point de vue de la politique commerciale américaine, en particulier de son objectif déclaré de réduire le déficit commercial, ces droits de douane semblent en partie alignés sur les efforts visant à freiner les importations en provenance de pays affichant des excédents importants et persistants. Toutefois, il n'est pas certain que ces mesures permettront de réduire de manière significative le déséquilibre commercial global des États-Unis, car les entreprises pourraient s'adapter en réorientant leurs chaînes d'approvisionnement ou en répercutant les coûts, et les pays concernés pourraient riposter par des contre-mesures ou rechercher d'autres marchés. Cela souligne l'importance de surveiller la dynamique du commerce bilatéral au cours de la période à venir, en particulier pour les économies de l'OCI fortement intégrées dans les chaînes de valeur liées aux États-Unis.

3.3.3 Barème tarifaire pour les pays de l'OCI

À la suite d'un sursis accordé pour les droits de douane liés au Jour de la libération, les pays ont eu peu de temps pour négocier des accords commerciaux et se préparer à la configuration commerciale imminente. Le [Tableau 3.6](#) résume les taux tarifaires initiaux, qui visaient 18 pays de l'OCI avec un taux supérieur à 10 %, et les taux finaux négociés, qui ont été étendus à trois pays supplémentaires, portant à 21 le nombre total de membres de l'OCI soumis à un tarif supérieur à 10 %. Quelques pays ont enregistré des baisses substantielles par rapport à des taux initiaux très élevés (par exemple, le Guyana et la Côte d'Ivoire ont vu leurs taux passer de 38 % et 21 % à 15 %), tandis que d'autres (par exemple, la Syrie et l'Algérie) n'ont constaté aucun changement. Indépendamment des ajustements tarifaires, l'incertitude qui en découle a entraîné des perturbations sur les marchés, susceptibles de modifier l'avantage concurrentiel dont certaines économies bénéficiaient par rapport à leurs concurrents. Par exemple, le Bangladesh, qui est un important exportateur de textiles et de vêtements avec des taux tarifaires de 20 %, pourrait être confronté à une concurrence acharnée sur le marché américain de la part des pays bénéficiant de tarifs douaniers moins élevés. Par ailleurs, les pays membres sortant de conflits prolongés et soumis à des droits de douane nettement plus élevés sont confrontés à des perspectives de croissance réduites, ce qui compromet davantage les efforts de relance.

Tableau 3.6: Droits de douane spécifiques des États-Unis sur les pays membres de l'OCI : Taux initiaux et modifiés

Pays de l'OCI	Taux tarifaire initial	Taux modifié (final)	Observations
Syrie	41%	41%	Les droits de douane punitifs sont maintenus ; le risque de poursuite du déclin commercial est élevé.
Irak	39%	35%	Tarif significatif, mais toujours élevé ; les exportations de pétrole pourraient être affectées.
Guyana	38%	15%	Réduction importante ; possibilité d'augmenter les exportations si les règles commerciales sont clarifiées.
Bangladesh	37%	20%	Les droits de douane sur les exportations de vêtements restent élevés, ce qui menace la compétitivité.
Indonésie	32%	19%	Une réduction significative des signaux indique une amélioration des conditions ; la diversification des exportations apporte un soulagement.
Pakistan	29%	19%	Réduction modérée ; reste au-dessus du taux universel de 10 %.
Tunisie	28%	25%	Réduction mineure ; les exportations de textiles et d'équipements électriques pourraient encore rencontrer des obstacles.
Kazakhstan	27%	25%	Réduction modérée ; exportations d'énergie partiellement exemptées.
Brunei	24%	25%	Taux final légèrement supérieur en raison d'ajustements sectoriels.
Malaisie	24%	19%	Les taux réduits reflètent les négociations en cours ; les exportations électroniques demeurent sensibles.
Jordanie	20%	15%	La réduction du taux apporte un soulagement, mais reste supérieure à 10 %.
Mozambique	16%	15%	Légère baisse ; les exportations agricoles pourraient en bénéficier.
Nigéria	14%	15%	Légère augmentation ; les exportations d'énergie pourraient être soumises à des droits de douane plus élevés.
Libye	31%	30%	Changement minimal ; les exportations d'hydrocarbures continuent de se heurter à des obstacles importants.
Tchad	13%	15%	Cette augmentation indique des négociations difficiles ; les exportations de coton pourraient en être affectées.
Cameroun	11%	15%	L'augmentation par rapport au taux quasi universel suggère des préoccupations concernant la règle d'origine.
Algérie	30%	30%	Pas de changement ; les produits énergétiques sont partiellement exonérés, mais les autres biens sont fortement taxés.
Côte d'Ivoire	21%	15%	Réduction importante ; opportunités dans les exportations de cacao et de caoutchouc.
Afghanistan	10%	15%	La révision à la hausse affecte les secteurs émergents ; les tapis et les fruits secs sont confrontés à une augmentation des coûts.
Türkiye	10%	15%	Les exportations d'acier et de métaux rencontrent des difficultés, tout comme celles des machines et des textiles.
Ouganda	10%	15%	L'augmentation des droits de douane affecte les exportations agricoles ; les expéditions de café et de poisson deviennent moins compétitives.



3.3.4 Produits et exposition sectorielle

La composition des exportations de l'OCI vers les États-Unis fournit des indications sur les secteurs les plus vulnérables. En 2024, la valeur des importations américaines en provenance des 18 États membres de l'OCI (ci-après dénommés « OIC-18 ») qui étaient soumises à un taux de droit spécifique supérieur à 10 % s'élevait à 129,6 milliards de dollars, soit 3,9 % du total des importations américaines (*Tableau 3.7*). Environ un quart (25,8 %) de ces importations, d'une valeur de 33,4 milliards de dollars, concernait des machines et équipements électriques, ce qui représentait 6,9 % des importations totales des États-Unis pour ces produits. Les combustibles minéraux et les huiles occupaient la deuxième place parmi les produits importés, représentant 18,3 % des importations américaines en provenance des 18 pays membres de l'OCI et 9,5 % des importations totales des États-Unis en combustibles minéraux et pétrole. Les machines et appareils mécaniques occupaient la troisième place, représentant 8,6 % des exportations des 18 pays membres de l'OCI vers les États-Unis, bien qu'ils ne représentaient que 2,1 % du total des importations américaines dans cette catégorie. Les articles d'habillement et les accessoires vestimentaires, tricotés (6,1 %) ou non (6,6 %), constituaient des produits importants fournis par l'OCI-18, représentant une part significative des importations américaines dans ces produits, respectivement 16,7 % et 23,4 %.

Au-delà des principaux groupes de produits, plusieurs articles de niche exportés par les pays de l'OCI-18 détiennent également une part disproportionnée du marché américain des importations. Bien que leur part globale dans les importations américaines en provenance des 18 pays membres de l'OCI soit relativement modeste, plusieurs produits représentaient 10 % ou plus du total des importations américaines de ces produits provenant de toutes les sources mondiales. Par exemple, en 2024, les États-Unis ont importé pour 233,6 millions de dollars de coton provenant des 18 pays membres de l'OCI. Bien que cela ne représentait que 0,2 % des importations totales des États-Unis en provenance des 18 pays membres de l'OCI, cela représentait jusqu'à 28,7 % de toutes les importations de coton des États-Unis cette année-là. Parmi les autres produits similaires figuraient le cacao et les préparations à base de cacao (18,9 % des importations américaines dans ces produits), les instruments de musique (18,4 %), les plumes et duvets préparés (13,2 %), les coiffures (12,7 %), les préparations à base de viande ou de poisson (12,2 %), les autres articles textiles confectionnés (10,1 %) et le plomb (10,0 %).

Ces chiffres soulignent que, même si la part globale des 18 pays membres de l'OCI dans les importations totales des États-Unis peut sembler modeste, leur contribution dans certaines catégories de produits spécifiques est disproportionnellement élevée. À ce titre, l'imposition de droits de douane élevés par les États-Unis, en particulier ceux dépassant 10 %, pourrait avoir un impact significatif sur les flux commerciaux dans des secteurs de niche mais stratégiquement importants. Les produits clés tels que le coton, le cacao, les vêtements et divers produits manufacturés pourraient voir leur compétitivité diminuer sur le marché américain, ce qui poserait des défis directs à plusieurs exportateurs de l'OCI.

De plus, la concentration de ces exportations dans un nombre limité de catégories sensibles aux droits de douane accentue la vulnérabilité de ces économies face aux changements brusques de la politique commerciale américaine. Dans une perspective future, la diversification, tant au niveau de la gamme de produits que des destinations d'exportation, sera essentielle pour atténuer les risques et maintenir les performances à l'exportation dans un contexte commercial mondial de plus en plus protectionniste.

Tableau 3.7: Principales importations américaines en provenance des pays de l'OCI-18* (code SH à 2 chiffres), 2024

Code (SH)	Étiquette du produit	Valeur (Millions de \$)	Répartition en pourcentage	Part des importations américaines
85	Machines et appareils électriques et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils	33 474,3	25,8%	6,9%
27	Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation ; matières bitumineuses ; cires minérales	23 750,6	18,3%	9,5%
84	Réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques ; leurs parties	11 204,8	8,6%	2,1%
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	8 503,0	6,6%	23,4%
61	Vêtements et accessoires de mode, en bonneterie	7 898,0	6,1%	16,7%
90	Instruments et appareils d'optique, de photographie, de cinématographie, de mesure, de contrôle, de précision, médicaux ou chirurgicaux ; leurs parties et accessoires	4 663,4	3,6%	3,7%
40	Caoutchouc et articles en caoutchouc	3 895,7	3,0%	10,7%
94	Meubles ; literie, matelas, sommiers, coussins et articles similaires rembourrés ; appareils d'éclairage et accessoires d'éclairage, non dénommés ni compris ailleurs ; enseignes lumineuses, plaques indicatrices lumineuses et articles similaires ; constructions préfabriquées.	3 622,7	2,8%	5,0%
15	Graisses et huiles animales, végétales ou microbiennes et leurs produits de clivage ; graisses alimentaires préparées ; cires animales ou végétales	3 193,5	2,5%	18,6%
64	Chaussures, guêtres et articles similaires ; parties de ces articles	2 912,7	2,2%	10,3%
Autres produits représentant une part de 10 % ou plus des importations américaines :				
63	Autres articles textiles confectionnés ; assortiments ; vêtements et articles textiles usagés ; chiffons	1 828,3	1,4%	10,1%
18	Cacao et préparations à base de cacao	1 559,2	1,2%	18,9%
16	Préparations de viande, de poisson, de crustacés, de mollusques ou d'autres invertébrés aquatiques, ou d'insectes	859,8	0,7%	12,2%
65	Casque et ses composants	391,3	0,3%	12,7%
67	Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet ; fleurs artificielles ; articles en cheveux humains	343,7	0,3%	13,2%
92	Instruments de musique ; pièces et accessoires de ces articles	300,8	0,2%	18,4%
52	Coton	233,6	0,2%	28,7%
78	Plomb et articles en plomb	97,7	0,1%	10,0%
TOTAL	Tous les produits	129 631,6	100,0%	3,9%

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données issues de la carte commerciale de l'ITC. * Les 18 États membres de l'OCI appliquant un taux tarifaire spécifique supérieur à 10 %.



Les États-Unis demeurent une destination d'exportation essentielle pour de nombreux États membres de l'OCI, avec des liens commerciaux qui revêtent à la fois une importance stratégique et une vulnérabilité potentielle. L'analyse des données bilatérales sur les exportations révèle que, si la part des États-Unis dans les exportations totales de la plupart des membres de l'OCI reste inférieure à 10 %, plusieurs économies continuent d'être fortement dépendantes du marché américain (*Tableau 3.8*).

Tableau 3.8: Participation des États-Unis aux exportations des États membres de l'OCI

États membres	Année	Exportations vers les États-Unis (Millions de \$)	Exportations vers le monde (Millions de \$)	Part des États-Unis dans les exportations mondiales	Classement des États-Unis
Jordanie	2023	2 881	12 590	22,9%	1
Pakistan	2024	5 615	32 461	17,3%	1
Guyana	2024	3 366	22 415	15,0%	2
Malaisie	2024	43 435	329 454	13,2%	2
Indonésie	2024	26 365	264 703	10,0%	2
Bahreïn	2023	1 039	12 407	8,4%	3
Nigéria	2023	4 526	60 651	7,5%	4
Türkiye	2024	16 349	261 855	6,2%	2
Bénin	2024	60	1 112	5,4%	5
Liban	2023	212	4 561	4,7%	5
Égypte	2023	1 951	42 052	4,6%	5
Comores	2023	1	29	4,6%	7
Côte d'Ivoire	2024	917	20 494	4,5%	4
Arabie Saoudite	2024	12 837	305 358	4,2%	6
Togo	2024	49	1 366	3,6%	9
Suriname	2023	74	2 311	3,2%	1
Maroc	2023	1 254	42 478	3,0%	6
Sénégal	2023	156	5 317	2,9%	10
Kazakhstan	2024	1 971	81 618	2,4%	10
Tchad	2024	83	3 473	2,4%	8
EAU	2023	13 545	570 245	2,4%	6
Oman	2023	1 344	59 011	2,3%	5
Djibouti	2023	76	4 785	1,6%	5
Brunei	2024	178	11 253	1,6%	13
Qatar	2023	1 480	97 751	1,5%	16
Ouganda	2023	89	6 305	1,4%	14
Maldives	2023	2	162	1,3%	10
Gabon	2023	163	12 704	1,3%	13
Palestine	2022	18	1 525	1,2%	4
Mozambique	2024	96	8 211	1,2%	17
Ouzbékistan	2024	215	31 856	0,7%	10
Somalie	2024	3	448	0,6%	10
Azerbaïdjan	2024	135	26 554	0,5%	24
Mali	2022	13	3 905	0,3%	17
Burkina Faso	2024	19	5 634	0,3%	17
La Gambie	2024	0	50	0,3%	16

États membres	Année	Exportations vers les États-Unis (Millions de \$)	Exportations vers le monde (Millions de \$)	Part des États-Unis dans les exportations mondiales	Classement des États-Unis
Albanie	2022	10	4 306	0,2%	23
Kirghizstan	2023	4	3 309	0,1%	20
Turkménistan	2024	16	13 708	0,1%	18
Koweït	2023	72	83 983	0,1%	13
Tadjikistan	2023	0	1 293	0,0%	34
Niger	2023	0	467	0,0%	25
Tunisie	2023	2	20 040	0,0%	101
Mauritanie	2024	0	4 150	0,0%	82

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données issues de la carte commerciale de l'ITC.

Note: Classement par ordre décroissant en fonction de la part des États-Unis dans les exportations mondiales d'un pays.

Au cours des trois dernières années, les États-Unis ont été le premier partenaire commercial de pays tels que la Jordanie, le Pakistan et le Suriname, et figuraient parmi les cinq premiers partenaires commerciaux de plusieurs autres pays, dont la Malaisie, l'Indonésie et la Türkiye. La part des États-Unis dans les exportations totales était de 10 % ou plus dans 5 des 44 États membres de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles pour les trois dernières années : Jordan (22.9%), Pakistan (17.3%), Guyana (15.0%), Malaisie (13.2%), and Indonésie (10.0%). Il est important de noter que ces cinq exportateurs fortement dépendants sont soumis à des droits de douane américains spécifiques supérieurs à 10 % (voir [Tableau 1](#)), ce qui compromet particulièrement leur compétitivité à l'exportation dans le contexte du durcissement de la politique commerciale américaine. En termes absolus, les exportations annuelles vers les États-Unis ont atteint 43,4 milliards de dollars pour la Malaisie, 26,4 milliards pour l'Indonésie, 16,3 milliards pour la Türkiye, 13,5 milliards pour les Émirats arabes unis et 12,8 milliards pour l'Arabie saoudite.

Dans l'ensemble, si quelques pays affichent une dépendance importante, la majorité des États membres de l'OCI restent peu exposés au marché américain, avec des parts inférieures à 5 %. Pour de nombreux membres africains et centrasiatiques de l'OCI, les États-Unis ne figurent pas parmi les dix premières destinations d'exportation, ce qui suggère que les répercussions directes de l'escalade tarifaire pourraient être limitées. Cependant, ces économies ne sont pas à l'abri d'effets secondaires, tels que les fluctuations des prix mondiaux, les changements dans les stratégies d'approvisionnement de la Chine ou une concurrence accrue sur les marchés tiers.

3.4 Impact sur les économies de l'OCI via la Chine et les chaînes d'approvisionnement mondiales

La Chine est à la fois la principale cible des droits de douane américains et l'un des principaux partenaires commerciaux de l'OCI. Le commerce total entre la Chine et les membres de l'OCI a dépassé 1 000 milliards de dollars en 2024, ce qui représente environ 17 % du commerce mondial de la Chine. Les exportations chinoises vers l'OCI ont atteint environ 595 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance de l'OCI se sont élevées à environ 452 milliards de dollars, laissant un excédent croissant d'environ 143 milliards de dollars ([Tableau 3.9](#)).



Cette relation commerciale étroite amplifie à la fois les opportunités et les risques associés à la guerre tarifaire. L'élargissement de la liste des produits chinois soumis à des droits de douane américains élevés devrait avoir des conséquences importantes qui dépasseront le cadre des relations bilatérales immédiates entre les États-Unis et la Chine. Pour les États membres de l'OCI, les implications sont multiples, avec à la fois des risques et des opportunités potentielles en fonction de leurs profils commerciaux, de leurs atouts sectoriels et de leurs positions au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'analyse de l'évolution des relations commerciales entre la Chine et l'OCI permet de mieux comprendre les canaux potentiels par lesquels ces changements mondiaux pourraient affecter les économies de l'OCI.

Le commerce bilatéral entre la Chine et les États membres de l'OCI a connu une croissance régulière ces dernières années, atteignant plus de 1 000 milliards de dollars en 2024, soit 17 % du commerce mondial total de la Chine. Il convient de noter que les exportations chinoises vers les États membres de l'OCI ont atteint 594,8 milliards de dollars, augmentant à la fois en valeur et en part de ses exportations mondiales (16,6 % en 2024). Dans le même temps, les importations en provenance des États membres de l'OCI ont légèrement diminué, contribuant à l'augmentation de l'excédent commercial de la Chine avec l'OCI, qui a atteint 143,2 milliards de dollars en 2024, contre seulement 17,4 milliards de dollars en 2022 (*Tableau 3.9*). Ce déséquilibre croissant reflète la pénétration accrue des exportations chinoises sur les marchés de l'OCI, potentiellement renforcée par l'évolution des restrictions américaines.

Tableau 3.9: Échanges commerciaux bilatéraux entre la Chine et les pays de l'OCI

	Valeur (en millions de dollars)			Part de la Chine dans le commerce mondial		
	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Exportations de la Chine vers les États membres de l'OCI	526 771	543 582	594 816	14,7%	16,0%	16,6%
Importations de la Chine en provenance des États membres de l'OCI	509 373	456 117	451 647	18,8%	17,8%	17,5%
Les échanges commerciaux de la Chine avec les États membres de l'OCI	1 036 143	999 699	1 046 463	16,4%	16,8%	17,0%
Balance commerciale de la Chine avec les États membres de l'OCI	17 398	87 466	143 168	2,0%	10,5%	14,5%

Source: Compilation réalisée par le personnel du SESRIC à partir des données issues de la carte commerciale de l'ITC.

3.4.1 Possibilités de détournement des échanges

Un avantage potentiel pour les économies de l'OCI découle du détournement des échanges commerciaux, les importateurs américains se tournant vers d'autres fournisseurs pour remplacer les produits chinois soumis à des droits de douane élevés. Les pays qui sont déjà en concurrence avec la Chine dans les secteurs du textile (Bangladesh, Pakistan et Türkiye), de l'électronique (Malaisie, Indonésie) et des matières premières pourraient gagner des parts de marché s'ils

parviennent à répondre aux exigences en matière de qualité et de coût. Le tableau des tarifs ajustés montre que la Malaisie et l'Indonésie ont réussi à réduire leurs taux à environ 19 %, améliorant ainsi leur position relative. Cependant, pour concrétiser ces gains, il sera nécessaire d'augmenter la capacité de production, de respecter des règles d'origine strictes et de se conformer aux normes américaines, ce qui représente un défi pour les petites économies.

3.4.2 Concurrence accrue sur les marchés tiers

La hausse des droits de douane américains pourrait inciter les exportateurs chinois à réorienter leurs marchandises vers d'autres marchés, notamment l'Europe, l'Afrique et les pays de l'OCI eux-mêmes. Cette dynamique intensifie la concurrence pour les fabricants locaux. Par exemple, les textiles chinois à bas prix pourraient concurrencer les producteurs indonésiens ou bangladais, menaçant ainsi l'emploi dans les usines à forte intensité de main-d'œuvre. Les entreprises électroniques chinoises pourraient également réorienter leur production vers les marchés où les pays de l'OCI cherchent à se développer. Les décideurs politiques devraient être attentifs à cette possibilité et envisager des mesures de sauvegarde conformes aux règles de l'OMC afin d'éviter toute perturbation du marché.

3.4.3 Réorganisation de la chaîne d'approvisionnement et IDE

Les multinationales réévaluent déjà leurs chaînes d'approvisionnement mondiales à la lumière de la hausse des droits de douane et des tensions géopolitiques. Les stratégies de nearshoring et de "friend-shoring" favorisent les pays bénéficiant d'un environnement politique stable, d'infrastructures fiables et d'un accès préférentiel au marché. La Malaisie et l'Indonésie, qui disposent d'industries électroniques bien établies et bénéficient d'incitations gouvernementales, pourraient attirer des investissements dans les semi-conducteurs et les composants pour véhicules électriques. Les économies du Golfe, telles que le Qatar et les Émirats arabes unis, pourraient bénéficier d'une augmentation des investissements dans les infrastructures numériques, les énergies renouvelables et la logistique. En revanche, les membres de l'OCI qui ne disposent pas de connectivité, d'expérience industrielle ou d'accords commerciaux préférentiels pourraient voir leur production délocalisée ailleurs.

3.5 Canaux macroéconomiques et impacts sectoriels pour les pays membres de l'OCI

3.5.1 Taux de change et inflation

Les marchés financiers ont réagi à l'annonce des droits de douane par un mouvement de fuite vers les valeurs refuges, ce qui a renforcé le dollar américain et affaibli de nombreuses devises des marchés émergents. Une devise plus faible augmente le coût des importations en monnaie locale, ce qui entraîne une hausse de l'inflation. Dans les économies de l'OCI qui importent de grandes quantités de biens de consommation ou d'intrants intermédiaires, telles que la Jordanie, le Pakistan et le Bangladesh, la répercussion des taux de change sur les prix intérieurs pourrait être considérable. Les recherches indiquent que les droits de douane ont augmenté le niveau des prix aux États-Unis d'environ 1,5 %, ce qui représente un coût d'environ 2 000 dollars américains pour les ménages et une réduction de la croissance réelle du PIB américain d'environ 0,6 point de pourcentage (Budget Lab, 2025) ; des effets similaires ou plus importants pourraient se produire



dans les petites économies ouvertes dont la flexibilité en matière de politique monétaire est limitée. La hausse des prix à l'importation peut réduire le pouvoir d'achat et inciter les travailleurs à exiger des salaires plus élevés, ce qui augmente les coûts de production et peut entraîner une spirale des salaires et des prix. Les pays qui utilisent des parités fixes peuvent importer de l'inflation, tandis que ceux qui ont des taux flexibles sont confrontés au double défi de gérer à la fois la volatilité des taux de change et celle des taux d'intérêt.

3.5.2 Production nationale, emploi et dynamique budgétaire

La hausse des droits de douane et l'incertitude qui en découle ont des répercussions sur la production nationale par le biais de multiples canaux. Du côté de la demande, le ralentissement de la croissance américaine réduit les commandes à l'exportation ; du côté de l'offre, la hausse des prix à l'importation augmente les coûts de production et réduit les marges bénéficiaires. Les entreprises peuvent reporter leurs investissements dans les machines et les équipements, en particulier lorsque les biens d'équipement importés deviennent plus coûteux. La croissance du PIB des économies importatrices de pétrole de l'OCI devrait ralentir légèrement en 2025. Par exemple, la croissance du Nigeria devrait passer d'environ 3,4 % en 2024 à 3,0 % en 2025, et celle de la Türkiye de 3 % à environ 2,7 %. Dans le même temps, les exportateurs d'énergie tels que l'Arabie saoudite pourraient bénéficier de la vigueur des prix du pétrole et enregistrer une croissance d'environ 3 %. Ces projections soulignent à quel point la dépendance vis-à-vis des matières premières influence les vulnérabilités.

D'un point de vue fiscal, des droits de douane plus élevés peuvent réduire les recettes publiques des pays exportateurs en faisant baisser les volumes d'exportation. Parallèlement, les gouvernements pourraient devoir augmenter les dépenses sociales afin d'atténuer l'impact de la hausse des prix sur les ménages. De nombreux membres de l'OCI sont déjà confrontés à une dette publique élevée ; le service de cette dette devient plus coûteux lorsque les taux d'intérêt mondiaux augmentent en réponse à une inflation persistante. La Banque mondiale met en garde contre le fait que le ralentissement de la croissance entravera les efforts visant à créer des emplois, à réduire l'extrême pauvreté et à réduire les écarts de revenus avec les économies avancées (World Bank, 2025). Les décideurs politiques devront trouver un équilibre entre l'assainissement budgétaire et le soutien ciblé aux groupes vulnérables.

3.5.3 Investissements directs étrangers et évolutions sectorielles

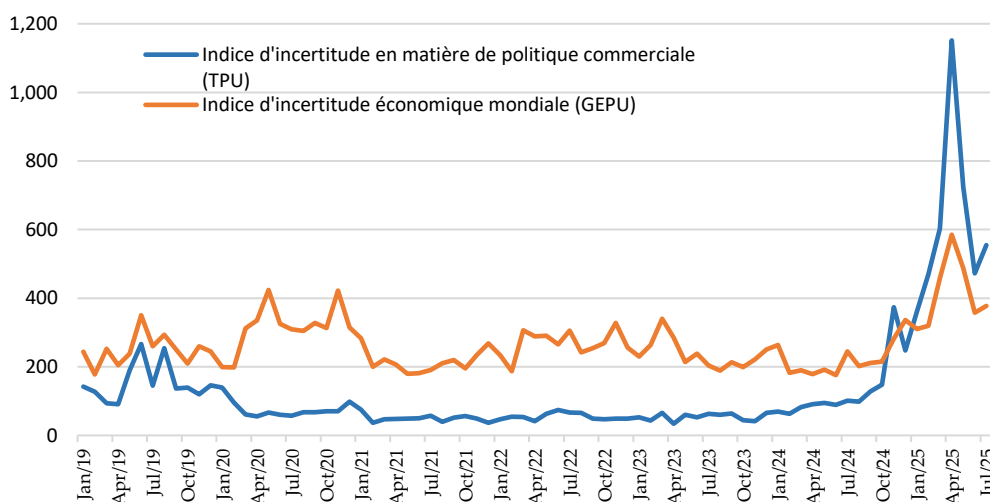
L'intensification des incertitudes commerciales et politiques peut freiner les investissements directs étrangers (IDE) en augmentant les primes de risque. Cependant, la reconfiguration des chaînes d'approvisionnement pourrait ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement dans l'économie numérique, la fabrication de pointe et les minéraux essentiels. Les données disponibles indiquent une augmentation des investissements dans les centres de données, les infrastructures de télécommunications et le cloud computing dans des pays tels que le Qatar, l'Azerbaïdjan et Bahreïn. Les activités internationales de financement de projets dans les domaines de l'énergie et des infrastructures ont augmenté aux Émirats arabes unis, en Arabie saoudite et en Iran, reflétant les investissements à long terme dans les énergies renouvelables et la logistique. La demande en semi-conducteurs et en composants pour véhicules électriques suscite un intérêt croissant en

Malaisie, qui se positionne comme un pôle de fabrication de composants électroniques. En Afrique subsaharienne, la demande mondiale croissante en lithium, cobalt et terres rares, nécessaires à la transition écologique, attire des capitaux vers des pays tels que la Guinée et l'Ouganda. Selon le *Rapport sur l'investissement dans le monde (2025)*, les IDE en Ouganda ont augmenté d'environ 10 % pour atteindre 3,3 milliards de dollars, soutenus par des projets dans le domaine de l'exploitation pétrolière et des corridors de transport (UNCTAD, 2025b).

3.5.4 Incertitude politique : une forte augmentation en 2025

Un canal souvent négligé est l'impact de l'incertitude politique sur les prévisions des entreprises et les décisions d'investissement. L'indice d'incertitude en matière de politique commerciale (TPU) et l'indice d'incertitude en matière de politique économique mondiale (GEPU), tous deux élaborés à partir de la couverture médiatique, ont connu une forte hausse après les élections américaines de fin 2024, puis une nouvelle augmentation autour de l'annonce des droits de douane en avril 2025. L'indice TPU a dépassé les 1 100 points en avril 2025, soit plus de 20 fois sa moyenne de 2022, tandis que l'indice GEPU a atteint près de 600 points, contre environ 400 pendant l'année 2020, marquée par la pandémie. Le *graphique 3.1* représente ces indices entre 2019 et juillet 2025.

Graphique 3.1: Indices d'incertitude en matière de politique commerciale et économique, mensuels (2019-juillet 2025)



Source des données : Indice TPU [<https://www.matteoiacoviello.com/tpu.htm>] et Indice GEPU [https://www.policyuncertainty.com/global_monthly.html]. Données téléchargées le 22 août 2025.

Une incertitude accrue augmente la valeur de l'option d'attente, incitant les entreprises à retarder leurs investissements et à réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement. Les institutions financières pourraient réévaluer le risque de crédit, resserrer les critères d'octroi de prêts et exiger des primes de risque plus élevées. La combinaison de tarifs plus élevés et d'une incertitude accrue amplifie ainsi le frein à la croissance mondiale et régionale.



3.6 Implications politiques et réponses stratégiques

Compte tenu des risques considérables associés au nouveau régime tarifaire, les pays membres de l'OCI doivent adopter une réponse politique multiforme. Les recommandations suivantes s'appuient sur les observations d'organisations internationales et sur les circonstances particulières des économies de l'OCI :

1. **Diversifier les marchés et les produits d'exportation.** Une dépendance excessive vis-à-vis du marché américain expose les pays à des changements politiques soudains. Les membres de l'OCI devraient renforcer les échanges commerciaux intra-OCI et poursuivre l'intégration Sud-Sud, en particulier avec les économies à croissance rapide d'Asie et d'Afrique. La Banque mondiale souligne que l'intégration commerciale avec de nouveaux partenaires peut contribuer à compenser l'impact des droits de douane américains (World Bank, 2025). La diversification nécessite également de progresser dans la chaîne de valeur, en investissant dans la fabrication, les services et les capacités numériques à plus forte valeur ajoutée.
2. **Améliorer la facilitation des échanges et le respect des normes.** La saisie des opportunités de détournement des échanges commerciaux dépend de l'efficacité des procédures douanières, de la fiabilité de la logistique et du respect des règles d'origine. Les pays qui négocient des tarifs préférentiels, tels que la Malaisie et l'Indonésie, doivent démontrer qu'ils appliquent de manière stricte les droits de propriété intellectuelle et les normes environnementales afin de satisfaire aux exigences des États-Unis. La coopération régionale en matière de normes au sein de l'OCI pourrait aider les petites économies à répondre à ces exigences.
3. **Renforcer la gestion macroéconomique.** Les autorités monétaires devraient se préparer à la volatilité des devises et aux pressions inflationnistes en conservant des réserves de change suffisantes et en adoptant, dans la mesure du possible, des cadres de taux de change flexibles. Les autorités budgétaires doivent préserver leur marge de manœuvre politique afin de soutenir les ménages et les entreprises confrontés à la hausse des prix, tout en maintenant la viabilité de la dette. La Banque mondiale souligne l'importance de renforcer les cadres budgétaires et de mobiliser les recettes nationales pour financer la protection sociale (World Bank, 2025).
4. **Encourager les investissements dans la chaîne d'approvisionnement et la politique industrielle.** Pour attirer les IDE dans les secteurs manufacturiers et des minéraux critiques, les gouvernements devraient proposer des incitations transparentes, investir dans les infrastructures et le développement des compétences, et garantir la stabilité des politiques. La création de zones économiques spéciales axées sur l'électronique, les composants de véhicules électriques ou les services numériques peut contribuer à intégrer les économies de l'OCI dans les chaînes de valeur mondiales reconfigurées.
5. **Promouvoir la coopération au sein de l'OCI et l'engagement multilatéral.** Une action conjointe au sein de l'OCI peut renforcer le pouvoir de négociation. Le partage d'informations sur les négociations tarifaires, la coordination des positions au sein des instances de l'OMC et l'étude d'accords commerciaux intra-OCI peuvent renforcer la résilience. Au niveau mondial, les membres de l'OCI devraient participer de manière constructive aux dialogues multilatéraux visant à réduire les droits de douane et à

clarifier les règles ; la Banque mondiale note que la réduction de moitié des droits de douane pourrait stimuler la croissance mondiale d'environ 0,2 point de pourcentage (World Bank, 2025).

3.7 Conclusion

La hausse des droits de douane américains marque un tournant dans la politique commerciale mondiale. Les prévisions du FMI, de l'OMC, de l'OCDE, de la Banque mondiale et de la CNUCED convergent vers un message de ralentissement de la croissance, de baisse des échanges commerciaux et d'incertitude accrue. L'OMC prévoit un léger recul du commerce des marchandises en 2025, avec une contraction potentielle de 1,5 % si les tensions s'intensifient (WTO, 2025). La Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance mondiale à environ 2,3 % et souligne que la réduction de moitié des droits de douane pourrait stimuler la croissance d'environ 0,2 point de pourcentage (World Bank, 2025). L'OCDE estime que le taux tarifaire effectif des États-Unis a atteint environ 15,4 %, le plus élevé depuis 1938, et que des échanges commerciaux représentant plus de 2 % du PIB mondial sont désormais soumis à des droits de douane plus élevés (OECD, 2025b). Une étude du Budget Lab révèle que les droits de douane ont déjà entraîné une augmentation d'environ 1,5 % du niveau des prix aux États-Unis et réduit la croissance réelle du PIB américain d'environ 0,6 point de pourcentage, ce qui représente un coût d'environ 2 000 dollars américains par foyer (Budget Lab, 2025). Ces chiffres soulignent l'ampleur du choc politique.

Pour les membres de l'OCI, la situation est plus nuancée. Le commerce global entre les États-Unis et l'OCI représente toujours une part modeste du commerce mondial des États-Unis, mais certains pays, comme la Malaisie, l'Indonésie, le Pakistan, la Jordanie et le Guyana, y sont fortement exposés. Les taux tarifaires négociés varient considérablement, ce qui conduit certaines économies à appliquer des droits punitifs (par exemple, la Syrie et l'Irak) et d'autres à appliquer des niveaux quasi universels (par exemple, le Mozambique et la Côte d'Ivoire). La composition des exportations, fortement axée sur l'électronique et l'habillement, accentue encore la vulnérabilité. Parallèlement, les droits de douane peuvent créer des opportunités de détournement des échanges commerciaux et d'investissement dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier pour les pays capables de satisfaire aux exigences de qualité et de conformité. L'incertitude croissante en matière de politique commerciale, telle que reflétée par l'indice TPU, ajoute un niveau de risque supplémentaire.

Dans un environnement aussi instable, il est essentiel de mener une action politique proactive et coordonnée. La diversification des marchés, l'amélioration de la facilitation des échanges, la gestion des risques macroéconomiques, l'encouragement des investissements et l'approfondissement de la coopération au sein de l'OCI peuvent aider les États membres à traverser cette période de turbulences. Avant tout, il sera essentiel de suivre en permanence l'évolution des politiques commerciales mondiales et d'y répondre avec souplesse à mesure que le paysage commercial mondial évolue.



Annexe: Classifications des pays

A. Principaux groupes de pays utilisés dans le rapport

Pays de l'OCI (57)

Code	Nom	Code	Nom	Code	Nom
AFG	Afghanistan	GUY	Guyana	PAK	Pakistan
ALB	Albanie	IDN	Indonésie	PSE	Palestine
DZA	Algérie	IRN	Iran	QAT	Qatar
AZE	Azerbaïdjan	IRK	Irak	SAU	Arabie Saoudite
BHR	Bahreïn	JOR	Jordanie	SEN	Sénégal
BGD	Bangladesh	KAZ	Kazakhstan	SLE	Sierra Leone
BEN	Bénin	KWT	Koweït	SOM	Somalie
BRN	Brunei Darussalam	KGZ	Kirghizstan	SDN	Soudan
BFA	Burkina Faso	LBN	Liban	SUR	Suriname
CMR	Cameroun	LBY	Libye	SYR	Syrie
TCD	Tchad	MYS	Malaisie	TJK	Tadjikistan
COM	Comores	MDV	Maldives	TGO	Togo
CIV	Côte d'Ivoire	MLI	Mali	TUN	Tunisie
DJI	Djibouti	MRT	Mauritanie	TUR	Türkiye
EGY	Égypte	MAR	Maroc	TKM	Turkménistan
GAB	Gabon	MOZ	Mozambique	UGA	Ouganda
GMB	La Gambie	NER	Niger	ARE	Émirats Arabes Unis
GIN	Guinée	NGA	Nigéria	UZB	Ouzbékistan
GNB	Guinée-Bissau	OMN	Oman	YEM	Yémen

Pays développés* (41)

Andorre	France	Lituanie	République slovaque
Australie	Allemagne	Luxembourg	Slovénie
Autriche	Grèce	Macao	Espagne
Belgique	RAS de Hong Kong	Malte	Suède
Canada	Islande	Pays-bas	Suisse
Croatie	Irlande	Nouvelle-Zélande	Province chinoise de Taiwan
Chypre	Israël	Norvège	Royaume-Uni
République Tchèque	Italie	Portugal	États-Unis
Danemark	Japon	Puerto Rico	
Estonie	Corée	Saint Marin	
Finlande	Lettonie	Singapour	

* Identifie les "économies avancées" selon le classement du FMI, Base de données des perspectives économiques mondiales, avril 2025.



Pays en développement

Comprend tous les pays autres que ceux classés comme pays développés.

B. Classification du revenu des pays membres de l'OCI

Revenu élevé* (8)

Bahreïn	Guyana	Oman	Arabie Saoudite
Brunei Darussalam	Koweït	Qatar	Émirats Arabes Unis

Revenu moyen supérieur* (14)

Albanie	Indonésie	Libye	Türkiye
Algérie	Iran	Malaisie	Turkménistan
Azerbaïdjan	Irak	Maldives	
Gabon	Kazakhstan	Suriname	

Revenu moyen inférieur* (20)

Bangladesh	Djibouti	Liban	Palestine
Bénin	Égypte	Mauritanie	Sénégal
Cameroun	Guinée	Maroc	Tadjikistan
Comores	Jordanie	Nigéria	Tunisie
Côte d'Ivoire	Kirghizstan	Pakistan	Ouzbékistan

Revenu bas* (15)

Afghanistan	Guinée-Bissau	Sierra Leone	Togo
Burkina Faso	Mali	Somalie	Ouganda
Tchad	Mozambique	Soudan	Yémen
La Gambie	Niger	Syrie	

* Le regroupement des pays par niveau de revenu est basé sur la classification de la Banque mondiale par RNB par habitant en 2024. Par conséquent;

- dont le RNB par habitant est égal ou inférieur à 1135 dollars,
- Pays à revenu moyen inférieur : dont le RNB par habitant se situe entre 1 136 et 4 495 dollars,
- Pays à revenu intermédiaire supérieur : dont le RNB par habitant se situe entre 4 496 et 13 935 dollars, et
- Pays à revenu élevé : dont le RNB par habitant est égal ou supérieur à 13 936 dollars ou plus.



Références

Ajilore, G. (2025). More than the Unemployment Rate: What Metrics to Watch for on Jobs Day. Center on Budget and Policy Priorities. <http://www.jstor.org/stable/resrep69781>

Baršauskaitė, I., Gubler, J., Moerenhout, T., Nikiema, S., Ostřanský, J., Tipping, A., & Verma, R. (2025). Relevance of Existing Trade Agreements. In International Trade and Investment Agreements and Sustainable Critical Minerals Supply (pp. 12–17). International Institute for Sustainable Development (IISD). <http://www.jstor.org/stable/resrep69156.8>

Bloom, D. E., Canning, D., & Sevilla, J. (2003). Demographic Transitions and the “Demographic Dividend.” In The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change (1st ed., pp. 25–42). RAND Corporation. <http://www.jstor.org/stable/10.7249/mr1274wfhf-dlpf-rf-unpf.10>

Budget Lab. (2025). Estimated Effects of the 2025 U.S. Tariff Regime. Yale University.

Bunskoek, R., & Verburg, S. (2025). The BRICS and the emerging order of multipolarity. Clingendael Institute. <https://www.jstor.org/stable/resrep70745.6>

Caldara, D., Matteo I., Patrick M., Andrea P., & Andrea R., The Economic Effects of Trade Policy Uncertainty, manuscript presented at the 91st meeting of the Carnegie-Rochester-NYU Conference on Public Policy, April 2019. Disponible sur le site: <https://www.matteiocoviello.com/tpu.htm>

Davis, S. J. (2025). Trade Policy Uncertainty Index. Disponible sur le site: https://www.policyuncertainty.com/global_monthly.html

European Commission. (2025, May). European economic forecast (Institutional Paper No. 318). ISSN 2443-8014 (online). DOI: 10.2765/5652264

ILO. (2024a). World Employment and Social Outlook. Trends 2024. ILO Flagship Report. Geneva: International Labour Organization. DOI: <https://doi.org/10.54394/HQAE1085>

ILO. (2025). World Employment and Social Outlook: Trends 2025, Geneva: Office international du Travail, 2025. © ILO

IMF. (2023a). World Economic Outlook Update: Near-Term Resilience, Persistent Challenges, July 2023. Washington, DC: International Monetary Fund.

IMF. (2023b). World Economic Outlook: A Rocky Recovery. Washington, DC: International Monetary Fund, April.

IMF. (2024). World Economic Outlook 2024 - Steady but Slow: Resilience amid Divergence. International Monetary Fund. Washington, DC. April.

IMF. (2025a). World Economic Outlook: A Critical Juncture amid Policy Shifts. Washington, DC. April.

IMF. (2025b). Global Financial Stability Report: Enhancing Resilience amid Uncertainty. Washington, DC. April.

IMF. (2025c). World Economic Outlook: January Update. 2025 ISBN 979-8-40029-167-8. Washington, DC.

IMF. (2025d). World Economic Outlook: Global Economy: Tenuous Resilience amid Persistent Uncertainty. July Update. Washington, DC.

Kim, J. (2025). Monetary Expansionism, Global Commodity Prices, and Global Inequality. World Review of Political Economy, 16(1), 105,136. <https://www.jstor.org/stable/48820475>



Kumari, M. (2025). India-MERCOSUR Preferential Trade Agreement. *Journal of Economic Integration*, 40(2), 367–390. Center for Economic Integration, Sejong University. <https://www.jstor.org/stable/10.2307/27384895>

Le Ngoc, A., & Heshmati, A. (2025). The green path: FDI's influence on Asia's sustainable economic growth. *IZA - Institute of Labor Economics*. <https://www.jstor.org/stable/resrep70840>

OECD. (2024a). *OECD Economic Outlook, Volume 2024 Issue 1*, No. 115, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/69a0c310-en>.

OECD. (2024b). *Development Co-operation Report 2024: Tackling Poverty and Inequalities through the Green Transition*. OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/357b63f7-en>

OECD. (2025a). *OECD Economic Outlook, Interim Report March 2025: Steering through Uncertainty*, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/89af4857-en>.

OECD. (2025b). *OECD Economic Outlook, Volume 2025 Issue 1: Tackling Uncertainty, Reviving Growth*, No. 117, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/83363382-en>.

Rocha, H. V. P. (2025). Foreign direct investment, structural change, and labor allocation. *Journal of Economic Integration*, 40(2), 349–365. <https://www.jstor.org/stable/10.2307/27384894>

SESRIC. (2022). *Socio-Economic Impacts of the COVID-19 Pandemic in OIC Countries: Pathways for Sustainable and Resilient Recovery*. Ankara.

UNCTAD. (2025a). *Global Trade Update*, March 2025. United Nations Conference on Trade and Development. Disponible sur le site: <https://unctad.org/publication/global-trade-update-march-2025>

UNCTAD. (2025b). *World Investment Report 2025 - International investment in the digital economy*. United Nations Conference on Trade and Development. Disponible sur le site: <https://unctad.org/webflyer/world-investment-report-2025>

UNCTAD. (2025c). *Global Trade Update*, July 2025. United Nations Conference on Trade and Development. Disponible sur le site: <https://unctad.org/publication/global-trade-update-july-2025>

United Nations. (2021). *World Economic Situation and Prospects*: July 2021. Briefing, No. 151.

United Nations. (2025, January). *World Economic Situation and Prospects 2025*. New York.

United Nations. (2025, May). *World Economic Situation and Prospects as of mid-2025*. E/2025/65. New York.

Werr, P. & Strohecker, K. (2024). Egypt announces \$35 billion UAE investment on Mediterranean coast. Disponible sur le site: <https://www.reuters.com/business/egypt-announces-multi-billion-uae-investment-boost-forex-2024-02-23/>

World Bank. (2023). *International Debt Report 2023*. The World Bank. Washington, D.C. DOI: 10.1596/978-1-4648-2032-8

World Bank. (2025a). "Global Economic Prospects, June 2025." Conference edition. Washington, DC: World Bank. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

World Bank. (2025b). *Global Economic Prospects*, January 2025. Washington, DC: World Bank. DOI: 10.1596/978-1-4648-2147-9. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

World Uncertainty Index. (April 2025). <https://worlduncertaintyindex.com>

WTO. (2025). *Global Trade Outlook and Statistics*, May 2025. World Trade Organization. Disponible sur le site: https://www.wto.org/english/news_e/pres25_e/wto_2025_trade_outlook.htm



Les principales sources de données

ITC Trade Map, April 2025

ILOSTAT, Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2024.

IMF, Direction of Trade Statistics (DOTS), June 2025

IMF, World Economic Outlook (WEO) Database, April 2025; July 2025 update.

OECD Stat, June 2025

UN, UN COMTRADE Database, April 2025

UNCTAD, World Investment Report 2025

UNSD, National Accounts, 2025

World Bank, World Development Indicators

WTO STATS, August 2025.

Notes de bas de page

¹ Un ratio emploi/population élevé signifie qu'une grande partie de la population active d'un pays est employée, tandis qu'un ratio faible signifie qu'une grande partie de la population ne participe pas directement aux activités commerciales, car elle est au chômage ou ne fait pas partie de la population active en général.

²Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2024. À l'exclusion de la Palestine et de l'Ukraine pour lesquelles les données ne sont pas disponibles.

³ Une forme d'IDE dans laquelle une société mère lance une nouvelle entreprise dans un pays étranger en construisant de nouvelles installations opérationnelles à partir de zéro au lieu d'acheter une installation existante dans ce pays. Ces types d'investissement sont cruciaux pour le développement des capacités productives et des infrastructures et pour les perspectives d'une reprise durable (UNCTAD, 2021).

⁴ Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), les réserves des membres du FMI détenues par le FMI (position de réserve au FMI) et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires.

⁵ Un indicateur traditionnel de l'adéquation des réserves qui montre le nombre de mois pendant lesquels un pays peut continuer à soutenir son niveau actuel d'importations si toutes les autres entrées et sorties cessent.

⁶ La part des pays de l'OCI dans le total mondial des flux d'APD (y compris ceux rapportés au niveau des pays et ceux non spécifiés) était de 29,7% en 2023, contre 30,2% en 2022. Malgré l'augmentation signalée des flux vers les différents pays de l'OCI (4,3 %), la hausse des flux vers les pays non membres de l'OCI (16,8 %) a contribué à ce résultat.

